



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

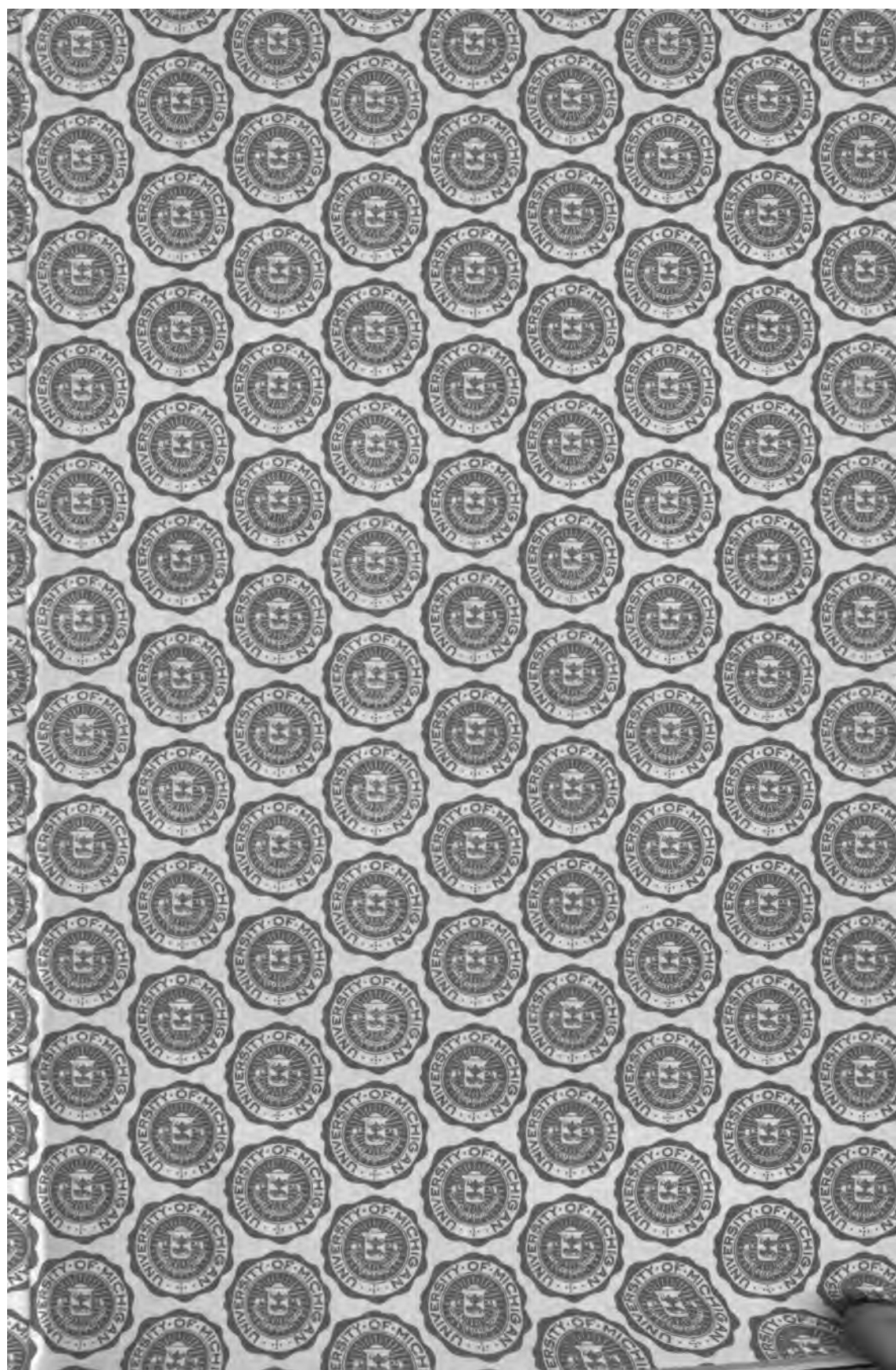
### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

B. 926,735









JX  
238  
, F9  
V68



**VIGNAUD PAMPHLETS**

**Bering Sea Arbitration**

**Barclay, Thomas.**

**La Question des Pecheries dans la  
Mer de Behring.**

.....

**Conventions between the United States  
of America and Great Britain.**

.....

**Treaty Concerning the Cession of the  
Russian Possessions in North America  
by His Majesty the Emperor of all  
the Russias to the United States of  
America.**

**Welling, James C.**

**The Bering Sea Arbitration.**





LA  
QUESTION DES PÊCHERIES  
DANS LA MER DE BEHRING

PAR

THOMAS BARCLAY

avocat du barreau de Londres,  
membre de l'Institut de droit international.

---

EXTRAIT DE LA *Revue de Droit international et de Législation comparés.*

---

BRUXELLES

BUREAU DE LA REVUE : 109, AVENUE LOUISE

LA HAYE

BELINFANTE FRÈRES

PARIS

DURAND ET PEDONE-LAURIEL

BERLIN, PUTTKAMMER & MÜHLBRECHT

—  
1893

TOUS DROITS RÉSERVÉS



## LA QUESTION DES PÊCHERIES DANS LA MER DE BEHRING.

---

### 1. — INTRODUCTION.

Le règlement de la capture des phoques sur une large étendue de l'océan Pacifique du Nord a donné lieu à de sérieuses difficultés que vient de résoudre le tribunal arbitral, institué en vertu de la convention intervenue entre la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique, le 29 février 1892. Cette question était au nombre de ces litiges pendants ou récents qui démontrent la difficulté d'adapter d'anciennes notions de droit international à des situations nouvelles et sans précédent.

La liberté de la mer, au delà de quelques milles de la côte, est devenue un axiome du droit des gens, et la controverse à ce sujet, à un moment si vive, paraissait avoir pris place au nombre des problèmes aujourd'hui résolus.

La dernière peut-être des prétentions qui se produisirent à la domination de la haute mer est précisément celle que la Russie formula en 1821 à l'égard de la mer de Behring. Les publicistes nous rapportent que le gouvernement des États-Unis protesta à ce moment contre cet anachronisme et que c'est grâce à ses efforts, secondés par ceux de la Grande-Bretagne, que la Russie ne persista pas dans ses revendications.

Mais les circonstances ont changé depuis 1821.

La pêche est devenue une industrie à laquelle d'importants capitaux sont employés, et où les engins de capture et de destruction se sont élevés au niveau d'autres applications industrielles. De plus, l'aire dont chaque bateau dispose pour pêcher se rétrécit, et l'espace de pleine mer qui assurait de la place à autant de bateaux qu'il s'en aventurait pour recueillir tout ce qu'ils pouvaient du produit inépuisable de la mer, ne se trouve plus là où la pêche est profitable.

C'est ce qui a été démontré, il n'y a pas longtemps, à nos propres portes, dans la mer du Nord, où une police instituée par les États limitrophes, aux termes de la convention de 1882, maintient actuel-

lement l'ordre. Les États riverains, dans l'intérêt commun et dans un but spécial, ont suspendu l'application du principe de la liberté de la haute mer et ont placé l'exécution de leurs règlements communs sur la pêche, même à charge de leurs propres sujets, sous le contrôle de leurs marines respectives.

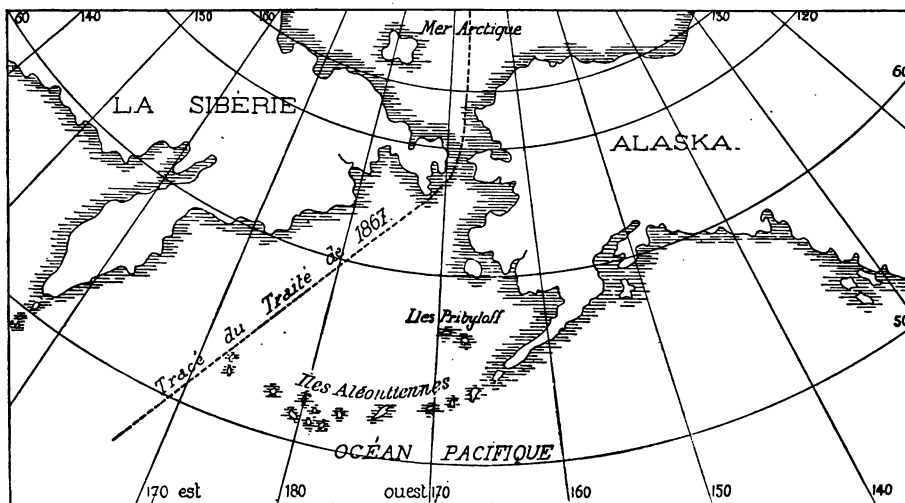
La difficulté relative à la mer de Behring semble avoir surgi par suite de l'absence de règlements uniformes émanant des États dont les différents intérêts engagés impliquaient un droit de protection.

La capture des phoques se poursuivait depuis quelques années avec un acharnement croissant; en dehors des îles louées à l'un des intéressés, le massacre se poursuivait aveuglément sans tenir compte du sexe ni de l'âge de l'animal et, de même que des époques d'interdiction de la pêche sont nécessaires dans les eaux intérieures, afin d'empêcher l'extinction du poisson, il est devenu nécessaire, pour les États intéressés, d'adopter des mesures analogues pour la conservation des phoques dans la mer de Behring.

## 2. — DÉVELOPPEMENT ET EXAMEN DE LA QUESTION.

L'examen du croquis ci-annexé montrera que la mer de Behring est

### LA MER DE BEHRING.



bornée à l'est par l'Alaska et à l'ouest par la Sibérie, qu'une chaîne d'îles, appelées les « îles Aléoutiennes », la traverse en majeure partie à son

extrémité méridionale et qu'un étroit chenal à l'extrémité septentrionale, appelé le détroit de Behring, met la mer de ce nom en communication avec l'océan Arctique. Dans la mer de Behring se trouvent deux îles, appelées Saint-Paul et Saint-Georges ou îles Pribyloff, qui, à certains moments de l'année, sont fréquentées par des multitudes de phoques.

A d'autres saisons de l'année, on trouve les phoques dans une région qui s'étend jusqu'à 3,000 milles au sud de ces îles. Les îles sont affermées par les États-Unis à une société commerciale qui paye au gouvernement américain une grosse redevance locative, tout en se soumettant à l'obligation de ne pas tuer plus de 100,000 animaux par an. Le nombre des peaux prises par la compagnie fermière est fixée à cette limite, tandis que le nombre des peaux que prennent en mer les pêcheurs canadiens et américains, dont les opérations non contrôlées ont fait l'objet du dissentiment, est d'environ 25,000 l'an.

L'ouvrage de Scidmore sur l'Alaska (p. 314) nous apprend que, depuis la date du bail (1870) jusqu'en mars 1884, la société a payé aux États-Unis 4,662,026 dollars. Comme les États-Unis ont consacré 7,200,000 dollars à l'acquisition du territoire, ce bail seul a rapporté donc annuellement au gouvernement des États-Unis environ 4 p. c. du capital immobilisé. Il en résulte que le trésor des États-Unis possède un important intérêt pécuniaire dans la prospérité de la société fermière.

La destination et le parcours des phoques dans leur pérégrination vers le nord et vers le sud étant connus, l'entreprise de la pêche des phoques a pris, comme nous venons de le voir, un sérieux développement en dehors du monopole de la société fermière, et nombre de bateaux canadiens non moins qu'américains sont employés à la capture de ces animaux, le long de leur passage. Comme la société fermière a un intérêt sérieux en jeu, dans lequel le gouvernement des États-Unis est du reste gros bénéficiaire, il y a lieu de supposer qu'elle poursuit son industrie sans perdre de vue les mesures exigées pour la reproduction des phoques. Au contraire, des aventuriers qui ne poursuivent pas une exploitation méthodique sont vraisemblablement indifférents aux conséquences de leurs tueries, et s'ils avaient été autorisés à continuer une chasse effrénée, ils auraient sans doute fini par détourner les phoques de leur route et de leur destination traditionnelle, privant ainsi la compagnie américaine du bénéfice des mesures qu'elle avait si sagement prises pour attirer l'animal vers ses repaires habituels. Le gouvernement des États-Unis conçut la crainte que le phoque, dans

l'océan Pacifique du Nord, ne finit même par être exterminé, comme il l'a été dans la mer Antarctique, faute de précautions convenables.

Ceux qui ont suivi le débat et qui ont lu les gros *livres bleus* qui ont été publiés successivement sur la question, peuvent se souvenir des péripéties de la controverse qui naquit à ce sujet. Le grand public, dont l'attention a été absorbée par tant d'autres sujets importants dans le cours de ces deux ou trois dernières années, peut avoir oublié aujourd'hui les événements de 1886. Les journaux furent à ce moment remplis de cette nouvelle alarmante que les *cutters* douaniers des États-Unis dans la mer de Behring, agissant bien en dehors des limites de la mer territoriale, avaient commis un flagrant attentat au droit des gens. Sans avis préalable, le gouvernement des États-Unis avait saisi les schooners anglais *Carolina*, *Onward* et *Thornton* à une distance de plus de soixante milles des terres, alors qu'ils chassaient régulièrement le phoque dans la haute mer. Les patrons et équipages de ces navires furent traduits devant la cour de district des États-Unis, à Sitka, et furent condamnés à une amende considérable en même temps qu'à des peines d'emprisonnement.

Aussitôt informé de ces captures, sir L.-S. Sackville-West, le ministre britannique à Washington, fit sur-le-champ une enquête et, suivant les instructions de son gouvernement, il rédigea, le 21 octobre 1886, une protestation formelle.

M. Bayard, secrétaire d'État des États-Unis, écrivit le 3 février 1887 à sir L.-S. Sackville-West, l'informant que les navires étaient relâchés ainsi que les personnes arrêtées, et ajoutant que cet ordre avait été donné « sans qu'il en résultât aucune conclusion quant aux questions qui pourraient être impliquées dans ces cas de saisie ». Les personnes arrêtées furent relâchées dans des circonstances rigoureuses, laissées sans ressources à des centaines de milles de leurs domiciles.

Le 12 avril 1887, M. Bayard écrivit que des règles et des instructions allaient être rédigées pour les vaisseaux du gouvernement, et qu'il se mettrait aussitôt que possible en rapport à ce sujet avec sir L. Sackville-West; mais, sans qu'aucune communication de cette nature fût faite, de nouvelles saisies eurent lieu en juillet et août 1887, et une nouvelle protestation fut adressée au gouvernement des États-Unis par celui de la Grande-Bretagne.

Aucune saisie ne fut effectuée en 1888, bien que durant cette année les navires britanniques continuèrent à pratiquer la pêche du phoque dans la mer de Behring.



En 1889, cinq navires britanniques furent saisis, et trois autres furent expulsés d'autorité hors des eaux de la mer de Behring.

En 1890, aucune saisie n'eut lieu, quoique la pêche du phoque continuât. On se souviendra qu'à ce moment le litige fut porté devant la cour suprême des États-Unis par les propriétaires de l'un des navires saisis, mais que la saisie fut confirmée par les juges des États-Unis.

Divers arguments furent successivement mis en avant par les États-Unis pour justifier leurs procédés.

M. Blaine commença par soutenir que les bateaux canadiens avaient été arrêtés pour le motif qu'ils se trouvaient engagés dans une poursuite *contra bonos mores* <sup>(1)</sup>.

(1) « De l'avis du président, écrivait-il, les bateaux canadiens, arrêtés et détenus « dans la mer de Behring, étaient engagés dans une poursuite qui est en elle-même « *contra bonos mores*, poursuite qui implique nécessairement un *préjudice sérieux et* « *permanent aux droits du gouvernement et du peuple des États-Unis*. Pour établir « cette manière de voir, il n'y a pas lieu de discuter la question de l'étendue et de la « souveraineté de ce gouvernement sur les eaux de la mer de Behring ; il n'y a pas lieu « d'expliquer et certainement pas de définir les pouvoirs et privilèges octroyés par « S. M. I. l'Empereur de Russie, dans le traité en vertu duquel le territoire d'Alaska « fut transféré aux États-Unis. On peut assurément laisser de côté les considérations « sérieuses qui découlent de l'acquisition de ce territoire, avec tous les droits sur terre « et sur mer qui y sont inséparablement rattachés, du moment que l'on expose les motifs « sur lesquels ce gouvernement appuie sa justification de l'action dont se plaint le « gouvernement de Sa Majesté Britannique.

« Suivant la manière de voir de ce gouvernement, *la loi de la mer n'est pas l'absence* « *de loi. La loi de la mer et la liberté qu'elle confère et qu'elle protège ne peuvent pas* « *d'avantage être dénaturées au point de légitimer des actes qui sont immoraux par* « *eux-mêmes, qui tendent inévitablement à des résultats contre les intérêts et contre le* « *bien-être de l'humanité*. Un pas de plus dans la voie où le gouvernement de Sa Majesté « s'est engagé au sujet de ce litige, et cette piraterie se trouve justifiée. Le président « ne peut concevoir qu'il soit possible que le gouvernement de Sa Majesté puisse, en « effet, être moins sensible à ces résultats néfastes que le gouvernement des États-Unis « lui-même. Mais il espère que le gouvernement de Sa Majesté, après cette franche « façon d'exprimer notre manière de voir, comprendra avec d'autant plus de bonne « volonté la situation du gouvernement des États-Unis relativement à cette grave « question.

« Ce gouvernement s'est montré prêt à faire beaucoup de concessions afin d'apaiser « tous dissentiments et il a, dans l'opinion du président, déjà proposé une solution non « seulement équitable, mais généreuse ; jusqu'ici, le gouvernement de Sa Majesté a « décliné d'accepter la proposition des États-Unis. Le président attend actuellement « avec un vif intérêt, non exempt de préoccupations, quelque projet de conciliation « raisonnable que le gouvernement de Sa Majesté croirait devoir soumettre. La « résistance forcée à laquelle ce gouvernement-ci est astreint dans la mer de Behring « s'impose, de l'avis du président, non seulement par la nécessité de défendre les droits

Cependant, on ne persista pas dans cette thèse et le gouvernement des États-Unis s'est placé promptement et franchement sur le terrain des droits que les États-Unis avaient acquis de la Russie et de l'étendue de ceux que possédaient la Grande-Bretagne dans la mer de Behring avant la cession. Les *livres bleus* britanniques sont remplis de controverses sur lesquelles s'est accumulée la poussière de soixante-dix années, depuis que la Russie a rendu son ukase du 16 septembre 1821, qui fit l'objet d'une si chaude opposition. Pour comprendre l'attitude des États-Unis dans cette affaire, nous devons voir sur quoi la Russie portait alors ses revendications, quelle fut l'attitude que la Grande-Bretagne prit à ce moment dans l'affaire et ce qui s'en est suivi avec le temps, jusqu'à ce jour.

Les articles de l'ukase qui importent à la question sont conçus comme suit :

« 1. Il est permis aux sujets russes de trafiquer, de pêcher la baleine et autres poissons et d'exercer toute autre espèce d'industrie dans les îles, ports, et dans le golfe en général, le long des côtes nord-ouest d'Amérique, *à partir* du détroit de Behring jusqu'au 51° degré de latitude nord, comme aussi le long des îles Aléoutiennes et sur la côte est de la Sibérie et des îles Kurile, c'est-à-dire depuis le détroit de Behring jusqu'au cap situé au sud de l'île d'Urup, savoir jusque 45° 41' latitude nord.

« 2. En conséquence, il est interdit à tous bateaux étrangers d'aborder aux établissements russes mentionnés au paragraphe qui précède et de les approcher endéans 100 milles italiens. »

Le chevalier de Polética, ministre de Russie à Washington, dans les négociations qui suivirent la protestation faite par les États-Unis contre ce décret, exposa que la Russie aurait, de par le droit de première

« des États-Unis, traditionnellement et anciennement établis, mais aussi les droits des  
« bonnes mœurs et d'une bonne administration dans le monde entier. »

(*M. Blaine à sir J. Pauncefote, le 22 janvier 1890.*)

Il y a lieu de remarquer à cette place que les États-Unis ont pris jadis une attitude toute contraire par rapport à la traite des noirs, qui est, personne ne le contestera, tout autant *contra bonos mores* que la chasse aux phoques, avec ou sans discernement. M. Cass, en effet, écrivait le 25 janvier 1859 « que le président, quoique vivement  
« opposé à la traite des noirs en Afrique, et décidé, en conséquence, à donner libre  
« exécution aux lois des États-Unis pour obtenir sa suppression, ne peut, en ce faisant,  
« s'adonner à un principe ou consentir à un procédé qu'il croit incompatible avec cette  
« grande immunité des navires marchands en pleine mer, en temps de paix, pour  
« laquelle ce gouvernement a toujours lutté, et dans le maintien de laquelle le commerce  
« du monde a si grand intérêt ».

découverte, celui de première occupation, celui de possession paisible et incontestée pendant plus d'un demi-siècle, en qualité de souveraine de toute la ligne de la côte, des deux côtés de l'étendue de la mer en question, et par la fermeture pratique de celle-ci au moyen des îles Aléoutiennes, le droit de considérer ladite étendue de mer comme *mare clausum*. Le gouvernement russe, toutefois, ne voulait pas, dit-il, insister sur ce droit. Suivant le principe que le droit le plus étendu comprend le moindre, son gouvernement avait simplement interdit, sous certaines peines, à tous bateaux étrangers, d'approcher de la côte russe endéans 100 milles italiens, et ce dans le but de protéger une charte accordée à une société commerciale russe.

M. J.-Q. Adams répondit à cette prétention autoritaire du gouvernement russe par une *reductio ad absurdum*.

« En ce qui concerne, dit-il, cette insinuation du gouvernement russe « qu'il aurait pu justifier l'exercice de la souveraineté *sur l'océan Pacifique* <sup>(1)</sup> comme sur une mer fermée, parce qu'il revendique un territoire « tant sur les côtes américaines qu'asiatiques, il suffit de faire observer « que la distance d'une côte à l'autre *sur cette mer* en latitude 51 degrés « nord, n'est pas moindre de 90 degrés longitude, soit de « 4,000 milles <sup>(2)</sup>. »

Quant à la prétention effectivement mise en avant par la Russie, M. Adams répondait : « Les prétentions du gouvernement impérial « s'étendent sur une juridiction territoriale exclusive depuis le 45° degré « de latitude nord sur la côte asiatique à la latitude 51 degrés nord « sur la côte occidentale du continent américain, et il se prévaut du « droit d'interdire le navigation et la pêche de toutes autres nations « sur une étendue de 100 milles de toute la côte. Les États-Unis ne « peuvent admettre *aucune partie* de ces prétentions. »

La question traîna en longueur pendant deux ans, la Russie n'insistant pas en pratique sur sa revendication et étant toute prête à négocier, ainsi qu'il semble résulter de ce que le représentant des États-Unis écrivait : « qu'il trouvait Nesselrode aussi bien disposé à traiter avec nous que jamais ». Finalement une convention fut conclue, le 15-17 avril 1824, laquelle stipulait que « les citoyens et sujets respectifs des hautes puissances contractantes ne pourront être ni molestés ni

(1) Notez les mots en italiques qui figurent dans ce caractère dans le texte original.

(2) J.-Q. Adams au chevalier Polética, 30 mars 1822. *Documents d'État britanniques et étrangers*, vol. IX.

entravés, soit dans leur navigation ou leurs pêcheries, « dans aucune  
« partie du grand océan appelé l'océan Pacifique ou mer Méri-  
« dionale <sup>(1)</sup>. »

*Par cette convention*, avait dit le président Monroe, en la communi-  
quant au Sénat <sup>(2)</sup>, « la revendication relative à la *mare clausum* est  
« abandonnée; une latitude nord très élevée est établie pour notre limite  
« avec la Russie et notre commerce avec les Indiens est placé pendant  
« dix ans sur un pied absolument libre; passé ce délai, on sera libre  
« d'en faire l'objet de négociations <sup>(3)</sup>. »

L'année suivante (1825), la Grande-Bretagne qui avait protesté aussi  
énergiquement que les États-Unis contre les prétentions russes, conclut  
un traité (16/28 février 1825) avec la Russie sur des bases analogues.

« Il est convenu, disait le premier article de ce traité, que les sujets  
« respectifs des hautes puissances contractantes ne seront ni inquiétés  
« ni molestés dans aucune partie de l'océan appelé vulgairement l'océan  
« Pacifique, soit pour y naviguer, y pêcher ou débarquer à tels endroits  
« de la côte, qui n'auraient pas déjà été occupés, afin de trafiquer avec  
« les indigènes, sous réserve des restrictions et conditions spécifiées aux  
« articles ci-après. »

On remarquera que cet article prévoit, pour les sujets anglais, le  
droit absolu de naviguer et de pêcher dans n'importe quelle partie de  
l'océan appelé communément l'océan Pacifique. Si l'on consulte le texte  
complet du traité, on verra que les restrictions imposées à l'application  
de cet article portent exclusivement sur la faculté de débarquer sur le

(1) Cette convention comprenait six articles stipulant que les citoyens et sujets des  
deux parties ne pourraient être molestés, dans la navigation ou la pêche, dans l'océan  
Pacifique, ni dans leur débarquement à des endroits de la côte, qui n'étaient pas déjà  
occupés, pour les besoins du commerce avec les indigènes, sous réserve des restrictions  
suivantes : que les citoyens des États-Unis ne pourraient débarquer nulle part où il y  
avait un établissement russe sans la permission du gouverneur ou du commandant;  
qu'aucun établissement ne pourrait être formé par des citoyens des États-Unis, ni par  
leur autorisation, sur la côte nord-ouest de l'Amérique, ni dans les îles avoisinantes au  
nord de 54 degrés 40 latitude nord; que pendant dix ans à partir de la signature du  
traité, les vaisseaux des deux puissances et ceux de leurs citoyens et sujets pourraient  
fréquenter réciproquement, sans entrave, les mers, golfes, havres ou anses de l'intérieur,  
le long de la côte, dans le but de pêcher et de trafiquer avec les indigènes. Cependant,  
de ce privilège de commerce, les liqueurs alcooliques, les armes, les sabres, la poudre  
et les munitions de guerre de toute nature étaient exceptés.

(2) Le message est contenu dans les documents du Sénat, n° 384, 18<sup>e</sup> Congrès,  
2<sup>e</sup> session.

(3) Le président Monroe à M. Madison, 2 août 1824.

territoire russe; que le traité détermine également les limites des possessions russes et britanniques et donne accès aux mers, golfes, havres et anses de l'intérieur, le long de l'étendue de la côte et l'extérieur de la mer de Behring et au midi de celle-ci pour dix ans.

Donc le traité prévoit trois choses différentes :

1° La navigation et la pêche dans le Pacifique entier ; le droit reconnu aux sujets anglais n'est accompagné ni de restriction, ni de délai ;

2° La délimitation des frontières des territoires russe et anglais, sans qu'il soit fixé de délai ;

3° En ce qui concerne l'accès à certaines eaux et localités à l'intérieur de la côte, qui y sont indiquées, le traité n'est en vigueur que pour onze ans seulement.

Les dernières dispositions, étant provisoires, auraient cessé de sortir leurs effets (en ce qui concerne les États-Unis, on ne les prorogea pas) si elles n'avaient pas été maintenues en vigueur par le traité de commerce entre la Russie et la Grande-Bretagne du 11 janvier 1843, qui disait :

« XII. Il est entendu qu'en ce qui concerne le commerce et la navigation dans les possessions russes de la côte nord-ouest de l'Amérique, la convention conclue à Saint-Petersbourg le 16/28 février 1825 *continue à rester en vigueur.* »

Il convient de remarquer que les termes employés sont « les possessions de la côte nord-ouest de l'Amérique » et l'on se rappellera qu'une seule partie du traité a besoin d'être renouvelée.

Le traité de 1843 fut provisoirement remis en vigueur par le traité général de paix du 30 mars 1856, jusqu'au moment où un nouveau traité de commerce, pour dix ans, entre la Grande-Bretagne et la Russie, fut conclu le 12 janvier 1859.

Ce traité contenait encore la clause suivante de prorogation pour le traité de 1825 :

« En ce qui concerne le commerce et la navigation dans les possessions situées à la côte nord-ouest de l'Amérique, la convention (conclue à Saint-Petersbourg, le 16/28 février 1825) continuera de rester *en vigueur.* »

Par la cession d'Alaska, en 1867, tous droits de la Russie, en Amérique, furent transférés aux États-Unis.

Par le traité qui opéra cette cession de territoire, la Russie céda aux États-Unis « tout le territoire et domaine que possédait actuellement Sa

« dite Majesté sur le continent d'Amérique et dans les îles avoisinantes, « territoire et domaine contenus dans les limites géographiques « ci-après énoncées ».

L'examen de la carte annexée à cette étude (page 418) indiquera comment on traça la ligne.

La clause en question stipule ensuite « qu'elle doit être entendue de « façon à comprendre dans le territoire cédé la totalité des îles Aléoutiennes, à l'est du méridien (193° latitude est) ».

Cette convention, suivant l'interprétation des États-Unis, transportait aussi la souveraineté de la mer à l'est de la ligne tracée, mais c'est étendre le sens des mots, car le mot anglais *dominion* employé n'est évidemment ici, d'après le contexte, qu'une façon de rendre en anglais le mot français *domaine*, particulièrement limité au continent et aux îles. Ni le contexte, ni les mots explicatifs ci-dessus énoncés ne justifient donc l'interprétation donnée par les États-Unis à leur traité.

Du reste, ceci est purement incidentel, car le traité de 1867 ne touche en rien ceux qui n'y sont point parties.

Le document essentiel en cause, c'est le traité de 1825, qu'on le considère comme la charte créatrice des droits britanniques ou comme une reconnaissance du bien fondé de protestations antérieures. C'est la première de ces deux manières de voir que M. Blaine adopta. Et, en effet, on pouvait soutenir de façon plausible que la conclusion d'un traité à propos d'un point litigieux implique l'insuffisance du principe invoqué pour légitimer la revendication litigieuse. Donc, le gouvernement russe décrète un ukase, déclarant que la juridiction de la Russie dans la mer de Behring s'étend à 100 milles de la côte. Les États-Unis et la Grande-Bretagne protestent contre cette prétention. Des traités sont conclus en vertu desquels on accorde aux citoyens des États-Unis et aux sujets de la Grande-Bretagne la navigation et la pêche libres dans les eaux litigieuses. M. Blaine aurait pu prétendre que, par le fait de ce qu'ils avaient contracté avec la Russie pour l'usage des mers, la Grande-Bretagne et les États-Unis avaient reconnu qu'ils ne possédaient pas un droit originaire d'y naviguer et d'y pêcher.

Cette argumentation aurait eu pour effet de faire naître une discussion sur la question de la liberté de la mer, et l'on ne doit, à la vérité, pas supposer que le gouvernement des États-Unis soit moins soucieux du maintien de cette liberté que ne l'est celui de la Grande-Bretagne, ni que les États-Unis, à l'instar de ce que fit la Russie en 1821, repren-

draient pour leur profit la prétention de la *mare clausum*. Cette revendication, comme nous l'avons vu par la lettre du président Monroe adressée à M. Madison, était éteinte depuis la conclusion du traité de 1824. L'argumentation des États-Unis concernant la mer de Behring aurait consisté à dire qu'en intervenant comme *partie contractante* au traité de 1825, la Grande-Bretagne était déchue de ce que nous appellerons le droit commun de naviguer et de pêcher dans la mer de Behring.

Ceci revient à dire que, quoique la liberté de naviguer et de pêcher dans l'océan soit aujourd'hui le droit commun à toutes les nations, il est loisible à n'importe quel État d'abandonner, par contrat, ses droits ou une partie quelconque de ceux-ci.

M. Blaine, dans une dépêche ingénieuse de juin 1890, s'attacha à un argument qui lui paraissait plus pertinent : il voulut démontrer que le traité de 1824 entre les États-Unis et la Russie, et celui de 1825 entre la Grande-Bretagne et la Russie, ne se rapportaient même pas à la mer de Behring. Selon lui, l'océan Pacifique ne comprenait pas la mer de Behring, et il essaya d'établir que l'emploi de l'expression : « Océan, appelé communément océan Pacifique », excluait la mer de Behring, car, prétendait-il, la dénomination de mer de Behring était dès lors d'un usage courant. La question est d'intérêt secondaire, sauf en ce qu'elle fait voir au fond des vrais motifs qui déterminèrent les négociateurs anglais et américains à invoquer les traités en question. Quoiqu'il se soit effectivement passé dans l'esprit de M. Adams pendant qu'il rédigeait ses dépêches et quelle qu'ait été la généralité de la dénomination : mer de Behring en 1821 aux États-Unis, il y avait tout lieu pour M. Adams d'éviter l'emploi de l'expression dans les protestations et négociations. En présence de la prétention dominatrice de la Russie tendant à considérer la mer comme *mare clausum*, il convenait d'éviter de faire entre deux parties de l'océan Pacifique une distinction qui aurait pu être invoquée à titre d'argument contre les réclamations des États-Unis. D'autre part, le gouvernement russe n'avait aucune raison pour insister sur la distinction, attendu qu'il renonçait à sa revendication et qu'il devait le faire sans que cela parût être un abandon pur et simple. Ce fut là une préoccupation sérieuse du gouvernement russe lors de ses négociations avec la Grande-Bretagne, et il y a toute raison de supposer qu'il en était de même, sinon davantage encore, lors de celles avec les États-Unis ; dans ce dernier cas, il était, en effet, plus difficile encore de dissimuler la retraite de la Russie, le territoire des



États-Unis n'étant pas, comme le domaine britannique, contigu immédiatement au territoire russe.

M. Cauning écrivit à ce moment au plénipotentiaire britannique :

« Il n'y pas, de notre côté, essentiellement une négociation concernant  
« les frontières. C'est une réquisition que nous faisons pour l'abrogation  
« d'une prétention arrogante et injustifiable de juridiction exclusive sur  
« un océan d'une étendue illimitée; mais une réquisition caractérisée et  
« atténuée dans son expression, de façon que le bien fondé en soit reconnu  
« et que satisfaction y soit donnée sans rancune, ni humiliation de la  
« part de la Russie. Nous négocions à propos de territoire pour couvrir  
« nos remontrances sur une question de principe. »

L'examen de la correspondance montrera que les objections britanniques s'étendaient à toute l'étendue à laquelle se rapportait l'ukase de 1821, même au delà du détroit de Behring jusqu'à l'océan Arctique, de façon que toute mention spéciale du détroit de Behring fût écartée du traité et afin d'éviter l'apparence que le droit d'y naviguer fût une grâce de la Russie; on y voit, notamment, « que le gouvernement britannique protesta non pas pour assurer seulement la sauvegarde d'un droit britannique, mais contre ce qui, d'après lui, constituait une contravention aux principes du droit des gens; que le traité contenait dans son premier et principal article la renonciation définitive de la Russie à toutes les prétentions de l'ukase de 1821 vis-à-vis de la Grande-Bretagne; que les autres articles n'étaient pas essentiels aux négociations du côté britannique et qu'enfin le but du traité était d'avoir pour effet de « sauvegarder nos propres intérêts d'une manière efficace contre « les prétentions de l'ukase ».

Que le traité de 1825 concernât et comprît la mer de Behring, c'est là un point incontesté qu'aucun auteur, tant américain qu'européen, n'a jamais mis en doute.

L'examen de la question fait par un jurisconsulte ayant accès aux archives, à Saint-Petersbourg, et dont l'œuvre en matière de droit international peut-être considérée comme étant l'expression contemporaine, la plus autorisée de l'opinion en Russie, — nous voulons parler de M. F. de Martens, — peut être indiqué comme caractéristique de la renonciation pure et simple de la Russie aux prétentions contenues dans l'ukase de 1821.

« En 1824 », dit-il, « la Russie renonça à ses prétentions excessives et, en 1825, elle conclut avec les États-Unis et avec l'Angleterre

des conventions qui annulaient, en réalité, les effets de l'ukase de 1821 <sup>(1)</sup>. »

D'où il résulte que la Grande-Bretagne n'a jamais admis d'autre droit que les restrictions territoriales ordinaires dans la mer de Behring, que la Russie a pris vis-à-vis d'elle un engagement à perpétuité, comme le dit M. de Martens, annulant les effets de l'ukase de 1821, que de leur côté les États-Unis n'ont fait qu'acquiescer ce qui était au pouvoir de la Russie d'accorder, et enfin que celle-ci ne pouvait accorder des droits auxquels elle avait déjà renoncé, pas plus que les États-Unis ne pouvaient délier un engagement perpétuel de leur prédécesseur vis-à-vis de la Grande-Bretagne, si l'on envisage la question au point de vue plus restreint des termes précis du traité de 1825.

### 3. — LE TRAITÉ D'ARBITRAGE.

Nous avons montré quel était l'état du débat au moment où la Grande-Bretagne et les États-Unis, ne pouvant arriver à un accord, convinrent de soumettre leur différend à un arbitrage. Les États-Unis n'avaient point à invoquer d'arguments sérieux basés sur le droit international, sur l'usage ou sur des traités, pour maintenir la position qu'ils avaient prise en capturant des navires qui se livraient paisiblement à la pêche en haute mer. La Grande-Bretagne avait cependant consenti à ce que, dans l'intérêt général, des mesures communes fussent prises pour la conservation de la vie des phoques à fourrure. C'est pourquoi le traité d'arbitrage déféra aux arbitres à nommer non seulement les questions relatives aux prétentions américaines sur la juridiction ou la propriété exclusive des phoques, ce qui est une idée ingénieuse de feu M. Wharton, développée dans la théorie de la contravention *contra bonos mores*, mais encore celles relatives aux règlements à décréter pour la conservation de la vie des phoques.

Voici le texte des cinq premiers points qui furent soumis aux arbitres :

« 1. Quelle juridiction exclusive dans la mer aujourd'hui connue sous le nom de mer de Behring et quels droits exclusifs sur les pêcheries de phoques dans cette mer la Russie a-t-elle affirmés et exercés avant et jusqu'à l'époque de la cession de l'Alaska aux États-Unis ?

« 2. Jusqu'à quel point ces droits de juridiction en ce qui concerne les pêcheries de phoques ont-ils été reconnus et concédés par la Grande-Bretagne ?

<sup>(1)</sup> Traduction de M. Léo, t. I, p. 465.

« 3. L'espace de mer aujourd'hui connu sous le nom de mer de Behring était-il compris dans l'expression « océan Pacifique » telle qu'elle a été employée dans le texte du traité conclu en 1825 entre la Grande-Bretagne et la Russie, et quels droits, si droits il y avait, la Russie a-t-elle possédés et exclusivement exercés dans la mer de Behring après ledit traité?

« 4. Tous les droits de la Russie, en ce qui concerne la juridiction et les pêcheries de phoques dans la partie de la mer de Behring qui s'étend à l'est de la limite maritime déterminée par le traité du 30 mars 1867, entre les États-Unis et la Russie, ne sont-ils pas intégralement passés aux États-Unis en vertu de ce même traité?

« 5. Les États-Unis ont-ils quelque droit, et, en cas d'affirmative, quel droit ont-ils, soit à la protection, soit à la propriété des phoques à fourrure qui fréquentent les îles appartenant aux États-Unis dans la mer de Behring, quand ces phoques se trouvent en dehors de la limite ordinaire de 3 milles? »

La convention stipula en outre que :

« Si la décision des questions qui précèdent, en ce qui concerne la juridiction exclusive des États-Unis, laisse les choses en tel état que le concours de la Grande-Bretagne soit nécessaire pour l'établissement de règlements en vue de la protection et de la préservation convenables des phoques à fourrure habitant ou fréquentant la mer de Behring, les arbitres auront alors à déterminer quels règlements communs sont nécessaires, en dehors des limites de la juridiction des gouvernements respectifs, et sur quelles eaux ces règlements devront s'appliquer. »

Afin de permettre au tribunal arbitral de se prononcer dans cette dernière alternative, le traité pourvut à l'institution d'une commission mixte, chargée de faire une enquête et un rapport à soumettre aux arbitres, si la nécessité s'en faisait sentir.

Sir George Baden-Powell K. C. M. G. et le Dr G. M. Dawson, comme commissaires britanniques; M. le professeur T. C. Mendenhall et le Dr C. H. Merrian, au nom des États-Unis, se rendirent à Alaska, chargés de cette mission; mais ils ne purent se mettre d'accord pour faire un rapport commun.

Finalement, le traité stipulait que les hautes parties contractantes, n'ayant pu se mettre d'accord quant à la question des dommages, remettaient la solution de cette question à des négociations ultérieures; mais on convint en même temps que chacune des parties pourrait

soumettre aux arbitres n'importe quel point de fait y ayant trait.

Les questions soumises à l'arbitrage se trouvèrent ainsi réparties en quatre groupes et furent présentées par le gouvernement britannique dans l'ordre suivant :

1° Les quatre questions citées ci-dessus; 2° la cinquième question citée ci-dessus; 3° la question de réglementation et 4° la question des dommages.

En même temps que le traité d'arbitrage, un autre traité fut signé à Washington, le 18 avril 1892; il avait pour objet la suspension de la pêche des phoques dans cette partie de la mer de Behring qui se trouve à l'est de la ligne de démarcation tracée par le traité de 1867 entre la Russie et les États-Unis. Par le même traité, les États-Unis consentaient de leur côté à interdire la destruction des phoques dans les îles Pribyloff dès que le nombre des animaux tués dépasserait les 7,500 nécessaires à la subsistance des Indiens indigènes. Ce traité contient enfin la clause importante suivante, relative à l'un des points du traité d'arbitrage :

« ART. 5. — Si le résultat de l'arbitrage est d'affirmer les droits des pêcheurs anglais à prendre des phoques dans la mer de Behring à l'intérieur des limites réclamées par les États-Unis en vertu de leur achat à la Russie, en ce cas, les États-Unis donneront une indemnité à l'Angleterre (en faveur de ses sujets) pour l'abstention de l'exercice de ce droit durant l'arbitrage, et cette indemnité sera calculée sur la base des produits d'une pêche régulière et limitée dans la mesure où, d'après l'opinion des arbitres, elle eût pu être pratiquée sans diminution indue des troupeaux de phoques; et, d'autre part, si le résultat de l'arbitrage est d'infirmer le droit des pêcheurs anglais à prendre des phoques dans lesdites eaux, dans ce cas, une indemnité sera due par la Grande-Bretagne aux États-Unis (pour eux-mêmes, leurs citoyens et leurs locataires) comme conséquence de la clause du traité qui réduit la capture des phoques à 7,500 têtes pour une saison, sur la base de la différence entre ce nombre et celui plus considérable qui, dans l'opinion des arbitres, aurait pu être pris sans diminution indue des troupeaux de phoques.

« L'indemnité ainsi fixée, s'il y a lieu, dans l'un ou l'autre cas, sera telle qu'elle soit en toute circonstance juste et équitable, et elle sera payée à bref délai. »

A l'égard de la composition même du tribunal, il fut arrêté que deux membres seraient désignés par chaque partie et trois par les pouvoirs

souverains de France, d'Italie et de Suède et Norvège; ainsi, le concours d'au moins un membre désigné par les parties était nécessaire pour former une majorité. En constituant le tribunal de cette manière, on avait pour but, d'un côté, de permettre à ses membres étrangers d'obtenir l'assistance de ceux qui pouvaient donner au tribunal des informations utiles, sans devoir s'adresser pour cela aux conseils des parties et sans devoir exposer ses délibérations à la connaissance du public; d'un autre côté, c'était à quelques égards une sauvegarde contre l'adoption d'une décision inacceptable pour les deux parties <sup>(1)</sup>.

#### 4. — LA PROCÉDURE ET LES ARGUMENTS DEVANT LE TRIBUNAL ARBITRAL.

La procédure devant le tribunal arbitral fut basée sur les précédents de l'arbitrage relatif à l'affaire de l'Alabama.

La réunion du tribunal fut précédée d'une discussion par écrit. Chaque partie prépara un mémoire (*case*) imprimé présentant les réponses qui devaient, à son avis, être données aux questions soumises à l'arbitrage. Ces mémoires furent suivis de mémoires en réponse (*counter cases*), répondant dans la même forme au mémoire de l'adversaire.

Le tribunal était ainsi pleinement préparé aux plaidoiries respectives des parties, dès avant l'ouverture des débats. Les *cases* et *counter cases* étaient suivies d'*arguments* résumant la discussion.

Concernant la forme de la sentence, il y avait un doute sur la question de savoir si les arbitres devaient se prononcer sur la première alternative soumise à leur décision, avant que la seconde fût discutée, ou s'il était entendu que tout l'ensemble de la discussion serait épuisé avant que le tribunal procédât à la rédaction de sa sentence et qu'il n'y eût qu'un seul jugement pour toutes les questions.

Le conseil des États-Unis soutint que cette dernière méthode était celle qui avait été convenue, et les conseils anglais n'insistèrent que faiblement en faveur de la première.

Conformément à la façon de voir américaine, il fut décidé que le tri-

(<sup>1</sup>) La cour était composée de lord Hannen et sir J. Thompson (Grande-Bretagne); le juge Harlan et le sénateur Morgan (États-Unis); le baron de Courcel (France); le marquis de Visconti Venosta (Italie) et le conseiller Gram (Suède et Norvège). L'agent britannique était l'honorable C.-H. Tupper, et l'agent pour les États-Unis, l'ex-secrétaire d'État Foster. Les conseils de la Grande-Bretagne étaient sir Charles Russell Q. C., sir Richard Webster Q. C., et M. M. Box, pour le gouvernement de Sa Majesté, et M. Christopher Robinson Q. C., pour le Canada. A ces conseils étaient adjoints M. R.-P. Maxwell, M. Ashley Froude et M. J. Pope. Les conseils américains étaient M. Carter, M. Phelps, M. Coudert et M. Blodgett.

bunal ne prendrait pas de décision avant que tous les éléments de l'affaire eussent été exposés et discutés par les deux parties. Cette procédure nous semble ne pas avoir été visée par le traité, mais il se comprend que le tribunal, ainsi que les conseils des deux parties, aient trouvé convenable de l'adopter. Le traité dit : « Si la détermination des points ci-dessus concernant la juridiction exclusive des États-Unis laisse l'affaire en tel état que le concours de la Grande-Bretagne soit nécessaire pour l'établissement de règles en vue de la protection et de la préservation des phoques à fourrures fréquentant habituellement la mer de Behring, *alors* les arbitres détermineront quelles règles concordantes doivent être appliquées en dehors des limites de juridiction des gouvernements respectifs, etc. » Plus loin, le traité stipule la désignation d'une commission mixte pour rechercher « tous les faits ayant rapport à l'existence des phoques à fourrure dans la mer de Behring et les mesures nécessaires pour leur protection et conservation », ajoutant que les rapports en question « ne seront pas rendus publics jusqu'à ce que... il soit certain que l'éventualité qu'ils puissent être employés par les arbitres ne puisse plus se présenter », ce qui ne pouvait se produire que dans le cas où une décision serait déjà intervenue en faveur des États-Unis. En fait, les commissaires ne donnèrent aucun avis collectif; il n'y eut donc aucune proposition commune à exposer devant les arbitres dans cette alternative.

Cette matière est de quelque intérêt, les arbitres ayant omis dans leur jugement le mot *alors*, que nous avons souligné ci-dessus.

Il nous paraît douteux que les arbitres, même avec le concours des conseils des parties, soient autorisés à un degré quelconque à altérer les termes précis du traité d'arbitrage dont ils tiennent leurs pouvoirs et qui est la charte définissant les limites et les conditions de leur mission. Toute dérogation à ce traité sort de leurs attributions et manque de la base légale sur laquelle doit reposer leur jugement. Un traité d'arbitrage est un contrat, et les arbitres n'ont de juridiction et de devoirs que ceux dont les parties sont convenues de les investir. Quand un traité a été négocié, signé et ratifié, un changement ne peut y être évidemment apporté régulièrement que suivant la procédure fournie par les constitutions nationales pour les négociations des traités et dans la forme obligatoire pour les hautes parties contractantes.

Le conseil des États-Unis ouvrit la discussion devant le tribunal en sa qualité de représentant de la partie plaignante.

Conformément au traité d'arbitrage, les conseils des États-Unis furent appelés à débattre la question bien connue des droits originaires de la Russie, qu'on tienne compte ou non du fameux ukase, et à soutenir l'affirmation de M. Blaine que l'océan Pacifique ne comprenait pas la mer de Behring, ce qui aurait pour conséquence que le traité anglo-russe de 1825 ne s'y appliquait pas et laissait en vigueur l'ukase en ce qui concerne la revendication relative à une juridiction s'étendant à 100 milles en mer le long des côtes d'Alaska. Tout ceci, cependant, fut discuté sans ferveur. M. Carter, l'éminent conseil des États-Unis, dit qu'il était heureux de quitter le terrain de ces « questions d'interprétation de traités conclus il y a un demi-siècle, de questions portant sur des décisions gouvernementales dont nous ne pouvons établir la *preuve certaine* (*certain evidence*), bref, de laisser là des objets qui forcent à prendre en considération et à discuter des questions douteuses, pour passer à l'examen de droits basés sur les principes fondamentaux ». La *base inexpugnable*, sur laquelle M. Carter voulait fonder la thèse des États-Unis, était celle d'un véritable droit de propriété sur les phoques.

Le droit de propriété auquel il fait allusion repose sur le fait que les phoques ne sont pas *feræ naturæ*, mais qu'ils sont des animaux domestiques; ils vivent en troupeaux, tout comme le bétail. Ils quittent les îles Pribyloff à certaines saisons de l'année et y retournent à d'autres, et ce avec une telle régularité que l'époque de leur retour peut être exactement déterminée. Ils suivent, alternativement vers le nord et vers le sud, une route invariable dans leur migration annuelle. Il est vrai que ces animaux sont libres de nager où ils veulent; mais les pigeons et les abeilles ne peuvent-ils pas voler où cela leur convient? Ce qui n'empêche pas leur propriétaire de conserver ses droits sur eux, où qu'ils aillent. Les États-Unis ont donc un droit de propriété sur les phoques, où qu'ils soient. Ces animaux ont été soignés sur les îles en vue de leur retour, et ils sont traités comme les troupeaux de bœufs et de moutons sont traités dans les pâturages terrestres. Les bandes de phoques qui fréquentent les îles Pribyloff, ajoutait le conseil des États-Unis, peuvent être parfaitement distinguées d'autres bandes de phoques, et l'*animus revertendi*, qui est la caractéristique distinguant l'animal domestique de l'animal sauvage, marque le phoque comme bête apprivoisée. Si les phoques sont la propriété des États-Unis quand ils sont trouvés sur les îles, les États-Unis ont aussi le droit de les protéger contre la destruction, en



vertu du droit suprême de défense personnelle, droit primant toutes considérations de rapports internationaux.

Telles furent les idées américaines.

Il eût été surprenant qu'un tribunal composé de juristes éminents, versés dans la connaissance du droit international, jugeât que la conservation de la vie des phoques dans la mer de Behring était, pour un État, d'une importance comparable au droit de se défendre (soi-même), et admit qu'une production abondante de peaux de phoque destinée aux classes supérieures d'Europe fût une justification suffisante pour fouler aux pieds les règles lentement mais solidement établies maintenant du droit des gens concernant les productions de la haute mer. La comparaison que M. Carter fait avec les pigeons et les abeilles est singulièrement malheureuse. Dans ce dernier cas, excepté le droit de suite, le propriétaire dépossédé ne peut justifier de son droit de propriété qu'en prouvant que l'emplacement choisi par l'essaim est dans son voisinage immédiat, et, s'il s'agit de pigeons domestiques, qu'en prouvant, comme il devrait le faire pour tout autre animal domestique, l'identité des pigeons, se basant pour cela sur leur aspect extérieur, leurs particularités de mœurs et leur lieu d'habitation. Tandis qu'en ce qui concerne les phoques, la zone où on les capture s'étend à plusieurs milliers de milles au delà des îles américaines en question.

En ce qui concerne la question de réglementation de la pêche, des commissaires, comme nous l'avons dit précédemment, furent envoyés, avec mission de tâcher de faire un rapport commun et un projet de réglementation unique, en se basant sur les observations qu'ils auraient faites concernant les mœurs des phoques. Les commissaires anglais et américains ne purent toutefois se mettre d'accord, et en conséquence ils firent des rapports distincts. Les commissaires américains arrivèrent à la conclusion que la suppression absolue de la capture des phoques en haute mer (*pelagic sealing*) était indispensable à la conservation de l'espèce dans l'océan Pacifique du Nord. Les conseils des États-Unis ne pouvaient guère s'étendre sur un côté aussi simple de la question, mais ils s'efforcèrent de discréditer le rapport des commissaires anglais, rapport qu'ils accusèrent d'être conçu en dehors de l'esprit du traité. Les commissaires de la Grande-Bretagne, à ce que soutinrent les conseils des États-Unis, ne s'étaient pas attachés à la question de la préservation de la vie des phoques, mais uniquement à celle de la réglementation de leur destruction. Leurs conclusions tendaient à la conservation de la

pêche en pleine mer, dans les eaux canadiennes, quoique le traité déclarât clairement qu'il y avait lieu d'examiner les moyens propres à conserver la vie des phoques, et non les moyens de les capturer.

Le raisonnement américain était ingénieux, comme on le voit, et il n'eût pas été difficile, pour un tribunal à l'esprit préconçu, de motiver, avec une apparence de fondement, un jugement consacrant ces prétentions. L'objet véritable du traité était cependant non pas la préservation de la vie des phoques *per se* ou pour l'usage exclusif des États-Unis, mais pour celui de toute l'humanité. Le fait de tuer des phoques ne détruit pas plus leur espèce que le fait de tuer du bétail n'implique la destruction de la race bovine. C'est à la réglementation de l'abatage des phoques que tendait la question alternative posée aux arbitres; et il n'était pas vraisemblable que ceux-ci pussent être entraînés par les exhortations des États-Unis soit à adopter l'interprétation du traité proposée par eux, soit à entrer dans leurs vues sur les droits et devoirs internationaux.

Les conseils de la Grande-Bretagne eurent à réfuter tout d'abord ce point de la thèse des États-Unis d'après lequel la Russie n'aurait jamais renoncé au droit qu'elle avait affirmé sur une zone de 100 milles en mer autour de toutes ses possessions dans la mer de Behring. Les États-Unis avaient insisté surtout sur le fait qu'après la conclusion du traité russo-américain sur la navigation libre dans la mer de Behring et avant la conclusion du traité entre la Grande-Bretagne et la Russie, cette dernière avait essayé d'interpréter le premier dans un sens différent de celui proposé par la Grande-Bretagne. Cette interprétation est contenue dans un rapport du 21 juillet 1824 fait par un comité composé de certains dignitaires russes réunis dans le but de délibérer sur différentes questions soulevées par la Compagnie russo-américaine, quant à l'interprétation à donner au traité russo-américain.

Par suite de procédés inconnus jusqu'alors dans les documents de chancelleries, les seuls textes importants relatifs à la question américaine avaient été l'objet d'interpolations. Le texte se lit ainsi : « Que puisque la souveraineté de la Russie sur les côtes de la Sibérie (et d'Amérique) ainsi que sur les îles Aléoutiennes (et les mers qui les séparent) a été reconnue depuis longtemps par tous les pouvoirs, ces côtes, îles (et mers) prénommées ne peuvent pas avoir été visées par les articles de la susdite convention, qui concerne exclusivement le territoire contesté de la côte nord-ouest de l'Amérique et des îles limitrophes, etc. » Les mots entre

parenthèses sont des interpolations américaines. Ce fut ce document qui vraisemblablement suggéra l'idée que les États-Unis pouvaient soutenir que la Russie n'avait jamais renoncé à son droit de juridiction, qu'elle avait affirmé dans l'ukase de 1821.

Il convient de dire, à la décharge du gouvernement des États-Unis, que le gouvernement de Washington remarqua l'interpolation bien avant l'arrivée de la protestation du *Foreign Office* britannique.

Il est possible que ce soit aussi sur ce malheureux document que les États-Unis basèrent leur argumentation que la mer de Behring n'est pas comprise dans le traité et que celui-ci ne s'y rapporte pas. Le document porte « que ces côtes de Sibérie et des îles Aléoutiennes ne sont pas baignées par l'océan Pacifique du Sud, dont mention est faite dans l'article 1<sup>er</sup> de la convention (la convention russo-américaine), mais par l'océan Arctique et les mers de Kamschatka et d'Okhotsk, qui, dans tous les actes officiels et documents géographiques, ne font pas partie de l'océan Pacifique du Sud ». C'est sans doute dans les assertions des dignitaires russes que M. Blaine puisa le futile argument d'après lequel, les deux conventions parlant de l'océan Pacifique, la Russie n'aurait pas renoncé à ses prétentions sur la mer de Behring.

En ce qui concerne la non-application des traités entre la Grande-Bretagne et les États-Unis d'une part, et la Russie d'autre part, relativement à la mer de Behring, la balance pèse fortement en faveur de la Grande-Bretagne. Les Américains eux-mêmes ont toujours considéré que la Russie a abandonné ses droits à une juridiction exclusive au delà des limites ordinaires des eaux territoriales, et les Russes, excepté dans le document cité plus haut, qui n'est pas international et sur lequel le gouvernement russe lui-même ne se fonda point, ont toujours pensé de même. Le conseil britannique montra que, dans toutes les protestations et négociations auxquelles donnèrent lieu les traités russo-américain et russo-anglais, il n'y eut de discussion que sur une seule partie de la mer, à savoir celle définie dans l'ukase de 1821. L'absence de toute allusion à la mer de Behring, en donnant à celle-ci un nom distinct, prouve que celle-ci n'était distincte en rien de la surface maritime définie par l'ukase. En outre, le traité de 1825 parle explicitement d'une latitude s'étendant à la hauteur des détroits de Behring.

Nous avons vu que M. Carter développa plus volontiers l'argument tiré de la nécessité de protéger la vie des phoques dans l'intérêt de la

conservation de l'espèce. Il cherchait à la justifier au moyen des principes généraux du droit.

Le conseil britannique lui répondit en termes concis et clairs, et les objections qu'il formula furent dépourvues de cette philosophie vague dont M. Carter se plaisait à revêtir ses images tirées de l'histoire naturelle. Il se borna à cette simple thèse que les États-Unis ne pouvaient avoir aucun droit de protection dans des mers où ils n'avaient pas la juridiction. Il ne peut y avoir aucune propriété sur des phoques nageant librement, pas plus que sur les poissons qui nagent tout aussi librement. Ces phoques ne peuvent être la propriété de personne, jusqu'au moment où ils sont capturés. Telle est la loi des États-Unis et telle est celle de tous les pays civilisés. Même si l'identification de chaque phoque et son retour annuel aux îles de Pribyloff étaient admis en fait, cela ne suffirait pas pour établir sa domestication avant son départ, ni pour faire admettre qu'il retourne à son domicile comme un chien errant retourne auprès de son maître.

Le conseil britannique fit aussi remarquer qu'en ce qui concerne le règlement à adopter, l'article y relatif dans le traité d'arbitrage parle de la protection et de la préservation convenables de la vie des phoques à fourrure dans la mer de Behring et dans ses dépendances. Les efforts du conseil britannique tendaient à prouver qu'un règlement ne serait juste et efficace que pour autant qu'il serait accompagné d'un contrôle correspondant et corrélatif sur les îles, sur l'époque de l'abatage exercé par les citoyens des États-Unis, sur son étendue et ses procédés. Il ajouta qu'édicter un règlement qui empêcherait les sujets britanniques de se livrer à l'abatage des phoques à certaines époques et en de certaines zones, alors qu'il resterait facultatif pendant ce temps, selon le bon plaisir des possesseurs des îles ou de leur gouvernement, serait faire une œuvre inefficace pour la protection et préservation de la vie des phoques. Il en résulte que la question de la réglementation de la chasse des phoques ne doit pas être envisagée d'un seul côté, mais prise dans son ensemble, et qu'il est clair que tout règlement, pour être efficace, doit lier tous ceux qui fréquentent la mer de Behring en vue de la chasse des phoques à fourrure; la Grande-Bretagne et les États-Unis ne peuvent lier que leurs sujets respectifs par des dispositions de législation intérieure; et cette législation ne peut obliger les citoyens d'un autre État en haute mer. C'est pourquoi le traité d'arbitrage déclarait que « les hautes parties contractantes sont d'accord au surplus pour une action

commune en vue d'obtenir l'adhésion d'autres puissances à cette réglementation ». Cette disposition du traité impliquait que « l'adhésion » d'autres puissances était requise comme partie intégrante de la convention par rapport au règlement. Le conseil britannique soutint en conséquence que les règles ne devaient être établies en vue de leur application que par le moyen d'une convention à laquelle interviendraient toutes les puissances intéressées, et où seraient formulées des dispositions obligatoires pour tous les sujets et citoyens de ces puissances, de manière que l'application de ces règles fût tenue en suspens jusqu'à l'adhésion des autres puissances.

Quant à la nature des règles, le conseil britannique admit qu'elles devaient embrasser les matières suivantes :

Maintien d'une zone de protection autour des îles d'élevage ;

Disposition en vue d'une époque de clôture ;

Disposition stipulant qu'aucun navire armé pour la pêche des phoques ne pourrait entrer, chaque année, dans la mer de Behring avant une date déterminée ;

Prohibition du filet comme mode de capturer les phoques en mer ;

Prohibition de l'usage du fusil pour tirer les phoques en mer ;

Disposition stipulant que tout navire armé pour la pêche des phoques serait pourvu d'une licence et porterait un pavillon distinctif.

D'autre part, afin que lesdites règles ou toutes autres à établir eussent pour conséquence de préserver efficacement la vie des phoques, les conseils de la Grande-Bretagne, conformément aux conclusions du rapport des commissaires britanniques, proposaient ce qui suit :

a) Que le nombre maximum des phoques à capturer aux îles Pribyloff fût fixé à 50,000 par an ;

b) Que la zone de protection autour des îles eût une largeur de vingt milles marins ;

c) Que la saison de clôture de la pêche des phoques s'étendît du 15 septembre au 1<sup>er</sup> mai chaque année ; que, durant cette période, il fût défendu de tuer aucun phoque et qu'aucun navire armé pour la pêche des phoques ne pût entrer chaque année dans la mer de Behring avant le 1<sup>er</sup> juillet.

En vue d'une compensation entre les règles de la pêche en haute mer et celles de la capture des phoques sur terre, les commissaires avaient proposé qu'il fût établi une échelle de compensation et qu'on s'opposât absolument à la diminution excessive des phoques, en stipulant que, pour

toute diminution de 10,000 têtes dans le nombre des phoques tués sur les îles, une extension supplémentaire de 10 milles marins fût donnée à la zone de protection autour des îles, le nombre minimum à tuer dans les îles étant de 10,000 individus correspondant à une largeur maxima de 60 milles de la zone protectrice.

##### 5. — LA DÉCISION DES ARBITRES.

L'article XI du traité d'arbitrage réglait comme suit la forme et la délivrance de la sentence arbitrale :

« La décision du tribunal sera rendue, autant que possible, dans le délai de trois mois à dater de la clôture des protocoles de part et d'autre;

« Elle sera manuscrite, datée et signée par les arbitres qui y ont adhéré;

« La décision sera en deux exemplaires, dont un sera remis à l'agent de la Grande-Bretagne pour son gouvernement, et l'autre remis à l'agent des États-Unis pour son gouvernement. »

La sentence a été rendue dans le délai prescrit, et nous la publions ci-après *in extenso*, en appendice à cet article (p. 452).

On verra par ce texte que sur l'ensemble des questions, quant à la première alternative, les décisions des arbitres sont favorables à la Grande-Bretagne. Toute autre décision aurait eu pour effet le renversement du principe de la liberté de la mer et de cette règle, qui n'est pas un des moindres axiomes des relations internationales, qu'en dehors de la limite des eaux territoriales, la haute mer forme un domaine de chasse commun à toute la partie civilisée du genre humain. Il était évident que les membres indépendants du tribunal ne s'écarteraient guère des règles et usages internationaux. Ils n'en ont pas moins établi un précédent important au sujet de la délimitation des eaux territoriales, en déclarant, dans leur réponse sur le cinquième point, que la distance de 3 milles est la mesure ordinaire de l'étendue des eaux territoriales, et que les États-Unis sont sans droits sur les phoques à fourrure et sur les pêcheries (troisième point) à plus de 3 milles de la côte. C'est là une décision d'une importance théorique considérable par rapport aux discussions juridiques dont la question de la limite convenable et pratique des eaux territoriales a, depuis quelque temps, fait l'objet <sup>(1)</sup>.

(1) Voyez l'*Annuaire de l'Institut de droit international* pour 1892, et cette *Revue*, 1892, t. XXV, p. 522.

Dans le projet de règlement sur les eaux territoriales soumis à l'Institut de droit international par l'auteur de cet article, avec l'appui d'un certain nombre de ses collègues, la distance depuis la côte, admise comme délimitation de la souveraineté de l'État riverain, était laissée en blanc. Une pierre nouvelle est maintenant venue s'ajouter à l'édifice, par l'adhésion que d'éminents jurisconsultes anglais, canadiens, français, italiens et norvégiens ont donnée, après un examen attentif, à la règle des 3 milles. Bien que généralement admise dans la pratique, celle-ci n'a, en effet, pas encore entièrement conquis la sanction de l'unanimité scientifique à défaut de laquelle aucune règle ne peut être considérée comme faisant partie du droit international établi et reconnu.

La décision sur les cinq premiers points rendit « le concours de la Grande-Bretagne nécessaire pour l'établissement de règlements en vue de la protection et de la préservation convenables des phoques à fourrure habitant ou fréquentant la mer de Behring ». C'est pourquoi les arbitres, conformément au traité d'arbitrage, ont rédigé un ensemble de règles communes « applicables en dehors des limites de la juridiction des gouvernements respectifs ».

Ces règles communes ne sont conformes ni aux demandes des États-Unis, ni aux suggestions de la Grande-Bretagne. Elles ont manifestement pour objet de donner satisfaction partielle aux États-Unis, tout en laissant aux Canadiens la possibilité de prendre encore des phoques, mais en quantité réduite.

La Grande-Bretagne proposait qu'il fût établi une zone de protection de *vingt* milles autour des îles Pribyloff. Les arbitres l'ont fixée à *soixante* milles.

La Grande-Bretagne avait proposé que la saison de clôture s'étendit du 15 septembre au 1<sup>er</sup> mai, que durant cette période il fût absolument interdit de tuer les phoques, et qu'aucun navire armé pour la chasse aux phoques ne pût entrer dans la mer de Behring avant le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année. La Grande-Bretagne proposait aussi l'adoption d'une certaine échelle de proportion entre l'abatage des phoques sur terre et sur mer. Les arbitres ont fixé la saison de clôture du 1<sup>er</sup> mai au 31 juillet, et ils ont prescrit qu'elle aurait ses effets sur un espace qui divise en deux parties à peu près égales la région fréquentée par les phoques à fourrure du nord de l'océan Pacifique. Les conséquences du choix, par les arbitres, des mois de mai, juin et juillet pour la clôture de la chasse



aux phoques ont été clairement résumées par les commissaires anglais dans les termes que voici :

« Pour la poursuite des phoques en haute mer, le temps est généralement tel, en janvier, que peu de navires osent s'engager à faire la chasse à cette époque, d'autant plus qu'on fait généralement peu de prises durant ce mois. En février, mars et avril, les conditions sont généralement meilleures, et l'on fait des prises plus considérables. En mai et juin, les phoques se trouvent plus au nord, et ces mois sont favorables à la chasse; mais en juillet, août et durant une partie du mois de septembre, la pêche du phoque a lieu dans la mer de Behring, et l'on fait fréquemment de bonnes prises, jusqu'au moment où le temps devient si incertain et si mauvais, qu'il force à terminer la campagne. » Le tableau ci-contre dressé par les commissaires anglais fait ressortir la situation bien nettement.

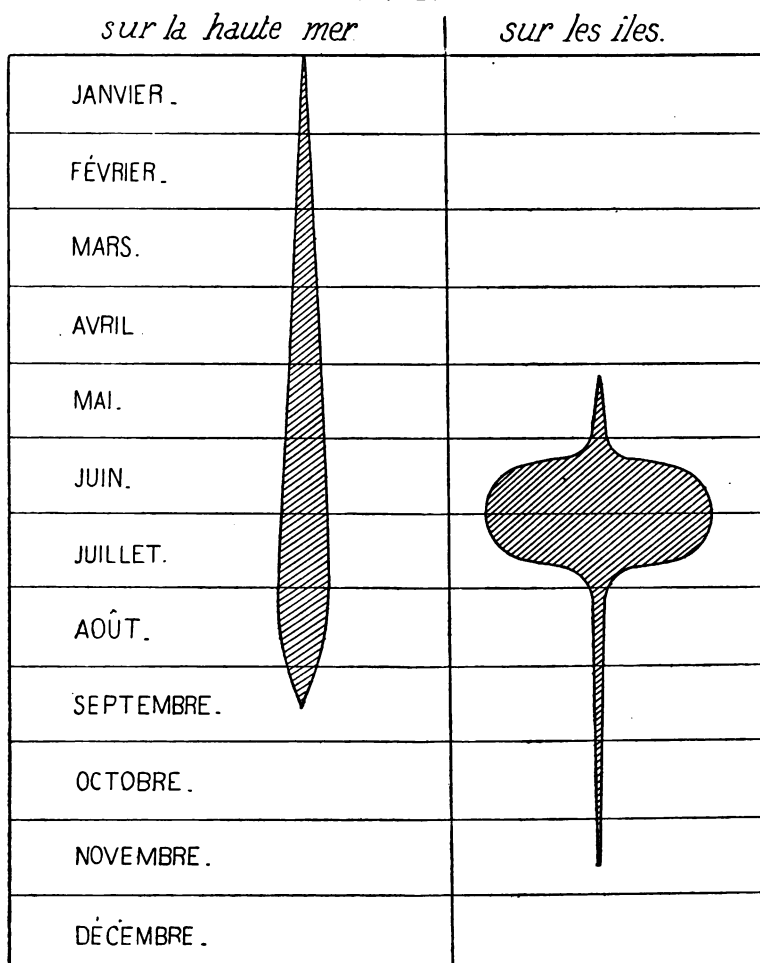
Ce passage du rapport des commissaires anglais et le tableau qui y est annexé établissent que les mois les plus favorables pour la chasse aux phoques en haute mer sont ceux de mai, juin, juillet et août, mais qu'il y a moyen de poursuivre également la pêche en février, mars et avril et en septembre. La Grande-Bretagne proposait que, durant les mois relativement moins favorables de février, mars et avril, la chasse fût prohibée, mais qu'en revanche elle fût autorisée durant les mois les plus favorables. Les arbitres n'ont pas accepté cette proposition et ont, au contraire, prohibé la chasse du phoque durant les mois les plus favorables, sauf le mois d'août, donnant ainsi aux navires canadiens un mois favorable et quatre mois médiocres, et établissant autant que possible, semble-t-il, une sorte de compensation d'avantages entre les intérêts rivaux.

Les restrictions relatives à l'époque de la poursuite des phoques ont donc été imposées par les arbitres; elles ne figuraient point parmi les propositions du gouvernement britannique. En revanche, l'obligation d'être muni d'une licence et de porter un pavillon distinctif a été puisée parmi les propositions britanniques. L'obligation de tenir un registre des captures, et le contrôle des gouvernements respectifs sur la capacité des individus employés à la poursuite des phoques, sont des innovations des arbitres. L'interdiction des filets et des armes à feu est puisée dans les propositions britanniques.

L'extension de la zone protégée autour des îles Pribyloff à *soixante milles*, au lieu de *vingt milles*, proposée par la Grande-Bretagne, a sans

doute eu pour objet de remplacer la prohibition suggérée par les commissaires britanniques contre les navires de pêche pénétrant dans la mer de Behring avant le 1<sup>er</sup> juillet.

PROPORTION DE PHOQUES TUÉS SELON LE MOIS.



(Diagramme qui figure dans le rapport des experts commissaires anglais p 22).

Au point de vue diplomatique, le gouvernement britannique eût sans doute montré plus de prudence, s'il avait suivi la tactique des États-Unis et demandé purement et simplement la liberté de la mer en réponse à la demande des États-Unis tendant à la suppression de la prise des

phoques en mer. Il est évident, en effet, qu'un tribunal composé de jurisconsultes n'ayant aucune connaissance du côté technique de la question, doit nécessairement considérer avec une égale défiance les conclusions des enquêtes qui lui sont présentées par l'une ou l'autre des parties en cause. En suivant l'exemple du roi Salomon et en rendant une sentence qui fait une part à chacune des prétentions rivales, les arbitres se sont conformés à un exemple d'antique sagesse, confirmé par une pratique longue et habituelle et dont les parties auront à tenir compte dorénavant, dans des cas analogues, quant à l'examen des arguments techniques à faire valoir.

La sentence est certainement bonne au point de vue juridique. Quant aux règles adoptées, nous n'en dirons pas autant. C'est ainsi que, d'après les données du rapport des commissaires britanniques (rapport dont la rédaction et l'esprit accusent la minutieuse exactitude), la saison la plus destructive au point de vue de la poursuite des phoques en haute mer est le printemps, époque à laquelle les troupeaux de ce bétail maritime comprennent un grand nombre de femelles pleines, qui commencent alors leur migration vers le nord, où elles donnent leurs jeunes ; la clôture de la pêche prescrite par la sentence peut donc fort bien avoir moins pour effet la conservation des phoques à fourrure dans l'intérêt de la race et du bien commun, que leur conservation au profit essentiel des locataires des îles.

#### 6. — CONCLUSION.

Ainsi se termine une *cause célèbre* du droit des gens, qui prendra place parmi les cas les plus fameux d'arbitrage international. C'est la septième fois, dans le cours de ce siècle, que les gouvernements de la Grande-Bretagne et des États-Unis d'Amérique ont soumis à un arbitrage des différends qui s'étaient produits entre eux. Ce serait un signe des temps rassurant pour l'humanité, si ce cas n'était pas en réalité, à son origine, semblable à certains litiges récents où de grands États ont montré de regrettables dispositions à violer le droit des gens et les convenances sociales qu'il est de l'intérêt de la paix et du bon droit de respecter et de maintenir comme un point d'honneur national.

En même temps, c'eût été pour la Grande-Bretagne une politique maladroite et à courte vue que d'insister sur ses droits stricts et d'exposer ainsi les pêcheries de phoques à un appauvrissement dont la possibilité n'est nullement infirmée par les arguments qu'on a fait valoir pour laisser les choses en l'état.

Il y a parfois de sérieuses objections de fait à insister sur l'exécution des clauses et conditions de certains traités, exécution qui n'offrait point de difficultés pratiques au moment où ces traités furent conclus, mais qui peut n'être plus en harmonie avec la situation matérielle qui a surgi depuis la conclusion de ces traités. Il en est ainsi notamment du traité d'Utrecht, conclu à une époque où ce qu'on appelle la côte française de Terre-Neuve n'était qu'une partie inhabitée d'une île déserte et abandonnée, dont les hommes d'État d'alors, qui n'avaient pas encore l'expérience des phénomènes de la colonisation, ont vraisemblablement cru qu'elle resterait telle indéfiniment.

Le traité de 1825 est également un de ces cas d'arrangements qui aurait pu être incompatible avec les nécessités modernes de la conservation des pêcheries, jadis considérées comme inépuisables, et dont les conditions générales comprennent des industries telles que la pêche des phoques, qui sont nées postérieurement.

Le développement récent de la Colombie a aussi donné le jour à des intérêts nouveaux, qui auraient fort bien pu être exclus des droits concédés, à une époque où la côte nord-ouest de l'Amérique anglaise, aujourd'hui si industrielle, était encore un terrain de chasse libre des aborigènes, sans la moindre trace de colonisation européenne.

Ce serait donc le témoignage d'une notion bien étroite des relations des États entre eux, que l'insistance de l'un d'eux sur le respect littéral de conditions devenues surannées par l'avènement de circonstances nouvelles.

La liberté de la mer, d'ailleurs, ne signifie pas la liberté de gâter la mer pour d'autres, mais bien la liberté pour tous de l'utilisation commune de sa surface et de ses produits. Nous y avons tous un droit commun et un intérêt commun, dont aucun État ne peut exclure un autre.

C'est également un signe des temps de nature à nous encourager, que la Grande-Bretagne n'ait pas mis en avant des questions de dignité nationale, quand des navires portant son pavillon furent saisis en haute mer, et qu'elle ait examiné avec calme les difficultés qui amenèrent une mesure dont le peu de convenance doit être attribuée plutôt aux mœurs brutales d'un État démocratique que considérée comme un acte de flibusterie. Que la Grande-Bretagne ait elle-même proposé des mesures pour la protection des phoques dans l'intérêt général et en opposition avec son intérêt particulier, c'est là encore un fait dont l'importance pourra

être signalée par les historiens de l'avenir comme un présage du temps prochain où, pour les États comme pour les individus, le mobile exclusif de l'intérêt unilatéral cessera d'être considéré comme l'unique principe dirigeant de leurs relations réciproques.

Comme le disait le premier ministre du pays de Grotius, lors de la séance de clôture de la conférence sur les pêcheries de la mer du Nord, qui eut lieu à la Haye, en 1882 :

« Nous tenons compte de plus en plus de ce qu'il y a des intérêts communs qui embrassent le monde entier civilisé, communs à tous les hommes, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, n'affectant pas seulement notre État ou notre nation, mais communs à la grande famille des nations et qui, pour ce motif, exigent qu'on les règle par des moyens internationaux. »

---

ANNEXES A L'ARTICLE DE M. BARCLAY SUR LA SENTENCE  
D'ARBITRAGE POUR LA MER DE BEHRING.

I. — *Traité d'arbitrage conclu à Washington, le 29 février 1892, entre les États-Unis d'Amérique et S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande.*

*(Ratifications échangées à Londres, le 7 mai 1892.)*

S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et les États-Unis d'Amérique, désireux de régler, par une entente amiable, les questions qui ont surgi entre leurs gouvernements respectifs, concernant les droits de juridiction des États-Unis dans les eaux de la mer de Behring et concernant aussi la conservation des phoques qui se trouvent dans lesdites eaux ou qui les fréquentent d'habitude, et les droits des citoyens et nationaux de chaque pays, par rapport à la capture des phoques qui se trouvent dans lesdites eaux ou qui les fréquentent d'habitude, ont résolu de soumettre à un arbitrage les questions litigieuses et, à l'effet de conclure une convention dans ce but, ont nommé en qualité de plénipotentiaires respectifs :

S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande : Sir Julian Pauncefote, G. C. M. G., K. C. B., envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté près les États-Unis; et le Président des États-Unis d'Amérique : James G. Blaine, secrétaire d'État des États-Unis ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et convenu les articles suivants :

ARTICLE I<sup>er</sup>.

Les questions qui se sont élevées entre le gouvernement de Sa Majesté Britannique et le gouvernement des États-Unis, concernant les droits de juridiction des États-Unis dans les eaux de la mer de Behring et concernant aussi la conservation des phoques qui se trouvent dans ladite mer ou la fréquentent d'habitude, seront soumises à un tribunal d'arbitrage qui sera composé de sept arbitres, qui seront nommés de la manière suivante, savoir : deux seront nommés par Sa Majesté Britannique; deux seront nommés par le Président des États-Unis; S. Exc. le Président de la République française sera invité par les Hautes Parties contractantes, conjointement, à en nommer un, S. M. le Roi d'Italie sera invité, de même, à en nommer un, et S. M. le Roi de Suède et de Norvège sera de même invité à en nommer un. Les sept arbitres à nommer ainsi seront des juristes jouissant d'une réputation distinguée dans leurs pays respec-

tifs, et les puissances chargées de les nommer seront invitées à choisir, si possible, des juristes connaissant la langue anglaise.

En cas de décès, d'absence, ou d'incapacité de l'un ou de l'autre desdits arbitres ou dans l'éventualité où l'un ou l'autre desdits arbitres omettrait, ou déclinerait ou cesserait d'agir en cette qualité, Sa Majesté Britannique, ou le Président des États-Unis, ou S. Exc. le Président de la République française, ou S. M. le Roi d'Italie ou S. M. le Roi de Suède et Norvège, selon le cas, nommeront ou seront invités à nommer immédiatement une autre personne en qualité d'arbitre, en lieu et place de l'arbitre qui aurait été primitivement nommé par ce chef d'État.

Et en cas de refus ou d'omission, pendant un délai de deux mois, à dater de la réception de la demande collective des Hautes Parties contractantes, de la part de S. Exc. le Président de la République française, ou de S. M. le Roi d'Italie ou de S. M. le Roi de Suède et de Norvège, de nommer un arbitre soit pour remplir la fonction primitive, soit pour pourvoir au remplacement, dans les conditions prévues ci-dessus, la nomination ou le remplacement se fera, dans cette éventualité, de la manière que les Hautes Parties contractantes conviendront.

#### ARTICLE II.

Les arbitres se réuniront à Paris dans les vingt et un jours qui suivront la remise des réponses mentionnées à l'article IV et procéderont, avec impartialité et soin, à l'examen et à la solution des questions qui leur auront été ou seront soumises, comme il est dit plus haut, de la part du gouvernement de Sa Majesté Britannique et de celui des États-Unis respectivement. Toutes questions délibérées par le tribunal, y compris la décision finale, seront déterminées à la majorité de tous les arbitres.

Chacune des Hautes Parties contractantes nommera aussi une personne accréditée auprès du tribunal comme son agent et qui l'y représentera généralement dans toutes les affaires ressortant de l'arbitrage.

#### ARTICLE III.

Le mémoire imprimé de chacune des deux parties, accompagné des documents, de la correspondance officielle et autres preuves invoquées par chacune d'elles, sera remis en double à chacun des arbitres et à l'agent de l'autre partie, aussitôt que faire se pourra après la nomination des membres du tribunal, mais ce dans un délai qui n'excédera pas quatre mois, à dater de l'échange des ratifications du présent traité.

#### ARTICLE IV.

Dans les trois mois de la remise, de part et d'autre, du mémoire imprimé, chacune des parties pourra, de la même manière, remettre en double à chacun desdits arbitres et à l'agent de l'autre partie un contre-mémoire et des documents, correspondance et preuves supplémentaires,

en réponse à la réclamation, aux documents, correspondance et preuves ainsi présentés par l'autre partie.

Si pourtant, à cause de la distance qui sépare l'endroit où il s'agit de se procurer les preuves à présenter, l'une des parties signifie à l'autre, dans les trente jours de la réception, par son agent, du mémoire de l'autre partie, qu'elle demande un délai additionnel pour la remise de cette contre-réclamation, des documents, correspondance et preuves, ce délai voulu sera accordé, sauf à ne pouvoir excéder soixante jours au delà des rois mois prévus au présent article.

Si, dans le mémoire soumis aux arbitres, l'une ou l'autre des parties spécifie ou parle d'un rapport ou de documents quelconques se trouvant exclusivement dans sa possession, sans en annexer une copie, cette même partie sera tenue, si l'autre juge convenable de le requérir, de lui en fournir copie; et l'une des parties pourra, par l'organe des arbitres, requérir l'autre de produire les originaux ou des expéditions conformes de toutes pièces produites comme preuves, en donnant avis à cet effet dans les trente jours de la remise du mémoire; l'original ou la copie ainsi requise sera livré aussitôt que faire se peut, et dans un délai qui n'excédera pas quarante jours de la réception de l'avertissement.

#### ARTICLE V.

Il incombera à l'agent de chacune des parties, dans le mois de l'expiration du délai prescrit pour la remise du contre-mémoire de part et d'autre, de remettre à chacun des arbitres et à l'agent de l'autre partie, des conclusions écrites, en double expédition, exposant les points et faisant valoir les preuves invoquées par son gouvernement, et chacune des parties pourra aussi les faire appuyer oralement devant les arbitres par l'organe d'un conseil; et les arbitres pourront, s'ils désirent plus d'éclaircissements sur un point quelconque, exiger une explication ou exposé imprimé, ou un développement oral par l'organe d'un conseil à ce sujet; mais dans ce cas, l'autre partie aura le droit de répondre soit oralement, soit par écrit, selon le cas.

#### ARTICLE VI.

En vue de la décision des questions soumises aux arbitres, il est convenu que les cinq points suivants leur seront posés, afin que leur sentence comporte une décision distincte sur chacun de ces dits cinq points, savoir :

1. Quelle juridiction, dans la mer connue aujourd'hui sous le nom de mer de Behring, et quels droits exclusifs, dans les pêcheries de phoques, la Russie a-t-elle revendiqués et exercés avant et jusqu'à l'époque de la cession d'Alaska aux États-Unis?

2. Jusqu'à quel point ces revendications de juridiction, au point de vue des pêcheries, furent-elles reconnues et concédées par la Grande-Bretagne?



3. La partie d'eau actuellement connue sous le nom de mer de Behring était-elle comprise dans l'expression « océan Pacifique » telle qu'elle est employée dans le traité de 1825 avenué entre la Grande-Bretagne et la Russie, et la Russie a-t-elle possédé et exercé, après ledit traité, des droits dans la mer de Behring et quels ont été ces droits?

4. Tous les droits de la Russie, au point de vue de la juridiction et des pêcheries de phoques dans la mer de Behring, à l'est de la limite d'eau, établis par le traité avenué entre les États-Unis et la Russie le 30 mars 1867, ne sont-ils pas dévolus intacts aux États-Unis aux termes de ce traité?

5. Les États-Unis ont-ils un droit quelconque et, le cas échéant, quel droit de protection ou de propriété sur les phoques fréquentant les îles des États-Unis dans la mer de Behring, lorsque ces phoques se trouvent en dehors de la limite ordinaire de trois milles?

#### ARTICLE VII.

Si la détermination des questions qui précèdent relativement à la juridiction exclusive des États-Unis laissait l'affaire dans un état tel que le concours de la Grande-Bretagne fût nécessaire pour l'établissement de règlements pour la bonne protection et conservation des phoques se trouvant dans la mer de Behring ou la fréquentant habituellement, les arbitres détermineront alors les règlements qu'il est nécessaire de prendre en commun, en dehors des limites juridictionnelles des gouvernements respectifs, et les eaux sur lesquelles ces règlements doivent porter; et, en vue de les aider dans cette détermination, une commission mixte, à nommer par les gouvernements respectifs, leur soumettra un rapport, accompagné de telles autres preuves que chaque gouvernement jugerait bon de communiquer.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en outre, à coopérer pour assurer l'adhésion des autres puissances à ces règlements.

#### ARTICLE VIII.

Les Hautes Parties contractantes n'ayant pu se mettre d'accord sur un arbitrage qui comprît la question de la responsabilité de chacune d'elles, du chef des dommages prétendument subis par l'autre ou par ses nationaux, question connexe avec les revendications formulées (dès à présent) et qu'on est d'accord pour faire trancher, et voulant que cette question accessoire ne puisse arrêter ni retarder davantage l'examen et la solution des questions de principes, ont convenu que chacune d'elles pourra soumettre à l'appréciation des arbitres toute question de fait rentrant dans l'examen des revendications dont s'agit, la question de responsabilité de chaque gouvernement à résulter des mêmes faits devant faire l'objet de nouvelles négociations.

ARTICLE IX.

Les Hautes Parties contractantes ayant convenu de nommer deux commissaires au nom de chaque gouvernement, à l'effet de faire de concert l'instruction et le rapport prévus à l'article VII ci-dessus et de comprendre les clauses de ladite convention dans le présent acte, afin que les rapports et les recommandations de tous ou de chacun desdits commissaires puissent, le cas échéant, être soumis aux arbitres en due forme, ladite convention est en conséquence comprise dans ces présentes ainsi qu'il suit :

Chaque gouvernement nommera deux commissaires, chargés d'examiner, de concert avec les commissaires de l'autre gouvernement, tous les faits relatifs à l'exploitation du phoque dans la mer de Behring et aux mesures nécessaires pour sa protection et conservation convenables.

Les quatre commissaires dresseront ensemble, pour autant qu'ils sachent se mettre d'accord, un rapport destiné à chacun des deux gouvernements et ils feront également rapport, soit conjointement ou séparément, à chaque gouvernement sur tous points sur lesquels ils n'auraient pas pu se mettre d'accord.

Ces rapports ne deviendront publics qu'après avoir été soumis aux arbitres, et seulement lorsque toute éventualité d'emploi ultérieur par les arbitres sera écartée.

ARTICLE X.

Chaque gouvernement payera les frais de ses délégués à la commission mixte chargée des investigations rappelées au précédent article.

ARTICLE XI.

La sentence arbitrale sera rendue, si possible, dans les trois mois à partir de la clôture des débats de part et d'autre.

Elle se fera par écrit, sera datée, et signée par les arbitres qui y adhéreront.

La sentence sera en double exemplaire ; l'un d'eux sera remis à l'agent de la Grande-Bretagne pour son gouvernement, l'autre sera remis à l'agent des États-Unis pour son gouvernement.

ARTICLE XII.

Chaque gouvernement payera son propre agent et pourvoira à la rémunération convenable du conseil qu'il aurait désigné, et des arbitres qu'il aurait nommés, ainsi qu'aux frais de la préparation et de la procédure de sa cause devant le tribunal. Tous autres frais résultant de l'arbitrage seront soldés par les deux gouvernements, par moitiés.

ARTICLE XIII.

Les arbitres enregistreront exactement leurs opérations et pourront nommer et employer les fonctionnaires nécessaires pour les assister.

ARTICLE XIV. .

Les Hautes Parties contractantes s'obligent à considérer le résultat des opérations du tribunal d'arbitrage comme une solution pleine, parfaite et définitive de toutes questions soumises aux arbitres.

ARTICLE XV.

Le présent traité sera dûment ratifié par Sa Majesté Britannique et par le Président des États-Unis d'Amérique, de l'avis et du consentement de son Sénat, et les ratifications seront échangées soit à Washington, soit à Londres, dans les six mois de la date des présentes, ou plus tôt si possible.

En foi de quoi nous, plénipotentiaires respectifs, avons signé le présent traité et y avons apposé nos sceaux.

Fait en double à Washington, le 29 février 1892.

(S.) JULIAN PAUNCEFOTE.

(S.) JAMES G. BLAINE.

---

II. — *Convention conclue à Washington, le 18 avril 1892, entre la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique. — Modus vivendi dans la mer de Behring.*

*(Ratifications échangées à Londres, le 7 mai 1892.)*

Considérant que par une convention conclue entre S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, et les États-Unis d'Amérique, le 29 février 1892, les Hautes Parties contractantes ont convenu de soumettre à un arbitrage, dans les conditions qui y sont énoncées, les différends qui se sont élevés entre elles relativement aux droits de juridiction des États-Unis dans les eaux de la mer de Behring et concernant aussi la conservation des phoques se trouvant dans ladite mer, ou la fréquentant d'habitude, et les droits des nationaux et citoyens de chaque pays, relatifs à la capture des phoques se trouvant dans lesdites eaux ou les fréquentant d'habitude, et considérant que les Hautes Parties contractantes ont différé sur le point de savoir quels règlements restrictifs sont nécessaires, pendant le temps que dure l'arbitrage, ont convenu de régler ce différend de la manière énoncée ci-après, et sous réserve des droits de chacune des parties.

Lesdites Hautes Parties contractantes ont nommé comme leurs plénipotentiaires, chargés de conclure une convention à cet effet, savoir :

S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande,

Sir Julian Pauncefote, chevalier, grand-croix de l'ordre très distingué des SS. Michel et Georges, chevalier commandeur du très honorable ordre du Bain et Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique aux États-Unis,

Et le Président des États-Unis d'Amérique, M. James G. Blaine, secrétaire d'Etat des États-Unis;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu et arrêté les articles suivants :

#### ARTICLE I<sup>er</sup>.

Le gouvernement de Sa Majesté prohibera, pendant la durée de l'arbitrage, la pêche des phoques dans la partie de la mer de Behring située à l'est de la ligne de démarcation décrite à l'article I<sup>er</sup> du traité de 1867 conclu entre les États-Unis et la Russie et usera de toutes diligences pour assurer l'observation de cette défense par les sujets et vaisseaux anglais.

#### ARTICLE II.

Le gouvernement des États-Unis prohibera la pêche des phoques pendant pareille période dans la même partie de la mer de Behring, et sur les côtes et les îles de celle-ci, appartenant aux États-Unis (au delà du nombre de 7,500 qui pourront être pris pour la subsistance et les besoins des naturels) et usera de toutes diligences utiles pour assurer l'observation de cette prohibition par les citoyens des États-Unis et par leurs vaisseaux.

#### ARTICLE III.

Tout navire ou toute personne qui contreviendrait à cette défense dans lesdites eaux de la mer de Behring, en dehors des limites territoriales ordinaires des États-Unis, pourra être appréhendé et détenu par les officiers de marine ou autres dûment commis, de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, mais l'on aura soin de les livrer aussitôt que faire se peut aux autorités de la nation à laquelle ils appartiennent respectivement, qui seront seules compétentes pour juger le délit et appliquer les peines auxquelles il aura donné lieu. Les témoins et les preuves nécessaires pour établir le délit seront également envoyés avec eux.

#### ARTICLE IV.

Afin de faciliter les informations utiles que le gouvernement de Sa Majesté désirerait prendre, en vue de la communication aux arbitres des soutènements et des conclusions de ce gouvernement, il est convenu que les personnes compétentes, désignées par la Grande-Bretagne, seront libres, à toute époque, sur demande, de se rendre ou de séjourner à cet effet sur les îles fréquentées par les phoques, pendant la saison des pêcheries.

ARTICLE V.

Si l'arbitrage avait pour résultat de confirmer le droit des pêcheurs de phoques anglais de prendre ceux-ci dans la mer de Behring, dans les limites revendiquées par les États-Unis, en vertu de son acquisition de la Russie, dans ce cas, les États-Unis indemniseront la Grande-Bretagne (au profit des sujets de cette dernière) pour s'être abstenue de l'exercice de ce droit, pendant la durée de l'arbitrage, sur le pied de la quantité de captures qui, de l'avis des arbitres, auraient pu se faire sans une diminution anormale des troupeaux de phoques; et si, d'autre part, l'arbitrage a pour résultat de dénier le droit des pêcheurs de la Grande-Bretagne de prendre les phoques dans lesdites eaux, dans ce cas, la Grande-Bretagne indemniserà les États-Unis (pour eux-mêmes, leurs citoyens et leurs locataires à bail) sur le pied de la différence entre le chiffre de 7,500 phoques admis pour la capture normale des phoques sur les îles pendant la saison de la chasse et tel chiffre plus considérable de captures qui, de l'avis des arbitres, auraient pu se faire, sans une diminution anormale des bandes de phoques.

Dans l'une ou l'autre éventualité, la somme attribuée, le cas échéant, sera celle qui, eu égard à toutes les circonstances, est juste et équitable, et elle sera promptement payée.

ARTICLE VI.

La présente convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes à toute époque après le 31 octobre 1893, moyennant un préavis de deux mois à donner à l'autre; et à l'expiration de ce délai, la convention cessera d'être en vigueur.

ARTICLE VII.

La présente convention sera dûment ratifiée par Sa Majesté britannique et par le Président des États-Unis d'Amérique, de l'avis et du consentement de leur Sénat, et, les ratifications seront échangées soit à Londres, soit à Washington aussitôt que possible.

En foi de quoi, nous, plénipotentiaires respectifs, avons signé la présente convention et y avons apposé nos sceaux.

Fait en double à Washington, le 18 avril 1892.

(Signé) JULIAN PAUNCEFOTE.  
JAMES G. BLAINE.

III. — *Sentence du tribunal d'arbitrage constitué en vertu du traité conclu à Washington, le 29 février 1892, entre les États-Unis d'Amérique et S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande.*

Attendu que, par un traité entre les États-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne, signé à Washington le 29 février 1892, et dont les

ratifications par les gouvernements des deux pays ont été échangées à Londres, le 7 mai 1892, il a été, entre autres stipulations, convenu et réglé que les différends qui avaient surgi entre le gouvernement des États-Unis d'Amérique et le gouvernement de Sa Majesté Britannique, au sujet des droits de juridiction des États-Unis dans les eaux de la mer de Behring et aussi relativement à la préservation des phoques à fourrure habitant ou fréquentant ladite mer et aux droits des citoyens et des sujets des deux pays en ce qui concerne la capture des phoques à fourrure se trouvant dans lesdites eaux ou les fréquentant, seraient soumis à un tribunal d'arbitrage composé de sept arbitres, qui seraient nommés de la manière suivante, savoir : Deux arbitres seraient désignés par le Président des États-Unis ; deux arbitres seraient désignés par Sa Majesté Britannique ; S. Exc. le Président de la République française serait prié, d'un commun accord, par les Hautes Parties contractantes, de désigner un arbitre ; S. M. le Roi d'Italie serait prié de la même manière de désigner un arbitre ; S. M. le Roi de Suède et de Norvège serait prié de la même manière de désigner un arbitre ; les sept arbitres ainsi nommés devant être des jurisconsultes d'une réputation distinguée dans leurs pays respectifs, et les puissances auxquelles leur désignation serait remise devant être priées de choisir, autant que possible, des jurisconsultes sachant la langue anglaise ;

Et attendu qu'il a été pareillement convenu, par l'article II dudit traité, que les arbitres se réuniraient à Paris dans les vingt jours qui suivraient la remise des contre-mémoires mentionnés à l'article IV, qu'ils examineraient et décideraient avec impartialité et soin les questions qui leur étaient ou qui leur seraient soumises dans les conditions prévues par ledit traité, de la part des gouvernements des États-Unis et de Sa Majesté Britannique respectivement, et que toutes les questions examinées par le tribunal, y compris la sentence finale, seraient décidées par les arbitres à la majorité absolue des voix ;

Et attendu que, par l'article VI dudit traité, il a été pareillement convenu ce qui suit :

« En vue de la décision des questions soumises aux arbitres, il est entendu que les cinq points suivants leur seront soumis, afin que leur sentence comprenne une décision distincte sur chacun desdits cinq points, savoir :

« 1. Quelle juridiction exclusive dans la mer aujourd'hui connue sous le nom de mer de Behring et quels droits exclusifs sur les pêcheries dans cette mer la Russie a-t-elle affirmés et exercés avant et jusqu'à l'époque de la cession de l'Alaska aux États-Unis ?

« 2. Jusqu'à quel point la revendication de ces droits de juridiction en ce qui concerne les pêcheries de phoques a-t-elle été reconnue et concédée par la Grande-Bretagne ?

« 3. L'espace de mer aujourd'hui connu sous le nom de mer de Behring

était-il compris dans l'expression « océan Pacifique », telle qu'elle a été employée dans le texte du traité conclu en 1825 entre la Grande-Bretagne et la Russie, et quels droits, si droits il y avait, la Russie a-t-elle possédés et exclusivement exercés dans la mer de Behring après ledit traité?

« 4. Tous les droits de la Russie, en ce qui concerne la juridiction et en ce qui concerne les pêcheries de phoques dans la partie de la mer de Behring qui s'étend à l'est de la limite maritime déterminée par le traité du 30 mars 1867, entre les États-Unis et la Russie, ne sont-ils pas intégralement passés aux États-Unis en vertu de ce même traité?

« 5. Les États-Unis ont-ils quelque droit, et, en cas d'affirmative, quel droit ont-ils soit à la protection, soit à la propriété des phoques à fourrure qui fréquentent les îles appartenant aux États-Unis dans la mer de Behring, quand ces phoques se trouvent en dehors de la limite ordinaire de 3 milles? »

Et attendu que, par l'article VII dudit traité, il a été pareillement convenu ce qui suit :

« Si la décision des questions qui précèdent, en ce qui concerne la juridiction exclusive des États-Unis, laisse les choses en tel état que le concours de la Grande-Bretagne soit nécessaire pour l'établissement de règlements en vue de la protection et de la préservation convenables des phoques à fourrure habitant ou fréquentant la mer de Behring, les arbitres auront à déterminer quels règlements communs sont nécessaires, en dehors des limites de la juridiction des gouvernements respectifs, et sur quelles eaux ces règlements devraient s'appliquer.

« Les Hautes Parties contractantes s'engagent en outre à unir leurs efforts pour obtenir l'adhésion d'autres puissances à ces règlements; »

Et attendu que, par l'article VIII dudit traité, après avoir exposé que les Hautes Parties contractantes n'avaient pu s'entendre sur une formule qui comprît la question des responsabilités à la charge de l'une d'elles, à raison des préjudices allégués avoir été causés à l'autre, ou aux citoyens de l'autre, à l'occasion des réclamations présentées et soutenues par ladite partie, et qu'elles « désiraient que cette question secondaire ne suspendît ou ne retardât pas plus longtemps la production et la décision des questions principales », les Hautes Parties contractantes sont convenues que « chacune d'elles pourrait soumettre aux arbitres toute question de fait impliquée dans lesdites réclamations et demander une décision à cet égard, après quoi la question de la responsabilité de chacun des deux gouvernements, à raison des faits établis, serait matière à négociations ultérieures »;

Et attendu que le Président des États-Unis d'Amérique a désigné l'honorable John M. Harlan, juge de la cour suprême des États-Unis, et l'honorable John T. Morgan, sénateur des États-Unis, pour être deux desdits arbitres; que Sa Majesté Britannique a désigné le très honorable lord Hannen et l'honorable sir John Thompson, ministre de la justice et

attorney général pour le Canada, pour être deux desdits arbitres; que S. Exc. le Président de la République française a désigné le baron Alphonse de Courcel, sénateur, ambassadeur de France, pour être un desdits arbitres; que S. M. le Roi d'Italie a désigné le marquis Emilio Visconti Venosta, ancien ministre des affaires étrangères et sénateur du royaume d'Italie, pour être un desdits arbitres, et que S. M. le Roi de Suède et de Norvège a désigné M. Gregers Gram, ministre d'État, pour être un desdits arbitres;

Et attendu que nous, susnommés, arbitres désignés et investis de la manière qui vient d'être relatée, ayant accepté de prendre la charge de cet arbitrage, et nous étant dûment réunis à Paris, avons procédé avec impartialité et soin à l'examen et à la décision de toutes les questions qui ont été soumises à nous, arbitres susnommés, en vertu dudit traité, ou à nous présentées, au nom des gouvernements des États-Unis et de Sa Majesté Britannique respectivement, de la manière prévue par ledit traité;

Nous, arbitres susnommés, ayant examiné avec impartialité et soin lesdites questions, décidons et prononçons de même, sur lesdites questions, par notre présente sentence, de la manière qui suit, à savoir :

En ce qui concerne les cinq points mentionnés dans l'article VI et sur chacun desquels notre jugement doit comprendre une décision distincte, nous décidons et prononçons ce qui suit :

Sur le premier des cinq points susdits, nous, arbitres susnommés, le baron de Courcel, le juge Harlan, lord Hannen, sir John Thompson, le marquis Visconti Venosta et M. Gregers Gram, constituant la majorité des arbitres, décidons et prononçons ce qui suit :

Par l'ukase de 1821, la Russie a revendiqué des droits de juridiction, dans la mer connue aujourd'hui sous le nom de mer de Behring, jusqu'à la distance de 100 milles italiens au large des côtes et îles lui appartenant; mais, au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion des traités de 1824 avec les États-Unis et de 1825 avec la Grande-Bretagne, elle a admis que sa juridiction dans ladite mer serait limitée à une portée de canon de la côte; et il apparaît que, depuis cette époque jusqu'à l'époque de la cession de l'Alaska aux États-Unis, elle n'a jamais affirmé en fait ni exercé aucune juridiction exclusive dans la mer de Behring, ni aucun droit exclusif sur les pêcheries de phoques à fourrure dans ladite mer, au delà des limites ordinaires des eaux territoriales.

Sur le second des cinq points susdits, nous, arbitres susnommés, le baron de Courcel, le juge Harlan, lord Hannen, sir John Thompson, le marquis Visconti Venosta et M. Gregers Gram, constituant la majorité des arbitres, décidons et prononçons que la Grande-Bretagne n'a reconnu ni concédé à la Russie aucun droit à une juridiction exclusive sur les pêcheries de phoques dans la mer de Behring, en dehors des eaux territoriales ordinaires.

Sur le troisième des cinq points susdits, et quant à la partie dudit troi-



sième point où nous est soumise la question de savoir si l'espace de mer aujourd'hui connu sous le nom de mer de Behring était compris dans l'expression « océan Pacifique » telle qu'elle a été employée dans le texte du traité de 1825 entre la Grande-Bretagne et la Russie, nous, arbitres susnommés, décidons et prononçons à l'unanimité que l'espace de mer aujourd'hui connu sous le nom de mer de Behring était compris dans l'expression « océan Pacifique » telle qu'elle a été employée dans ledit traité.

Et quant à la partie dudit troisième point d'après laquelle nous avons à décider quels droits, si droits il y avait, la Russie a possédés et exclusivement exercés après ledit traité de 1825, nous, arbitres susnommés, le baron de Courcel, le juge Harlan, lord Hannen, sir John Thompson, le marquis Visconti Venosta et M. Gregers Gram, constituant la majorité des arbitres, décidons et prononçons que la Russie n'a possédé ni exercé, après le traité de 1825, aucun droit exclusif de juridiction dans la mer de Behring ni aucun droit exclusif sur les pêcheries de phoques dans cette mer, au delà de la limite ordinaire des eaux territoriales.

Sur le quatrième des cinq points susdits, nous, arbitres susnommés, décidons et prononçons à l'unanimité que tous les droits de la Russie, en ce qui concerne la juridiction et en ce qui concerne les pêcheries de phoques dans la partie de la mer de Behring qui s'étend à l'est de la limite maritime déterminée par le traité du 30 mars 1867, entre les États-Unis et la Russie, sont intégralement passés aux États-Unis en vertu de ce même traité.

Sur le cinquième des cinq points susdits, nous, arbitres susnommés, le baron de Courcel, lord Hannen, sir John Thompson, le marquis Visconti Venosta et M. Gregers Gram, constituant la majorité des arbitres, décidons et prononçons que les États-Unis n'ont aucun droit de protection ou de propriété sur les phoques à fourrure qui fréquentent les îles appartenant aux États-Unis dans la mer de Behring, quand ces phoques se trouvent en dehors de la limite ordinaire de 3 milles.

Et attendu que les décisions ci-dessus relatées, sur les questions concernant la juridiction exclusive des États-Unis mentionnées dans l'article VI, laissent les choses en état tel que le concours de la Grande-Bretagne est nécessaire pour l'établissement de règlements en vue de la protection et de la préservation convenables des phoques à fourrure habitant ou fréquentant la mer de Behring, le tribunal ayant décidé à la majorité absolue des voix sur chacun des articles des règlements qui suivent, nous, arbitres susnommés, le baron de Courcel, lord Hannen, le marquis Visconti Venosta et M. Gregers Gram, donnant notre assentiment à l'ensemble des articles des règlements qui suivent, et constituant la majorité absolue des arbitres, décidons et prononçons, d'après le mode prescrit par le traité, que les règlements communs qui suivent, applicables en dehors des limites de la juridiction des gouvernements respec-

tifs, sont nécessaires et qu'ils doivent s'étendre sur les eaux ci-après déterminées :

ARTICLE PREMIER. — Les gouvernements des États-Unis et de la Grande-Bretagne interdiront à leurs citoyens et sujets respectifs de tuer, prendre ou poursuivre, en tout temps et de quelque manière que ce soit, les animaux communément appelés phoques à fourrure, dans une zone de 60 milles autour des îles Pribyloff, en y comprenant les eaux territoriales.

Les milles mentionnés dans le paragraphe précédent sont des milles géographiques de 60 au degré de latitude.

ART. 2. — Les deux gouvernements interdiront à leurs citoyens et sujets respectifs de tuer, prendre ou poursuivre les phoques à fourrure, de quelque manière que ce soit, pendant la saison s'étendant chaque année du 1<sup>er</sup> mai au 31 juillet inclusivement, sur la haute mer, dans la partie de l'océan Pacifique, en y comprenant la mer de Behring, qui est sise au nord du 35<sup>e</sup> degré de latitude nord, et à l'est du 180<sup>e</sup> degré de longitude de Greenwich jusqu'à sa rencontre avec la limite maritime décrite dans l'article 1<sup>er</sup> du traité de 1867 entre les États-Unis et la Russie, et ensuite à l'est de cette ligne jusqu'au détroit de Behring.

ART. 3. — Pendant la période de temps et dans les eaux où la pêche des phoques à fourrure demeurera permise, les navires à voiles seront seuls admis à l'exercer ou à s'associer aux opérations de cette pêche. Ils auront cependant la faculté de se faire assister par des pirogues ou autres embarcations non pontées, mues par des pagaies, des rames ou des voiles, du genre de celles qui sont communément employées comme bateaux de pêche.

ART. 4. — Tout navire à voiles autorisé à se livrer à la pêche des phoques à fourrure devra être muni d'une licence spéciale délivrée à cet effet par son gouvernement et devra porter un pavillon distinctif qui sera déterminé par ledit gouvernement.

ART. 5. — Les patrons des navires engagés dans la pêche des phoques à fourrure devront mentionner exactement sur leurs livres de bord la date et le lieu de chaque opération de pêche des phoques à fourrure, ainsi que le nombre et le sexe des phoques capturés chaque jour. Ces mentions devront être communiquées par chacun des deux gouvernements à l'autre à la fin de chaque saison de pêche.

ART. 6. — L'emploi des filets, des armes à feu et des explosifs sera interdit dans la pêche des phoques à fourrure. Cette restriction ne s'appliquera pas aux fusils de chasse, quand cette pêche sera pratiquée en dehors de la mer de Behring et pendant la saison où elle pourra être légitimement exercée.

ART. 7. — Les deux gouvernements prendront des mesures en vue de contrôler l'aptitude des hommes autorisés à exercer la pêche des phoques à fourrure ; ces hommes devront être reconnus aptes à manier avec une

habileté suffisante les armes au moyen desquelles cette pêche pourra être faite.

ART. 8. — Les règlements contenus dans les précédents articles ne s'appliqueront pas aux Indiens habitant sur les côtes du territoire des États-Unis ou de la Grande-Bretagne et pratiquant la pêche des phoques à fourrure dans des pirogues ou embarcations non pontées, non transportées par d'autres navires, ni employées à l'usage de ceux-ci, mues exclusivement à l'aide de pagaies, d'avirons ou de voiles, et manœuvrées chacune par cinq personnes au plus, de la manière jusqu'à présent usitée par les Indiens; pourvu que ceux-ci ne soient pas engagés au service d'autres personnes, et qu'alors qu'ils chassent ainsi dans des pirogues ou embarcations non pontées, ils ne poursuivent pas les phoques à fourrure en dehors des eaux territoriales, en vertu d'engagements contractés pour la livraison des peaux à une personne quelconque.

Cette exception n'aura pas pour effet de porter atteinte à la législation nationale de l'un ou de l'autre des deux pays; elle ne s'étendra pas aux eaux de la mer de Behring, ni aux eaux des passes Aléoutiennes.

Aucune des dispositions qui précèdent n'a pour objet de s'opposer à ce que les Indiens soient employés, comme chasseurs ou à tout autre titre, ainsi qu'ils l'ont été jusqu'à présent, sur des navires se livrant à la poursuite des phoques à fourrure.

ART. 9. — Les règlements communs établis par les articles précédents, en vue de la protection et de la préservation des phoques à fourrure, demeureront en vigueur jusqu'à ce qu'ils aient été en tout ou partie abolis ou modifiés par un accord entre les gouvernements des États-Unis et de la Grande-Bretagne.

Lesdits règlements communs seront soumis tous les cinq ans à un nouvel examen, pour que les deux gouvernements intéressés se trouvent en mesure d'apprécier, à la lumière de l'expérience acquise, s'il y a lieu d'y apporter quelque modification.

Et attendu que le gouvernement de Sa Majesté Britannique a soumis au tribunal d'arbitrage, par l'application de l'article VIII dudit traité, certaines questions de fait impliquées dans les réclamations dont il est fait mention audit article VIII, et a soumis également à nous, formant ledit tribunal, un exposé des faits dans les termes suivants :

*« Conclusions de fait proposées par l'agent de la Grande-Bretagne, acceptées par l'agent des États-Unis, qui en admet l'exactitude, et soumises à l'examen du tribunal d'arbitrage.*

« 1. Que les diverses visites et saisies de navires ou de marchandises et les diverses arrestations de patrons et d'équipages, mentionnées dans l'annexe au mémoire britannique (pages 1 à 60 inclusivement), ont été faites par autorité du gouvernement des États-Unis; les questions se rap-

portant à la valeur desdits navires ou de leur contenu, ensemble ou séparément, et la question de savoir si les navires désignés dans l'annexe au mémoire britannique, ou certains d'entre eux, étaient, en totalité ou en partie, la propriété de citoyens des États-Unis, ont été retirées et n'ont pas été l'objet de l'examen du tribunal, sous cette réserve que les États-Unis gardent le droit de soulever ces questions ou quelque une d'entre elles, s'ils le jugent à propos, dans toute négociation ultérieure pouvant engager la responsabilité du gouvernement des États-Unis en ce qui touche le paiement des sommes mentionnées dans l'annexe au mémoire britannique.

« 2. Que les susdites saisies, sauf en ce qui concerne le *Pathfinder*, saisi à Neah Bay, ont été effectuées dans la mer de Behring, aux distances de la côte mentionnées au tableau ci-annexé, sous la lettre C.

« 3. Que lesdites visites et saisies de navires ont été faites par des navires armés pour le service public des États-Unis, dont les commandants avaient reçu, toutes les fois qu'elles ont eu lieu, du pouvoir exécutif du gouvernement des États-Unis, des instructions dont un exemplaire est reproduit ci-après, annexe A, les autres exemplaires desdites instructions étant conformes à ce modèle sur les points essentiels; que, dans toutes les occasions où des poursuites entamées devant les cours de district des États-Unis ont été suivies de condamnations, ces poursuites ont débuté par le dépôt d'un acte d'accusation, dont un modèle est annexé ci-dessous, annexe B, les actes d'accusation déposés dans les autres procédures étant, en tous points essentiels, semblables à ce modèle; que les actes ou délits allégués comme motifs de ces visites et saisies ont été accomplis ou commis dans la mer de Behring, aux distances de la côte déjà indiquées; que, dans tous les cas où une condamnation a été prononcée, excepté ceux où les navires ont été relâchés après condamnation, la saisie a été approuvée par le gouvernement des États-Unis, et que, dans les cas où les navires ont été relâchés, la saisie avait été opérée par autorité du gouvernement des États-Unis; que les amendes et emprisonnements susdits ont été prononcés à raison d'infractions aux lois nationales des États-Unis — infractions toutes commises dans la mer de Behring, aux distances de la côte déjà indiquées.

« 4. Que les différents ordres mentionnés dans l'annexe ci-jointe sous la lettre C enjoignant à certains navires de quitter la mer de Behring, ou de ne pas y entrer, ont été donnés par des navires armés pour le service public des États-Unis, dont les commandants avaient, toutes les fois qu'ils ont donné ces ordres, des instructions conformes à celles mentionnées ci-dessus sous le n° 3, et que les navires qui ont reçu ces injonctions étaient occupés à la chasse des phoques ou faisaient route pour entreprendre cette chasse, et que cette façon de procéder a été sanctionnée par le gouvernement des États-Unis.

« 5. Que les cours de district des États-Unis, devant lesquelles des pour-

suites ont été entamées ou suivies pour obtenir des condamnations contre les navires saisis, dont il est fait mention dans l'annexe au mémoire de la Grande-Bretagne (pages 1 à 60 inclusivement), avaient tous droits de juridiction et pouvoirs appartenant à la cour d'amirauté, y compris la juridiction de tribunaux de prises, mais que, dans chaque cas particulier, la sentence prononcée par la cour s'appuyait sur les causes mentionnées dans l'acte d'accusation.

“ ANNEXE (A).

“ *Département du Trésor, cabinet du secrétaire, Washington,*

“ Monsieur,

21 avril 1886.

“ Comme suite à une lettre du département, en date de ce jour, vous enjoignant de vous diriger avec le vapeur du service des douanes *Bear*, placé sous votre commandement, vers les îles aux phoques, vous êtes par les présentes investi de tous les pouvoirs nécessaires pour assurer l'exécution de la loi dont les termes sont contenus dans la section 1956 des statuts révisés des États-Unis, et ordre vous est donné de saisir tout navire et d'arrêter et livrer aux autorités compétentes tout individu ou toutes personnes que vous trouveriez agissant en violation de la loi susmentionnée, après qu'un avertissement suffisant leur aura été donné.

“ Vous saisirez également tous spiritueux et armes à feu que l'on chercherait à introduire dans le pays sans une permission en règle, en exécution de la section 1955 des statuts révisés et de la proclamation du président en date du 4 février 1870.

“ Respectueusement à vous.

(Signé) “ C. S. FAIRCHILD,  
*Secrétaire par intérim.*

“ Au capitaine M. A. Healy,

“ Commandant le vapeur du service des douanes *Bear*,  
“ à San Francisco (Californie).

“ ANNEXE (B).

“ Devant la cour de district des États-Unis pour le district d'Alaska.

“ *Session d'août 1886.*

“ A l'honorable Lafayette Dawson, juge de ladite Cour de district.

“ Le réquisitoire à fin d'information par lequel M. D. Ball, attorney des États-Unis pour le district d'Alaska, poursuivant au nom des États-Unis et présent ici devant la cour, en sa personne, comme représentant des États-Unis et en leur nom, contre la goélette *Thornton*, ses agrès, appareils, embarcations, cargaison et matériel, et contre toute personne intervenant comme ayant des intérêts engagés dans ce navire, en poursuite à fin de confiscation, présente les allégations et déclarations suivantes :

“ Que Charles A. Abbey, officier du service des douanes maritimes des États-Unis, chargé d'une mission spéciale dans les eaux du district d'Alaska, antérieurement au présent jour, à savoir le 1<sup>er</sup> août 1886, dans les limites du territoire d'Alaska et dans ses eaux, et dans les limites du district civil et judiciaire d'Alaska, à savoir dans l'étendue des eaux de cette partie de la mer de Behring qui appartient audit district, dans des

eaux navigables pour des navires venant de la haute mer et jaugeant 10 tonneaux ou au-dessus, a saisi le vaisseau ou navire communément dénommé goélette, le *Thornton*, ses agrès, apparaux, embarcations, cargaison et matériel, lesquels étaient la propriété d'une ou de plusieurs personnes inconnues dudit attorney, et les a confisqués au profit des États-Unis, pour les causes ci-après :

« Que ledit navire ou goélette a été trouvé se livrant à la destruction des phoques à fourrure, dans les limites du territoire d'Alaska et de ses eaux, en violation des dispositions de la section 1956 des statuts révisés des États-Unis ;

« Et ledit attorney déclare que toute les propositions ci-dessus énoncées et chacune d'elles sont et étaient vraies, et qu'elles tombent sous la juridiction maritime et d'amirauté de cette cour, et que, pour cette raison, et en exécution des statuts des États-Unis établis et édictés pour de tels cas, le navire ou la goélette mentionnée et décrite ci-dessus, jaugeant plus de 20 tonneaux, ses agrès, apparaux, embarcations, cargaison et matériel ont été et sont confisqués au profit des États-Unis, et que ladite goélette se trouve maintenant dans le district susdit.

« Ce pourquoi ledit attorney demande que l'honorable Cour de justice procède et avise comme d'usage en cette affaire, et que toutes personnes ayant un intérêt dans ladite goélette ou navire soient citées par voie d'assignation générale ou spéciale, afin de répondre aux propositions sus-énoncées, et que, à la suite de la procédure à ce nécessaire, ledit navire ou goélette, ses agrès, apparaux, embarcations, cargaison et matériel soient condamnés pour ladite cause ou toute autre qu'il apparaîtrait juste, par arrêt formel et décret de cette honorable Cour, et confisqués au profit des États-Unis, selon la forme des statuts desdits États-Unis, établis et édictés pour de tels cas.

(Signé) « M. D. BALL,

« Attorney des États-Unis pour le district d'Alaska.

« ANNEXE (C).

« La table ci-dessous contient les noms des navires britanniques employés à la chasse des phoques qui ont été saisis ou avertis par les croiseurs du service des douanes des États-Unis, de 1886 à 1890, et la distance approximative de la terre où ces saisies ont eu lieu. Ces distances sont indiquées, en ce qui concerne les navires *Carolena*, *Thornton* et *Onward*, d'après le témoignage du commandant Abbey, de la marine des États-Unis (voir 50<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session, Sénat, Documents exécutifs, N<sup>o</sup> 106, p. 20, 30 et 40). Elles sont indiquées, en ce qui concerne les navires *Anna Beck*, *W. P. Sayward*, *Dolphin* et *Grace*, d'après le témoignage du capitaine Shepard, de la marine du Trésor des États-Unis (*Livre bleu*, États-Unis, N<sup>o</sup> 2, 1890, p. 80-82) (voir *Appendice au mémoire britannique*, vol. iii). »

NOM DU NAVIRE.	DATE DE LA SAISIE.	DISTANCE APPROXIMATIVE DE TERRE AU MOMENT DE LA SAISIE.	NAVIRE DES ÉTATS UNIS QUI A FAIT LA SAISIE.
Carolena. . .	1 <sup>er</sup> août 1886	75 milles . . . . .	Corwin.
Thornton . . .	1 <sup>er</sup> — 1886	70 milles . . . . .	—
Onward . . .	2 — 1886	115 milles . . . . .	—
Favourite . . .	2 — 1886	Averti par le « Corwin » à peu près dans la même position que « l'Onward ».	

NOM DU NAVIRE,	DATE DE LA SAISIE.	DISTANCE APPROXIMATIVE DE TERRE AU MOMENT DE LA SAISIE.	NAVIRE DES ÉTATS-UNIS QUI A FAIT LA SAISIE.
Anna Beck . .	2 juillet 1887	66 milles . . . . .	Rush.
W. P. Sayward.	9 — 1887	59 milles . . . . .	—
Dolphin . . .	12 — 1887	40 milles . . . . .	—
Grace . . . .	17 — 1887	96 milles . . . . .	—
Alfred Adams .	10 août 1887	62 milles . . . . .	—
Ada . . . . .	25 — 1887	15 milles . . . . .	Bear.
Triumph. . . .	4 — 1887	Averti par le « Rush » de ne pas entrer dans la mer de Behring	
Juanita . . . .	31 juillet 1889	66 milles . . . . .	Rush.
Pathfinder . .	29 — 1889	50 milles . . . . .	—
Triumph. . . .	11 — 1889	Averti par le « Rush » d'avoir à quitter la mer de Behring. Position au mo- ment de l'avertissement (?)	
Black Diamond.	11 — 1889	35 milles . . . . .	—
Lily . . . . .	6 août 1889	66 milles . . . . .	—
Ariel . . . . .	30 juillet 1889	Averti par le « Rush » d'avoir à quitter la mer de Behring.	
Kate . . . . .	13 août 1889	Idem.	
Minnie . . . .	15 juillet 1889	65 milles . . . . .	—
Pathfinder . .	27 mars 1890	Saisi dans la baie de Neah (*). . . . Corwin.	

Et attendu que le gouvernement de Sa Majesté Britannique a demandé à nous, arbitres susnommés, de décider sur lesdites questions de fait, telles qu'elles résultent de l'exposé susmentionné; que l'agent et les conseils du gouvernement des États-Unis ont, en notre présence et s'adressant à nous, déclaré que ledit exposé des faits était confirmé par les dépositions des témoins, et qu'ils s'étaient mis d'accord avec l'agent et les conseils de Sa Majesté Britannique pour s'en remettre à nos arbitres de dire et prononcer véritable, en tant que nous le jugerions à propos, ledit exposé des faits.

Nous, arbitres susnommés, disons et prononçons à l'unanimité que lesdits faits, tels qu'ils se trouvent dans ledit exposé, sont véritables.

Et attendu que toutes et chacune des questions qui ont été examinées par le Tribunal ont été décidées à la majorité absolue des voix,

Nous, le baron de Courcel, lord Hannen, le juge Harlan, sir John Thompson, le sénateur Morgan, le marquis Visconti Venosta et M. Gregers Gram, étant entendu que les arbitres qui se sont trouvés en minorité sur certaines questions ne retirent pas leurs votes, déclarons que le présent

(\*) La baie de Neah est située dans l'État de Washington, et le « Pathfinder » y a été saisi, du chef de délits commis par lui dans la mer de Behring l'année précédente. Ce bâtiment fut relâché deux jours plus tard.

acte contient la décision finale et la sentence écrite du tribunal, conformément aux prescriptions du traité.

Fait en double à Paris, et signé par nous, le 15<sup>e</sup> jour d'août de l'année 1893.

(Signé) ALPH. DE COURCEL.  
JOHN M. HARLAN.  
JOHN T. MORGAN.  
HANNEN.  
JNO. S. D. THOMPSON.  
VISCONTI VENOSTA.  
G. GRAM.

*Déclarations faites par le tribunal d'arbitrage et présentées aux gouvernements des États-Unis et de la Grande-Bretagne pour être prises en considération par ces gouvernements.*

1. Les arbitres déclarent que les règlements communs tels qu'ils sont établis par le tribunal d'arbitrage, en vertu de l'article VII du traité du 29 février 1892, n'étant applicables que sur la haute mer, devront, dans leur pensée, être complétés par d'autres règlements applicables dans les limites de la souveraineté de chacune des deux puissances intéressées et qui devront être fixés par elles d'un commun accord.

2. Vu l'état critique auquel il paraît constant que la race des phoques à fourrure se trouve actuellement réduite par suite de circonstances incomplètement éclaircies, les arbitres croient devoir recommander aux deux gouvernements de se concerter en vue d'interdire toute destruction des phoques à fourrure, tant sur terre que sur mer, pendant une période de deux ou trois ans, ou d'une année au moins, sauf telles exceptions que les deux gouvernements pourraient trouver à propos d'admettre.

Si cette mesure donnait de bons résultats, elle pourrait être appliquée de nouveau, à certains intervalles, suivant les circonstances.

3. Les arbitres déclarent en outre que, dans leur pensée, l'exécution des règlements établis par le tribunal d'arbitrage devra être assurée par un ensemble de stipulations et de mesures qu'il appartiendra aux deux puissances d'arrêter, et que le tribunal doit s'en remettre en conséquence à ces deux puissances pour rendre effectifs les règlements établis par lui.

Fait et signé à Paris, le 15 août 1893.

(Signé) ALPH. DE COURCEL.  
JOHN M. HARLAN.  
JOHN T. MORGAN.

J'approuve les déclarations 1 et 3.

HANNEN.

J'approuve les déclarations 1 et 3.

JNO. S. D. THOMPSON.  
VISCONTI VENOSTA.  
G. GRAM.







# REVUE

DE

## DROIT INTERNATIONAL ET DE LÉGISLATION COMPARÉE

FONDÉE EN 1869

La REVUE DE DROIT INTERNATIONAL paraît tous les deux mois.

La Revue sert d'organe à l'Institut de droit international.

Prix : Pour la Belgique : 15 francs par an.

Pour l'Union postale : 18 — —

### DIRECTION DE LA REVUE DE DROIT INTERNATIONAL.

MM. T.-M.-C. ASSER, conseiller du Ministère des affaires étrangères, avocat et professeur à l'Université d'Amsterdam, membre de l'Institut de droit international.

ERNEST NYS, professeur à l'Université de Bruxelles, juge au tribunal de 1<sup>re</sup> instance, membre de l'Institut de droit international.

ALPHONSE RIVIER, consul général de la Confédération suisse, professeur à l'Université de Bruxelles, membre de l'Institut de droit international.

ROLIN-JAEQUEMYS, ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Siam, président d'honneur de l'Institut de droit international, professeur honoraire à l'Université de Bruxelles.

ÉDOUARD ROLIN, avocat, associé de l'Institut de droit international, *Rédacteur en chef*.

J. WESTLAKE, Q. C., membre de l'Institut de droit international, à Londres.

### RÉDACTEUR EN CHEF :

M. ÉDOUARD ROLIN, 109, avenue Louise, à Bruxelles.

### SECRÉTAIRE GÉRANT :

M. PAUL HYMANS, avocat, 161, rue du Trône, à Bruxelles.

### FONDATEURS DE LA REVUE DE DROIT INTERNATIONAL

MM. ROLIN-JAEQUEMYS, T.-M.-C. ASSER, J. WESTLAKE

GREAT BRITAIN—BEHRING SEA.

---

1887-1888 *Journal*  
CONVENTIONS

BETWEEN

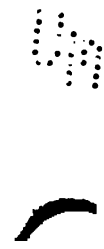
THE UNITED STATES OF AMERICA AND GREAT BRITAIN,

SUBMITTING TO ARBITRATION

THE QUESTIONS CONCERNING THE JURISDICTIONAL RIGHTS  
OF THE UNITED STATES IN THE WATERS OF BEHRING  
SEA, AND RENEWING THE EXISTING "MODUS  
VIVENDI" IN BEHRING SEA.

---

WASHINGTON:  
GOVERNMENT PRINTING OFFICE.  
1892.



100

100

100

# GREAT BRITAIN—BEHRING SEA.

---

## A CONVENTION

BETWEEN

THE GOVERNMENTS OF THE UNITED STATES AND HER BRITANNIC MAJESTY

SUBMITTING TO ARBITRATION

THE QUESTIONS WHICH HAVE ARISEN BETWEEN THOSE GOVERNMENTS  
CONCERNING THE JURISDICTIONAL RIGHTS OF THE UNITED STATES  
IN THE WATERS OF BEHRING SEA.

---

*Concluded at Washington February 29, 1892.  
Ratification advised by the Senate March 29, 1892.  
Ratified by the President April 22, 1892.  
Ratifications exchanged May 7, 1892.  
Proclaimed May 9, 1892.*

---

BY THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

## A PROCLAMATION.

Whereas a Convention between the United States of America and Great Britain providing for an amicable settlement of the questions which have arisen between those Governments concerning the jurisdictional rights of the United States in the waters of the Behring Sea, and concerning also the preservation of the fur-seal in, or habitually resorting to, the said Sea, and the rights of the citizens and subjects of either country as regards the taking of fur-seal in, or habitually resorting to, the said waters, was signed by their respective Plenipotentiaries at the City of Washington, on the twenty-ninth day of February, one thousand eight hundred and ninety-two, the original of which Convention, being in the English language and as amended by the Senate of the United States, is word for word as follows:

The United States of America and Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, being desirous to provide for an amicable settlement of the questions which have arisen between their respective governments concerning the jurisdictional rights of the United States in the waters of Behring's Sea, and concerning also the preservation of the fur-seal in, or habitually resorting to, the said Sea, and the rights of the citizens and subjects of either country as regards the taking of fur-seal in, or habitually resorting to, the said waters, have resolved to submit to arbitration the questions involved, and to the end of concluding a convention for that purpose have appointed as their respective Plenipotentiaries:

The President of the United States of America, JAMES G. BLAINE, Secretary of State of the United States; and

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Sir JULIAN PAUNCEFOTE, G. C. M. G., K. C. B., Her Majesty's

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the United States;

Who, after having communicated to each other their respective full powers which were found to be in due and proper form, have agreed to and concluded the following articles.

#### ARTICLE I.

The questions which have arisen between the Government of the United States and the Government of Her Britannic Majesty concerning the jurisdictional rights of the United States in the waters of Behring's Sea, and concerning also the preservation of the fur-seal in, or habitually resorting to, the said Sea, and the rights of the citizens and subjects of either country as regards the taking of fur-seal in, or habitually resorting to, the said waters, shall be submitted to a tribunal of Arbitration, to be composed of seven Arbitrators, who shall be appointed in the following manner, that is to say: Two shall be named by the President of the United States; two shall be named by Her Britannic Majesty; His Excellency the President of the French Republic shall be jointly requested by the High Contracting Parties to name one; His Majesty the King of Italy shall be so requested to name one; and His Majesty the King of Sweden and Norway shall be so requested to name one. The seven Arbitrators to be so named shall be jurists of distinguished reputation in their respective countries; and the selecting Powers shall be requested to choose, if possible, jurists who are acquainted with the English language.

In case of the death, absence or incapacity to serve of any or either of the said Arbitrators, or in the event of any or either of the said Arbitrators omitting or declining or ceasing to act as such, the President of the United States, or Her Britannic Majesty, or His Excellency the President of the French Republic, or His Majesty the King of Italy, or His Majesty the King of Sweden and Norway, as the case may be, shall name, or shall be requested to name forthwith another person to act as Arbitrator in the place and stead of the Arbitrator originally named by such head of a State.

And in the event of a refusal or omission for two months after receipt of the joint request from the High Contracting Parties of His Excellency the President of the French Republic, or His Majesty the King of Italy, or His Majesty the King of Sweden and Norway, to name an Arbitrator, either to fill the original appointment or to fill a vacancy as above provided, then in such case the appointment shall be made or the vacancy shall be filled in such manner as the High Contracting Parties shall agree.

#### ARTICLE II.

The Arbitrators shall meet at Paris within twenty days after the delivery of the counter cases mentioned in Article IV, and shall proceed impartially and carefully to examine and decide the questions that have been or shall be laid before them as herein provided on the part of the Governments of the United States and Her Britannic Majesty respectively. All questions considered by the tribunal, including the final decision, shall be determined by a majority of all the Arbitrators.

Each of the High Contracting Parties shall also name one person to attend the tribunal as its Agent to represent it generally in all matters connected with the arbitration.

## ARTICLE III.

The printed case of each of the two parties, accompanied by the documents, the official correspondence, and other evidence on which each relies, shall be delivered in duplicate to each of the Arbitrators and to the Agent of the other party as soon as may be after the appointment of the members of the tribunal, but within a period not exceeding four months from the date of the exchange of the ratifications of this treaty.

## ARTICLE IV.

Within three months after the delivery on both sides of the printed case, either party may, in like manner deliver in duplicate to each of the said Arbitrators, and to the Agent of the other party, a counter case, and additional documents, correspondence, and evidence, in reply to the case, documents, correspondence, and evidence so presented by the other party.

If, however, in consequence of the distance of the place from which the evidence to be presented is to be procured, either party shall, within thirty days after the receipt by its agent of the case of the other party, give notice to the other party that it requires additional time for the delivery of such counter case, documents, correspondence and evidence, such additional time so indicated, but not exceeding sixty days beyond the three months in this Article provided, shall be allowed.

If in the case submitted to the Arbitrators either party shall have specified or alluded to any report or document in its own exclusive possession, without annexing a copy, such party shall be bound, if the other party thinks proper to apply for it, to furnish that party with a copy thereof; and either party may call upon the other, through the Arbitrators, to produce the originals or certified copies of any papers adduced as evidence, giving in each instance notice thereof within thirty days after delivery of the case; and the original or copy so requested shall be delivered as soon as may be and within a period not exceeding forty days after receipt of notice.

## ARTICLE V.

It shall be the duty of the Agent of each party, within one month after the expiration of the time limited for the delivery of the counter case on both sides, to deliver in duplicate to each of the said Arbitrators and to the agent of the other party a printed argument showing the points and referring to the evidence upon which his Government relies, and either party may also support the same before the Arbitrators by oral argument of counsel; and the Arbitrators may, if they desire further elucidation with regard to any point, require a written or printed statement or argument, or oral argument by counsel, upon it; but in such case the other party shall be entitled to reply either orally or in writing, as the case may be.

## ARTICLE VI.

In deciding the matters submitted to the Arbitrators, it is agreed that the following five points shall be submitted to them, in order that their award shall embrace a distinct decision upon each of said five points, to wit:

1. What exclusive jurisdiction in the sea now known as the Behring's Sea, and what exclusive rights in the seal fisheries therein, did Russia



assert and exercise prior and up to the time of the cession of Alaska to the United States ?

2. How far were these claims of jurisdiction as to the seal fisheries recognized and conceded by Great Britain ?

3. Was the body of water now known as the Behring's Sea included in the phrase "Pacific Ocean," as used in the Treaty of 1825 between Great Britain and Russia; and what rights, if any, in the Behring's Sea were held and exclusively exercised by Russia after said Treaty ?

4. Did not all the rights of Russia as to jurisdiction, and as to the seal fisheries in Behring's Sea east of the water boundary, in the Treaty between the United States and Russia of the 30th March, 1867, pass unimpaired to the United States under that Treaty ?

5. Has the United States any right, and if so, what right of protection or property in the fur-seals frequenting the islands of the United States in Behring Sea when such seals are found outside the ordinary three-mile limit ?

#### ARTICLE VII.

If the determination of the foregoing questions as to the exclusive jurisdiction of the United States shall leave the subject in such position that the concurrence of Great Britain is necessary to the establishment of Regulations for the proper protection and preservation of the fur-seal in, or habitually resorting to, the Behring Sea, the Arbitrators shall then determine what concurrent Regulations outside the jurisdictional limits of the respective Governments are necessary, and over what waters such Regulations should extend, and to aid them in that determination the report of a Joint Commission to be appointed by the respective Governments shall be laid before them, with such other evidence as either Government may submit.

The High Contracting Parties furthermore agree to coöperate in securing the adhesion of other Powers to such Regulations.

#### ARTICLE VIII.

The High Contracting Parties having found themselves unable to agree upon a reference which shall include the question of the liability of each for the injuries alleged to have been sustained by the other, or by its citizens, in connection with the claims presented and urged by it; and being solicitous that this subordinate question should not interrupt or longer delay the submission and determination of the main questions, do agree that either may submit to the Arbitrators any question of fact involved in said claims and ask for a finding thereon, the question of the liability of either Government upon the facts found to be the subject of further negotiation.

#### ARTICLE IX.

The High Contracting Parties have agreed to appoint two Commissioners on the part of each Government to make the joint investigation and report contemplated in the preceding Article VII, and to include the terms of the said Agreement in the present Convention, to the end that the joint and several reports and recommendations of said Commissioners may be in due form submitted to the Arbitrators should the contingency therefor arise, the said Agreement is accordingly herein included as follows:

Each Government shall appoint two Commissioners to investigate conjointly with the Commissioners of the other Government all the

facts having relation to seal life in Behring's Sea, and the measures necessary for its proper protection and preservation.

The four Commissioners shall, so far as they may be able to agree, make a joint report to each of the two Governments, and they shall also report, either jointly or severally, to each Government on any points upon which they may be unable to agree.

These reports shall not be made public until they shall be submitted to the Arbitrators, or it shall appear that the contingency of their being used by the Arbitrators can not arise.

#### ARTICLE X.

Each Government shall pay the expenses of its members of the Joint Commission in the investigation referred to in the preceding Article.

#### ARTICLE XI.

The decision of the tribunal shall, if possible, be made within three months from the close of the argument on both sides.

It shall be made in writing and dated, and shall be signed by the Arbitrators who may assent to it.

The decision shall be in duplicate, one copy whereof shall be delivered to the Agent of the United States for his Government, and the other copy shall be delivered to the Agent of Great Britain for his Government.

#### ARTICLE XII.

Each Government shall pay its own Agent and provide for the proper remuneration of the counsel employed by it and of the Arbitrators appointed by it, and for the expense of preparing and submitting its case to the tribunal. All other expenses connected with the Arbitration shall be defrayed by the two Governments in equal moieties.

#### ARTICLE XIII.

The Arbitrators shall keep an accurate record of their proceedings, and may appoint and employ the necessary officers to assist them.

#### ARTICLE XIV.

The High Contracting Parties engage to consider the result of the proceedings of the tribunal of arbitration, as a full, perfect, and final settlement of all the questions referred to the Arbitrators.

#### ARTICLE XV.

The present treaty shall be duly ratified by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by Her Britannic Majesty; and the ratification shall be exchanged either at Washington or at London within six months from the date hereof, or earlier if possible.

In faith whereof we, the respective Plenipotentiaries, have signed this treaty and have hereunto affixed our seals.

Done in duplicate at Washington the twenty-ninth day of February, one thousand eight hundred and ninety-two.

JAMES G. BLAINE [SEAL]  
JULIAN PAUNCEFOTE [SEAL]

And whereas the said Convention has been duly ratified on both parts, and the ratifications of the two Governments were exchanged in the City of London, on the seventh day of May, one thousand, eight hundred and ninety-two;

Now, therefore, be it known that I, BENJAMIN HARRISON, President of the United States of America, have caused the said Convention to be made public, as amended, to the end that the same, and every article and clause thereof, may be observed and fulfilled with good faith by the United States and the citizens thereof.

In witness whereof, I have hereunto set my hand and caused the Seal of the United States to be affixed.

Done at the City of Washington, this ninth day of May  
[SEAL] in the year of our Lord one thousand, eight hundred and ninety-two, and of the Independence of the United States the one hundred and sixteenth.

BENJ. HARRISON.

By the President:

JAMES G. BLAINE,  
*Secretary of State.*

# GREAT BRITAIN—MODUS VIVENDI.

---

## CONVENTION

BETWEEN

THE GOVERNMENTS OF THE UNITED STATES AND HER BRITANNIC MAJESTY

FOR THE

RENEWAL OF THE EXISTING MODUS VIVENDI IN BEHRING SEA.

---

*Concluded at Washington April 18, 1892.  
Ratification advised by the Senate April 19, 1892.  
Ratified by the President April 22, 1892.  
Ratifications exchanged May 7, 1892.  
Proclaimed May 9, 1892.*

---

BY THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

### A PROCLAMATION.

Whereas a Convention between the United States of America and Great Britain for the renewal of the existing *modus vivendi* in Behring's Sea was signed by their respective Plenipotentiaries at the City of Washington, on the eighteenth day of April, one thousand eight hundred and ninety-two, the original of which Convention, being in the English language, is word for word as follows:

*CONVENTION between the United States of America and Great Britain for the renewal of the existing "modus vivendi" in Behring's Sea.*

Whereas by a Convention concluded between the United States of America and Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, on the twenty-ninth day of February, one thousand eight hundred and ninety-two, the High Contracting Parties have agreed to submit to Arbitration, as therein stated, the questions which have arisen between them concerning the jurisdictional rights of the United States in the waters of Behring's Sea and concerning also the preservation of the fur-seal in, or habitually resorting to, the said sea, and the rights of the citizens and subjects of either country as regards the taking of the fur-seal in, or habitually resorting to, the said waters; and whereas the High Contracting Parties, having differed as to what restrictive Regulations for seal hunting are necessary, during the pendency of such Arbitration, have agreed to adjust such difference in manner hereinafter mentioned, and without prejudice to the rights of either party:

The said High Contracting Parties have appointed as their Plenipotentiaries to conclude a Convention for this purpose, that is to say:

The President of the United States of America, JAMES G. BLAINE, Secretary of State of the United States;

And Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Sir JULIAN PAUNCEFOTE, Knight Grand Cross of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Knight Commander of the Most Honorable Order of the Bath, and Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Her Britannic Majesty to the United States;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in due and good form, have agreed upon and concluded the following articles:

#### ARTICLE I.

Her Majesty's Government will prohibit, during the pendency of the Arbitration, seal killing in that part of Behring Sea lying eastward of the line of demarcation described in Article No. I of the Treaty of 1867 between the United States and Russia, and will promptly use its best efforts to ensure the observance of this prohibition by British subjects and vessels.

#### ARTICLE II.

The United States Government will prohibit seal-killing for the same period in the same part of Behring's Sea, and on the shores and islands thereof, the property of the United States (in excess of seven thousand five hundred to be taken on the islands for the subsistence of the natives), and will promptly use its best efforts to ensure the observance of this prohibition by United States citizens and vessels.

#### ARTICLE III.


Every vessel or person offending against this prohibition in the said waters of Behring Sea outside of the ordinary territorial limits of the United States, may be seized and detained by the naval or other duly commissioned officers of either of the High Contracting Parties, but they shall be handed over as soon as practicable to the authorities of the Nation to which they respectively belong, who alone shall have jurisdiction to try the offence and impose the penalties for the same. The witnesses and proof necessary to establish the offence shall also be sent with them.

#### ARTICLE IV.

In order to facilitate such proper inquiries as Her Majesty's Government may desire to make with a view to the presentation of the case and arguments of that Government before the Arbitrators, it is agreed that suitable persons designated by Great Britain will be permitted at any time, upon application, to visit or remain upon the Seal Islands during the sealing season for that purpose.

#### ARTICLE V.

If the result of the Arbitration be to affirm the right of British sealers to take seals in Behring Sea within the bounds claimed by the United States, under its purchase from Russia, then compensation shall be made by the United States to Great Britain (for the use of her subjects) for abstaining from the exercise of that right during the pendency of the Arbitration upon the basis of such a regulated and limited catch or



catches as in the opinion of the Arbitrators might have been taken without an undue diminution of the seal-herds; and, on the other hand, if the result of the Arbitration shall be to deny the right of British sealers to take seals within the said waters, then compensation shall be made by Great Britain to the United States (for itself, its citizens and lessees) for this agreement to limit the island catch to seven thousand five hundred a season, upon the basis of the difference between this number and such larger catch as in the opinion of the Arbitrators might have been taken without an undue diminution of the seal-herds.

The amount awarded, if any, in either case shall be such as under all the circumstances is just and equitable, and shall be promptly paid.

#### ARTICLE VI.

This Convention may be denounced by either of the High Contracting Parties at any time after the thirty-first day of October, one thousand eight hundred and ninety-three, on giving to the other Party two months notice of its termination; and at the expiration of such notice the Convention shall cease to be in force.

#### ARTICLE VII.

The present Convention shall be duly ratified by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by Her Britannic Majesty; and the ratifications shall be exchanged either at Washington or at London as early as possible.

In faith whereof, we, the respective Plenipotentiaries have signed this Convention and have hereunto affixed our Seals.

Done in duplicate at Washington, this eighteenth day of April, one thousand eight hundred and ninety-two.

JAMES G. BLAINE, [SEAL]  
JULIAN PAUNCEFOTE. [SEAL]

And whereas the said Convention has been duly ratified on both parts, and the ratifications of the two Governments were exchanged in the City of London, on the seventh day of May, one thousand, eight hundred and ninety-two;

Now, therefore, be it known that I, BENJAMIN HARRISON, President of the United States of America, have caused the said Convention to be made public, to the end that the same, and every article and clause thereof, may be observed in good faith by the United States and the citizens thereof.

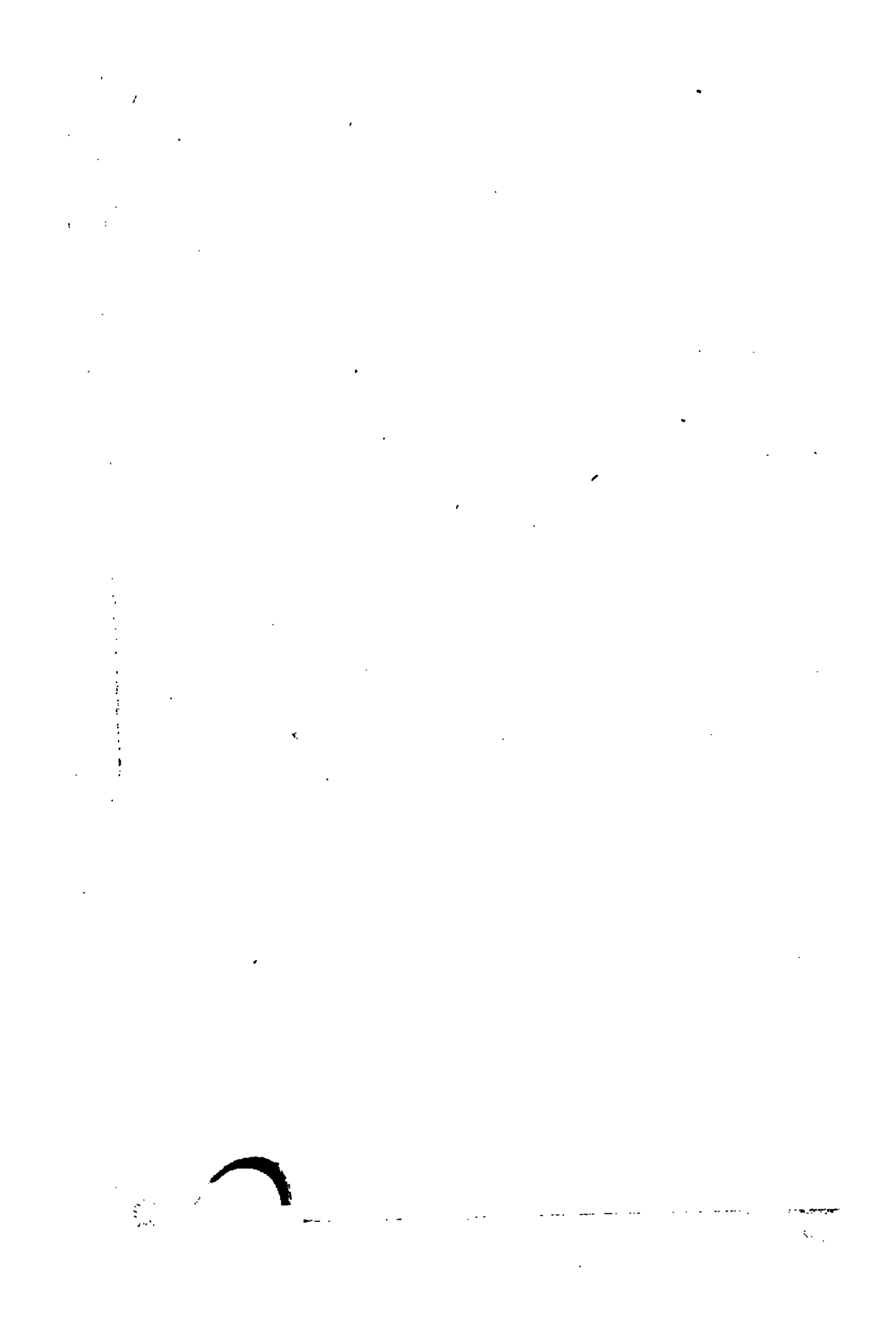
In witness whereof, I have hereunto set my hand and caused the seal of the United States to be affixed.

Done at the City of Washington, this ninth day of May, in the year of our Lord one thousand, eight hundred and ninety-two, and of the Independence of the United States the one hundred and sixteenth.

BENJ HARRISON

By the President:

JAMES G. BLAINE,  
*Secretary of State.*



---

**TREATY**  
**CONCERNING THE CESSION**  
**OF THE**  
**RUSSIAN POSSESSIONS IN NORTH AMERICA**  
**BY**  
**HIS MAJESTY THE EMPEROR OF ALL THE RUSSIAS**  
**TO**  
**THE UNITED STATES OF AMERICA.**

---

**CONCLUDED MARCH 30, 1867.**

**RATIFIED BY THE UNITED STATES MAY 28, 1867.**

**EXCHANGED JUNE 20, 1867.**

**PROCLAIMED BY THE UNITED STATES JUNE 20, 1867.**

---





# BY THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

## A PROCLAMATION.

WHEREAS a treaty between the United States of America and His Majesty the Emperor of all the Russias was concluded and signed by their respective Plenipotentiaries at the city of Washington, on the thirtieth day of March, last, which treaty, being in the English and French languages, is, word for word, as follows:

The United States of America and His Majesty the Emperor of all the Russias, being desirous of strengthening, if possible, the good understanding which exists between them, have, for that purpose, appointed as their Plenipotentiaries: the President of the United States, William H. Seward, Secretary of State; and His Majesty the Emperor of all the Russias, the Privy Counsellor Edward de Stoeckl, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the United States.

And the said Plenipotentiaries, having exchanged their full powers, which were found to be in due form, have agreed upon and signed the following articles:

### ARTICLE I.

His Majesty the Emperor of all the Russias agrees to cede to the United States, by this convention, immediately upon the exchange of the ratifications thereof, all the territory and dominion now possessed by his said Majesty on the continent of America and in the adjacent islands, the same being contained within the geograph-

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et les Etats-Unis d'Amérique, désirant raffermir, s'il est possible, la bonne intelligence qui existe entre eux, ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le Conseiller Privé Edouard de Stoeckl, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire aux Etats-Unis; et le Président des Etats-Unis, le Sieur William H. Seward, Secrétaire d'Etat, lesquels, après avoir échangé leur pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants:

### ARTICLE I.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies S'engage par cette convention, à céder aux Etats-Unis, immédiatement après l'échange des ratifications, tout le Territoire avec droit de Souveraineté actuellement possédé par Sa Majesté sur le continent d'Amérique ainsi que les îles contigues, le dit Territoire étant compris

ical limits herein set forth, to wit: The eastern limit is the line of demarcation between the Russian and the British possessions in North America, as established by the convention between Russia and Great Britain, of February 28-16, 1825, and described in Articles III and IV of said convention, in the following terms:

"Commencing from the southernmost point of the island called Prince of Wales Island, which point lies in the parallel of 54 degrees 40 minutes north latitude, and between the 131st and the 133d degree of west longitude, (meridian of Greenwich,) the said line shall ascend to the north along the channel called Portland channel, as far as the point of the continent where it strikes the 56th degree of north latitude; from this last mentioned point, the line of demarcation shall follow the summit of the mountains situated parallel to the coast as far as the point of intersection of the 141st degree of west longitude, (of the same meridian;) and finally, from the said point of intersection, the said meridian line of the 141st degree, in its prolongation as far as the Frozen ocean.

"IV. With reference to the line of demarcation laid down in the preceding article, it is understood—

"1st. That the island called Prince of Wales Island shall belong wholly to Russia," (now, by this cession, to the United States.)

"2d. That whenever the summit of the mountains which extend in a direction parallel to the coast from the 56th degree of north latitude to the point of intersection of the 141st degree of west longitude shall prove

dans les limites géographiques ci-dessous indiquées; savoir: la limite orientale est la ligne de démarcation entre les possessions Russes et Britanniques dans l'Amérique du Nord, ainsi qu'elle est établie par la convention, conclue entre la Russie et la Grande-Bretagne, le  $\frac{1}{2}$  février 1825, et définie dans les termes suivants des articles III et IV de la dite convention:

"A partir du point le plus méridional de l'île dite Prince of Wales, lequel point se trouve sous la parallèle du 54<sup>me</sup> degré 40 minutes de latitude nord, et entre le 131<sup>me</sup> et le 133<sup>me</sup> degré de longitude ouest (méridien de Greenwich), la dite ligne remontera, au Nord le long de la passe dite Portland Channel, jusqu'au point de la terre ferme où elle atteint le 56<sup>me</sup> degré de latitude nord; de ce dernier point la ligne de démarcation suivra la crête des montagnes situées parallèlement à la côte jusqu'au point d'intersection du 141<sup>me</sup> degré de longitude ouest (même méridien), et finalement, du dit point d'intersection la même ligne méridienne du 141<sup>me</sup> degré formera, dans son prolongement jusqu'à la mer Glaciale, la limite entre les possessions Russes et Britanniques sur le continent de l'Amérique nord-ouest.

"IV. Il est entendu, par rapport à la ligne de démarcation déterminée dans l'article précédent:

"1°. Que l'île dite Prince of Wales appartiendra toute entière à la Russie:" (mais dès ce jour en vertu de cette cession aux États-Unis.)

"2°. Que partout où la crête des montagnes qui s'étendent dans une direction parallèle à la côte, depuis le 56<sup>me</sup> degré de latitude nord au

to be at the distance of more than ten marine leagues from the ocean, the limit between the British possessions and the line of coast which is to belong to Russia as above mentioned (that is to say, the limit to the possessions ceded by this convention) shall be formed by a line parallel to the winding of the coast, and which shall never exceed the distance of ten marine leagues therefrom."

The western limit within which the territories and dominion conveyed, are contained, passes through a point in Behring's straits on the parallel of sixty-five degrees thirty minutes north latitude, at its intersection by the meridian which passes midway between the islands of Krusenstern, or Ignalook, and the island of Ratmanoff, or Noonarbook, and proceeds due north, without limitation, into the same Frozen ocean. The same western limit, beginning at the same initial point, proceeds thence in a course nearly southwest, through Behring's straits and Behring's sea, so as to pass midway between the northwest point of the island of St. Lawrence and the southeast point of Cape Choukotski, to the meridian of one hundred and seventy-two west longitude; thence, from the intersection of that meridian, in a southwesterly direction, so as to pass midway between the island of Attou and the Copper island of the Kormandorski couplet or group in the North Pacific ocean, to the meridian of one hundred and ninety-three degrees west longitude, so as to include in the territory conveyed the whole of the Aleutian islands east of that meridian.

point d'intersection du 141<sup>me</sup> degré de longitude ouest se trouverait à la distance de plus de dix lieues marines de l'océan la limite entre les possessions Britanniques et la lisière de côte mentionnée ci-dessus comme devant appartenir à la Russie" (c'est-à-dire la limite des possessions cédées par cette convention,) "sera formée par une ligne parallèle aux sinuosités de la côte et qui ne pourra jamais en être éloignée que de dix lieues marines."

La limite occidentale des Territoires cédés passe par un point au détroit de Behring sous la parallèle du soixante cinquième degré trente minutes de latitude Nord à son intersection par le méridien qui sépare à distance égale les îles Krusenstern ou Ignalook et l'île Ratmanoff ou Noonarbook et remonte en ligne directe sans limitation vers le Nord jusqu'à ce qu'elle se perde dans la mer Glaciale. Commencant au même point de départ cette limite occidentale suit de là un cours presque Sudouest, à travers le détroit de Behring et la mer de Behring, de manière à passer à distance égale entre le point Nordouest de l'île Saint Laurent et le point Sudest du cap Choukotski jusqu'au méridien cent soixante-douzième de longitude Ouest; de ce point, à partir de l'intersection de ce méridien, cette limite suite une direction Sudouest de manière à passer à distance égale entre l'île d'Attou et l'île Copper du groupe d'îlots Kormandorski dans l'océan Pacifique Septentrional jusqu'au méridien de cent quatre-vingt-treize degrés de longitude Ouest, de manière à enclaver dans le Territoire cédé, toutes les îles Aleoutes situées à l'est de ce méridien.

## ARTICLE II.

In the cession of territory and dominion made by the preceding article, are included the right of property in all public lots and squares, vacant lands, and all public buildings, fortifications, barracks, and other edifices which are not private individual property. It is, however, understood and agreed, that the churches which have been built in the ceded territory by the Russian government, shall remain the property of such members of the Greek Oriental Church resident in the territory, as may choose to worship therein. Any government archives, papers, and documents relative to the territory and dominion aforesaid, which may be now existing there, will be left in the possession of the agent of the United States; but an authenticated copy of such of them as may be required, will be, at all times, given by the United States to the Russian government, or to such Russian officers or subjects, as they may apply for.

## ARTICLE III.

The inhabitants of the ceded territory, according to their choice, reserving their natural allegiance, may return to Russia within three years; but if they should prefer to remain in the ceded territory, they, with the exception of uncivilized native tribes, shall be admitted to the enjoyment of all the rights, advantages and immunities of citizens of the United States, and shall be maintained and protected in the free enjoyment of their liberty, property and religion. The uncivilized tribes will be subject to such laws and regulations as the

## ARTICLE II.

Dans le Territoire cédé par l'article précédent à la Souveraineté des Etats-Unis sont compris le droit de propriété sur tous les terrains et places publics, terres inoccupées toutes les constructions publiques, fortifications, casernes et autres édifices qui ne sont pas propriété privée individuelle. Il est toutefois entendu et convenu que les églises construites par le Gouvernement Russe sur le Territoire cédé resteront la propriété des membres de l'Eglise Grecque Orientale résidant dans ce Territoire et appartenant à ce culte. Tous les archives papiers, et documents du Gouvernement, ayant trait au susdit Territoire et qui y sont maintenant déposés seront placés entre les mains de l'agent des Etats-Unis; mais les Etats-Unis fourniront toujours quand il y aura lieu, des copies légalisées de ces documents au Gouvernement Russe, aux officiers ou sujets Russes qui pourront en faire la demande.

## ARTICLE III.

Il est réservé aux habitants du Territoire cédé le choix de garder leur nationalité et de rentrer en Russie dans l'espace de trois ans; mais s'ils préfèrent rester dans le Territoire cédé ils seront admis, à l'exception toutefois des tribus sauvages, à jouir de tous les droits, avantages et immunités des citoyens des Etats-Unis et ils seront maintenus et protégés dans le plein exercice de leur liberté, droit de propriété et religion. Les tribus sauvages seront assujéties aux lois et réglemens que les Etats-Unis pourront adopter, de temps en temps,

United States may, from time to time, adopt in regard to aboriginal tribes of that country.

#### ARTICLE IV.

His Majesty the Emperor of all the Russias shall appoint, with convenient despatch, an agent or agents for the purpose of formally delivering to a similar agent or agents appointed on behalf of the United States, the territory, dominion, property, dependencies and appurtenances which are ceded as above, and for doing any other act which may be necessary in regard thereto. But the cession, with the right of immediate possession, is nevertheless to be deemed complete and absolute on the exchange of ratifications, without waiting for such formal delivery.

#### ARTICLE V.

Immediately after the exchange of the ratifications of this convention, any fortifications or military posts which may be in the ceded territory, shall be delivered to the agent of the United States, and any Russian troops which may be in the territory shall, be withdrawn as soon as may be reasonably and conveniently practicable.

#### ARTICLE VI.

In consideration of the cession aforesaid, the United States agree to pay at the treasury in Washington, within ten months after the exchange of the ratifications of this convention, to the diplomatic representative or other agent of his Majesty the Emperor of all the Russias, duly authorized to receive the same, seven million two hundred thousand dollars in gold.

à l'égard des tribus aborigènes de ce pays.

#### ARTICLE IV.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies nommera aussitôt que possible un agent ou des agents chargés de remettre formellement à l'agent ou aux agents nommés par les Etats-Unis, le Territoire, la Souveraineté, les propriétés, dépendances et appartenances ainsi cédés et de dresser tout autre acte qui sera nécessaire à l'accomplissement de cette transaction. Mais la cession, avec le droit de possession immédiate, doit toutefois être considérée complète et absolue à l'échange des ratifications sans attendre la remise formelle.

#### ARTICLE V.

Immédiatement après l'échange des ratifications de cette convention, les fortifications et les postes militaires qui se trouveront sur le Territoire cédé seront remis à l'agent des Etats-Unis et les troupes Russes qui sont stationnées dans le dit Territoire, seront retirées dans un terme praticable et qui puisse convenir aux deux parties.

#### ARTICLE VI.

En considération de la susdite cession, les Etats-Unis s'engagent à payer à la Trésorerie à Washington, dans le terme de dix mois après l'échange des ratifications de cette convention, sept millions deux cent mille de dollars en or, au Représentant diplomatique ou tout autre agent de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies dûment autorisé à recevoir

The cession of territory and dominion herein made is hereby declared to be free and unincumbered by any reservations, privileges, franchises, grants, or possessions, by any associated companies, whether corporate or incorporate, Russian or any other, or by any parties, except merely private individual property holders; and the cession hereby made, conveys all the rights, franchises, and privileges now belonging to Russia in the said territory or dominion, and appurtenances thereto.

#### ARTICLE VII.

When this Convention shall have been duly ratified by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate, on the one part, and on the other by his Majesty the Emperor of all the Russias, the ratifications shall be exchanged at Washington within three months from the date hereof, or sooner, if possible.

In faith whereof, the respective plenipotentiaries have signed this convention, and thereto affixed the seals of their arms.

Done at Washington, the thirtieth day of March in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-seven.

[L. s.] WILLIAM H. SEWARD.

[L. s.] EDOUARD DE STOECKL.

cette somme. La cession du Territoire avec droit de souveraineté faite par cette convention est déclarée libre et dégagée de toutes réservations, privilèges, franchises ou possessions par des compagnies Russes ou tout autre légalement constituées ou autrement ou par des associations sauf simplement les propriétaires possédant des biens privés individuels et la cession ainsi faite transfère tous les droits, franchises et privilèges appartenant actuellement à la Russie dans le dit Territoire et ses dépendances.

#### ARTICLE VII.

Lorsque cette convention aura été dûment ratifiée par Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies d'une part et par le Président des Etats-Unis avec l'avis et le consentement du Sénat de l'autre, les ratifications en seront échangées à Washington dans le terme de trois mois à compter du jour de la signature ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé cette convention et y ont apposé le sceau de leur armes.

Fait à Washington le 18-30 jour de Mars de l'an de Notre Seigneur, mil huit cent soixante sept.

[L. s.] EDOUARD DE STOECKL.

[L. s.] WILLIAM H. SEWARD.

And whereas the said Treaty has been duly ratified on both parts, and the respective ratifications of the same were exchanged at Washington on this twentieth day of June, by William H. Seward, Secretary of State of the United States, and the Privy Counsellor Edward de Stoeckl, the Envoy Extraordinary of His Majesty the Emperor of all the Russias, on the part of their respective governments,

Now, therefore, be it known that I, ANDREW JOHNSON, President of the United States of America, have caused the said Treaty to be made public, to the end that the same and every clause and article thereof may be observed and fulfilled with good faith by the United States and the citizens thereof.

In witness whereof, I have hereunto set my hand, and caused the seal of the United States to be affixed.

Done at the city of Washington, this twentieth day of June, in the year of our Lord one thousand  
[L. S.] eight hundred and sixty-seven, and of the Independence of the United States the ninety-first.

ANDREW JOHNSON.

By the President:

WILLIAM H. SEWARD,  
*Secretary of State.*







# The Columbian University,

WASHINGTON, D. C.

---

1. The University publishes in this form the results of original inquiry or independent research.

2. The University assumes no responsibility for expressions of individual opinion contained in publications made under its auspices.

3. All publications of the University are kept on sale at prices varying with the cost of publication.

4. All communications relating to the purchase of publications should be addressed to The Treasurer of the Columbian University, Washington, D. C.

The price of this publication is twenty-five cents per copy.

# THE BERING SEA ARBITRATION;

OR,

## "Pelagic Sealing" Juridically Considered According to a Particular Analogy of Municipal Law.

In the primeval state of man property is supposed to have begun with the occupation of things for man's personal use. The Roman Law of Occupation was at once very simple and very strict. Wild animals, as being in their natural state *res nullius*, were held to be convertible into property by occupation; and this for the sufficient reason that what belonged to nobody could be made to belong to anybody who took it. Not, indeed, that *mere* taking gave ownership or value, but that it was only by the instrument of occupation, to the ends of possession, that wild animals could be made serviceable, and therefore valuable, to man. Hence, in enunciating the maxim of the Civil Law, *res nullius occupanti conceditur*, we must emphasize equally each word in the sentence.

In consistency with this maxim, it was held in early Roman Law that the right of occupation which attached to wild animals was a pure *ius hominis*, belonging to any man who captured them, anywhere, for his personal benefit, and not an *ius dominii* resulting from ownership of the soil on which the wild animals were found. The owner of the soil had, indeed, a right to prohibit the entrance of a huntsman on his farm, but he could not claim the wild game which was killed or captured on his premises, even when the killing or capture was effected in violation of his interdict. His remedy was to sue for trespass. Yet as the land-owner, by his interdict, could maintain, *de facto*, the exclusive privilege of hunting on his own grounds, the game found on his soil could be placed practically at his exclusive command.\* In cases, therefore, where the game found on land was sparse, casual, and uncertain, it could not be

---

\* Digest, xli, 1, 3, §§ 1, 2.

held to constitute any part of the *fructus* of the farm; but in cases where the game could be singled out, as an object of economic significance, it *was* competent to hold and consider it as *fructus*. Hence the doctrine of Julian, when, as we read in the Digest, "he denied that hunting was *fructus* of a farm, unless the *fructus* of the farm resulted from hunting."\* In another part of the Digest we read, in consistency with this doctrine, that lucrative returns from fowling, fishing, and hunting pertained to the fructuary,† and even where the hunting was not very important, because it took place in the woods and mountains of a landed estate, we are told that it could be "fairly asserted" (that is, could be asserted in equity) to constitute a part of the usufruct;‡ while this was clearly the case where a hunting-staff or a working-plant was connected with the estate for the express purpose of capturing game.§

With regard to animals which were partially domesticated, and which, by reason of their habits, whether natural or acquired, could be put under a partial human control, a somewhat different rule obtained. To the extent in which these animals, by virtue of their habit for locality, could be made self-subservient to the uses of man, it was held that they became the qualified property of the owner who had domesticated them, or who, by purchase or otherwise, had a right to profit from their custody. The rule under this head, as laid down by Gaius, is as follows:

"As to animals which, from habit, are wont to go away and return, such as pigeons and bees, likewise deer that are wont to go to the woods and return, we have this rule handed down, that if they cease to have a disposition to return [*revertendi animus*] they cease also to be ours, and may become the property of the first takers; and they seem, moreover, to cease to have a disposition to return when they may have abandoned the habit of returning."||

---

\* Digest, xxii, 1, 26: "Venationem fructus fundi negavit esse, nisi fructus fundi ex venatione constet."

† Digest, vii, 1, 9, § 5.

‡ Digest, vii, 1, 62.

§ Digest, xxxiii, 7, 12, §§ 12, 13.

|| Gaius, ii, § 68: In iis autem animalibus quæ ex consuetudine abire et redire solent, veluti columbis et apibus, item cervis qui in silvas ire et redire solent, talem habemus regulam traditam, ut si revertendi animus habere desierint, etiam nostra esse desinant, et fiant occupantium; revertendi autem animus videntur desinere habere cum revertendi consuetudinem deseruerint.



The same doctrine meets us in the Digest\* and in the Institutes.†

It is easy to perceive the reason and ground of this rule of law. Certain animals, by reason of their *animus revertendi*, can, without their knowing it, be made subservient to the economic control of man. *Sic vos non vobis mellificatis apes.* The *animus revertendi*, as cited by Gaius, is not an index of mansuetude. It exists alike in wild bees and in tame bees,‡ but in the case of the latter it has been seized on by man as an instinct which, under appropriate arrangements (that is, by the inclosure of bees in artificial hives), can be made tributary to economic ends at a spot selected by man and under his control. The animal's state of mind is important only because it serves as an index of the owner's prospect of retaining the animal in his possession.

Speaking in the language of the schools, we may say that man is the *efficient* cause of bee husbandry. The material with which he makes his hives is the *material* cause. The tools with which he constructs hives are the *instrumental* cause. The conditions which prescribe the shape and structure of the hives are the *formal* cause, while economic gain is the *final* cause of the whole proceeding. But in this array of causes, it is the *animus revertendi* which conditions the whole process, and which, at bottom, is the conditioning factor of the whole process. As the logic of causation shifts with the point of view, if the point of view be shifted from the hives to the bees themselves it must be said that the bees are the *material* cause of bee husbandry, and that the *animus revertendi* is the *instrumental* cause of bee husbandry.

From this analysis it would appear that it is the qualified dominion of man over animals having an *animus revertendi* (that is capable of being turned to economic uses) which gives rise to a qualified property in them. The right of free occupation comes, as to them, under restriction, because they are already the subjects of a prior, though qualified, occupation.

As the Commentators say, the occupation of animals which are by nature *feræ naturæ* implies four conditions: First, The animal at

---

\* Digest, xli, 1, 5.

† Institutes, ii, 1, 15.

‡ Pufendorf is careful to note this fact, as bearing on the logic of the law. He says: "Consuetudinem ad alvearia sua redeundi non adusuetudine hominum, sed propriæ naturæ instinctu, habent; de caetero plane indociles." Puf. De Jure Naturæ, Lib. iv, 6, 5.

the time of capture must be really and entirely *res nullius*. Secondly, It must be taken with a view to possession. The man who kills a wild bird merely to show his skill as a marksman is not an occupant in even an inchoate sense. He may be shooting merely for a wager. Thirdly, The desire of possession, the *animus possidendi*, must be authenticated and effectuated by some definitive act which translates the desire of possession into an accomplished fact. The man who stumbles on a honeycomb in the forest and who desires to possess it, does not make it his by marking the tree on which he finds it, however fixed and sincere may be his purpose to return and take the comb into possession at a future day.\* Fourthly, The thing occupied must be of some value in use or exchange; otherwise the *animus possidendi* would not arise, and the act of possession would not be put forth. Rats and mice have an *animus revertendi* which man can only deplore in economics, because their *animus revertendi* cannot be made important from a utilitarian point of view. Dogs have an *animus revertendi*, but it is held by Blackstone that dogs have no intrinsic value at Common Law, as being "creatures kept for whim and pleasure" and not for food. Dogs have intrinsic value in Greenland, because there they are made ancillary to economic ends. A pack of dogs kept as an instrument of hunting would seem to have intrinsic value.

We see, therefore, that the law of occupation, as to animals, has its ultimate foundation in the destination of creatures *feræ naturæ* to subserve purposes of human utility. Hence, it does not surprise us to find that when the Roman jurists came to expound the law of usufruct they brought that law into careful coördination with the law of occupation. The law of occupation was subordinated to the law of usufruct. Whatsoever grew on a farm and whatsoever could be gathered from a farm (under the limitations prescribed by usufructuary law, to wit, *ut boni viri arbitratu fruatur*) was held to be *fructus* of the farm, for the reason that it had value in use and value in exchange. Hence, if there were bees on a farm, it was held that the usufruct of them pertained to the fructuary.† The reference here is not to swarms of wild bees flying across the fields or settling by accident on a tree, for they are not property,‡ but refer-

---

\* Glück : Ausführliche Erläuterung der Pandecten, Ser. xli, xlii, 174 ; cf. also 7 Johnson (N. Y.), 16.

† Digest, vii, 1, 9, § 1.

‡ Digest, xlvii, 2, 26.

ence is made to domesticated bees kept in a hive for economic uses. In like manner, we read in the same relation that pigeons which are wont to be let loose from a pigeon-house are liable to be counted among valuable assets in a proceeding at law for dividing an estate among the coheirs, and this for the reason that "they are our property so long as they have a habit of returning to us." "If anybody shall capture them," adds the text-writer, "we can properly bring an action of theft against him." \*

By parity of reason Pomponius argues, in another place, with regard to a tame fowl, in which the *animus revertendi* is the result of training and not, as in bees, the result of natural instinct, that "if you should hunt down my tame peacock, when it had escaped from my home, until it perishes, I shall, in such case, have it in my power to bring an action of theft against you, if anybody shall have commenced upon him an act of appropriation." †

The jurisprudence of the civilized world is essentially one. The rule of the Common Law coincides with the rule of the Civil Law in regard to domesticated animals which have an *animus revertendi* that is convertible to economic uses. Bracton early brought the doctrine into English jurisprudence as a direct importation from Roman law. ‡ "The little busy bee" holds a high place in the legal literature of the world, as well as in descriptive and didactic verse, from the days of Homer to Dr. Watts. If Vergil devotes a whole book of the Georgics to apiculture, it is because of the place which apiculture had in Roman economics. If the text books from Gaius to Blackstone take account of bees, it is because of the property right which attaches to them. It has been ruled that where bees escape from their owner's hive and swarm on a neighbor's land the owner may reclaim them if he can identify them, though he becomes liable to an action for trespass in entering on his neighbor's land to repossess himself of them. § The inability of the owner of a personal chattel to retake it on the premises of another without committing a trespass does not in the least impair the owner's legal interest in the chattel. It only embarrasses the use or enjoyment of it. ||

---

\* Digest, x, 2, 8, § 1.

† Digest, xlvii, 2, 37.

‡ 1 Bracton (Twiss's ed.), 66, 67; cf. 2 Blackstone, 392-394.

§ 2 Devereux (N. C.), 162; 3 Binney (Pa.), 546.

|| 15 Wendell (N. Y.), 550.



I have cited these principles in order to show in a clear light the ingredients which, according to the written reason of the Roman Law and the rulings of the Common Law, are held to create a property right in animals having a habit of returning to a given spot, if they are there placed under human custody for economic ends. It is not, we see, the mere *animus revertendi* which constitutes value, but the economic uses to which that *animus revertendi* can be put after it has been husbanded by human art, and to which it can be rightfully put, because it represents, at that given spot, the husbandry of human labor and human skill. Where the *animus revertendi* cannot be made the basis of economic use, no effort is made by man to husband it. Where the *animus revertendi* already exists in the case of certain animals, but where it is so vagrant, inconsiderable, and unmanageable that it cannot be counted on with any degree of economic certitude, no effort is made by man to profit by it on any considerable scale. The wild goose in all her migrations has the instinct of return to her breeding place, but it cannot be made the basis of economic purpose or valuation beyond that vagrant purpose and inconsiderable valuation which move in the right of individual capture—a right open to all men wherever they find wild geese, unless they find them flying over land which the proprietor has interdicted to the casual sportsman.

Modern jurisprudence, as everybody knows, has in great measure transformed the right of game-capture from an *ius hominis* into an *ius domini*. Yet this transformation has wrought no change in the reason and ground on which value is attached to certain animals having an *animus revertendi*. The rule of law continues to depend entirely on the degree to which that quality, under human regulation, can be utilized for economic ends, and this utilization for economic ends (as we see in the case of bees) is most immediately available in the case of animals which have, *by nature*, an habitual disposition of return which so ties them to a given place that the habit may be directly used for economic purposes. The economic aptitudes of such animals, if they be found in sufficient numbers to make their inclosure or husbandry an object of gain, can be made at once the basis of economic computation—a basis of computation almost as fixed as the soil to which they are tied by the habit of return.

For it is precisely in proportion as the *animus revertendi* of useful animals is a stable quality that it lends itself to economics. If at

any place a breed of homing pigeons could be found which should have, *by nature*, the homing instinct, that breed would at once be taken under human tutelage. The industry spent in creating and conserving a homing instinct in the artificial variety would be spent in protecting and conserving the newly discovered breed which had, by natural heredity, that valuable peculiarity; and, other things being equal, still higher sanctions of property would attach to pigeons of such a breed, because, so far as they were taken into human custody, a violation of the property-right in them would be still more injurious to the interests of public and of private economy based on the perpetuation of this more useful variety.

It would seem that these facts in the economics of natural history and the rules of law which have been based on them are not without their application to the controversy now pending between the United States and Great Britain with regard to the capture on the high seas of fur-seals which have their birthplace in Alaska, and which, in all their pelagic migrations, are known to have an *animus revertendi* which gives to the breed a calculable value at the point of fixed return. This *animus revertendi*, it is true, is not the creation of human art in seals, any more than in bees; but for the very reason that it has a fixed quality it can be made, under proper control, the more tributary to man's emolument. On the faith of this instinct, and of the property-right which it conditionates and assures so long as it is not disturbed, the Government of the United States has done infinitely more for the Alaskan seals which it husbands than the most enthusiastic apiculturist has ever essayed to do for the honey bees which he may have domesticated and inclosed in patent hives of the latest construction and most costly variety. The highest resources of state-craft, of administrative policy, of police control, and even of international diplomacy have been put in requisition for the protection of the fur-seal breed, on the ground that the fur-seal husbandry is a factor in our national economics, as well as in the economics of the world; and on the further ground that depredations committed on the seal herds in their pelagic migrations must lead eventually to the destruction of the fur-seal species in Alaska (as has happened elsewhere), and so must inure to the economic detriment of the United States. It is further argued that the capture of seals in their periods of annual migration is attended with circumstances of wanton barbarity and of wasteful excess, which should be prohibited in the interest of public and private morality.

The Government of the United States avers that the Alaskan seal is an amphibious animal, which has its fixed home on Alaskan islands, and that from this home it never long departs, because of its fixed *animus revertendi*; that this fixed *animus revertendi* gives to the breed an economic aptitude of great value; that the seal herds, in their periodical migrations, however far they may roam from land, can still be definitely related to the soil on which they increase and multiply; that the destruction of seals in their passage to their breeding places, when the mother seals are heavy with young, or the destruction of seals as they go forth from the Alaskan rookeries to secure food on the high seas in order to nurture their new-born progeny, involves a reckless waste of valuable animal life, does despite to the qualified property right of the United States, evicts by violence the habitual *animus revertendi* which is the instrument of that right, and so tends to work the gradual but certain extinction, for commercial ends, of a species in which the economy of the civilized world has an interest; that the United States have in the seal husbandry of Alaska a vested right, in so far as the value of the fur-seals may be said to have entered as a consideration into the purchase-money paid to Russia for Alaska, and in so far as the annual value of the fur-seal usufruct, farmed out by the Government of the United States, has been administered with a sedulous regard to the preservation of the breed.

The Government of Great Britain is understood to affirm that fur-seals are indisputably animals *feræ naturæ*; that these have universally been regarded by jurists as *res nullius* until they are caught; that property can vest in them only so long as a person has reduced them into possession by capture; that the qualified right of property for which the United States contend in the case of the seal herds during their periods of pelagic migration is not sound, either in fact or in law, and that, as to such seal herds, on the high seas, it is not competent for the United States, or for any "private interest" holding under them, to assert any priority or pre-eminence of right. To this effect Sir Julian Pauncefote, in his communication of April, 1890, held the following language:

"It has been admitted from the commencement that the sole object of the negotiation is the preservation of the fur-seal species for the benefit of mankind, and that no considerations of advantage to any particular nation or of benefit to any private interest should enter into the question."

In a dispatch under date of May 22, 1890, Lord Salisbury wrote :

“ Her Majesty’s Government would deeply regret that the pursuit of fur-seals on the high seas by British vessels should involve even the slightest injury to the people of the United States. If the case be proved, they will be ready to consider what measures can be properly taken for the remedy of such injury, *but they would be unable on that ground to depart from a principle on which free commerce on the high seas depends.*”

For the purposes of the following discussion it is not pretended that the exploded doctrine of *mare clausum* should be installed in place and power to protect an interesting and valuable species of animals. The doctrine of *mare liberum*, as expounded by Grotius, need not be impeached ; but the doctrine of *mare liberum* is itself a juristic conquest—a conquest which in the progress of juridical ideas among the nations of the earth has been slowly gained over the doctrine of *mare clausum* as formerly asserted by Great Britain, Spain, and Portugal. The modern doctrine is juristic in its genesis, and therefore cannot come in conflict with the juristic rights of the United States, if they have any, in the Alaskan seal herds found on the high seas. The rationale of the doctrine of *mare liberum* is well summed up by Hall when he says : “ It is commonly stated that the sea cannot be occupied, it is indivisible, inexhaustible, and productive, so far as it is productive at all, *irrespectively of the labor of man* ; it is neither physically susceptible of allotment and appropriation, nor is there the reason for its appropriation which induced men to abandon the original community of goods.” \*

But the Government of the United States maintains that the Bering sea, so far as it is “ productive ” of Alaskan seals, is not now and will not long remain a nursery of seals “ *irrespectively of the labor of man.* ” Much of labor has been expended by the United States for the safe guarding of the seals in their breeding places. The sea has been patrolled by American cruisers for the protection of the seal herds. A “ close season ” has been concerted between the governments of the United States and Great Britain for the restriction of seal slaughter ; and it is because the permanent protection of the seal herds calls for international action beyond the maritime jurisdiction of the United States that the arbitration of a mixed commission has been invoked, to the end that by its verdict

---

\* Hall : International Law, p. 148.

the "important element of finality may be secured" as between the two governments most immediately concerned, and to the further end that a firm basis may be laid for the lasting settlement of the question by providing for the adhesion of other governments.

To the writer of this paper it does not seem that the United States, in the purchase of Alaska from Russia, bought along with it a *mare clausum* in the Bering sea. The United States could not buy more than Russia had to sell. But the United States *could* buy from Russia a right to the undisturbed enjoyment of the Alaskan seal usufruct on sea, as well as on land, for this is a right which Russia enjoyed and a right which, attaching as it does to animals having the *animus revertendi*, is rooted in a rule of reason and of law as old as the property law of historical jurisprudence. The rule was old in the days of Gaius. He says it is one which in his day had been "handed down" as settled law.

It has been well said by Sir Travers Twiss that "the right of fishery comes under different considerations of law from the right of navigation, as the right of fishery in the *open sea* within certain limits [the three-mile zone] may be the exclusive right of a nation. The *usus* of all parts of the open sea, in respect of navigation, is common to all nations, but the *fructus* is distinguishable in law from the *usus*, and, in respect of fish or zoöphites or fossil substances, may belong in certain parts [that is, within the aforesaid zone] exclusively to an individual nation."\*

Sir Travers elsewhere argues that the right of fishing in the open sea is common to all nations "on the same principle which sanctions the common right of navigation, namely, that *he who fishes in the open sea does no injury to any one, and the products of the sea are in this respect inexhaustible and sufficient for all.*"† It would be impossible to conceive a negative pregnant more emphatic against the assumed right of fur-seal capture, for such capture of Alaskan seals works a positive "injury" to the United States, and tends to exhaust a supply which is *not* "inexhaustible" and *not* "sufficient for all." The freedom of the ocean has no more vehement assertor than Calvo, yet he admits that, by international convention, there may be partial "derogations" from that freedom when such

---

\* Twiss : Law of Nations (in Time of Peace), 311.

† Twiss : Law of Nations (in Time of Peace), 300.

1 Calvo : Droit International, 481.

"derogations" are "dictated by a maritime interest of first order, notably, the exploitation of coast fisheries of an exceptional nature." And what can be more "exceptional" than the exploitation of the "maritime interest" which the United States have in *fur-seals born on their own soil*?

As the *animus revertendi* insures the owner's property right in inclosed bees, when they have swarmed (in such way as to be identifiable) on the land of a neighbor, though they cannot there be reclaimed without "trespass," it would seem not unreasonable to hold that the owner's property right in inclosed seals should be secured by their *animus revertendi* during the period of their pelagic migrations, since, if they are of right reclaimable at all, they are there reclaimable without liability to indictment for "trespass." Writs will not run either for the action in trover or of trespass on the case within the "no-man's-land" of the inappropriable ocean; but the rules of right between two nations ought to be essentially the same as the rules of right between two individuals, however different may be the rules of procedure. Though our Archbold cannot help us here, the great maxim, "*Honeste vivere; Alterum non lædere; Suum cuique tribuere*," should certainly be as much the breviary of International Law in this year of Grace as it was of Roman Law under the Cæsars.

The right of each nation to claim jurisdiction over its territorial waters to the extent of a marine league from the coast line is vindicated by Mr. Henry Sidgwick, among other reasons, on the ground that "each country should have the power of regulating the fisheries on its coast, to prevent wasteful exhaustion of the supply."\* But, to prevent the "wasteful exhaustion" of the seal supply, it is as necessary that seals should be protected in their pelagic migrations as in their breeding places; and the qualified property enjoyed by the United States in the Alaskan seal herds, by virtue of their *animus revertendi*, would seem to justify the claim that that right should be as sacred under international as under municipal law. It was held under the Civil Law that whether an animal has lost its *animus revertendi* or not is a question of fact, and that he who, while the *animus* still persists, seeks to dislodge it by a premature capture has committed upon that animal an act of theft.† It is on the fixed quality of this *animus* in the Alaskan

---

\* Henry Sidgwick : Elements of Politics, p. 241.

† Glück : Pandecten, Ser. xli, xlii, p. 46.

seals, and on the property right which it authenticates so long as it persists, that the owner, it would seem, may base a reasonable claim that his property right in them shall not be divested by a premature, and therefore an unlawful, capture. And the question of fact as to the persistency of the *animus* does not depend at all on the distance to which the normal excursions of the animal may extend in its outgoings and incomings. This distance, if great, only embarrasses the vindication of the property right by embarrassing the pursuit of the animal. It does not extinguish the right, if the *animus* continues to be lodged in the animal. In the case of the carrier-pigeon, the distance to which he extends his flight, while preserving the *animus revertendi*, does but increase his value. The honey-bee, the carrier-pigeon, and the Alaskan seal have each a radius of migration according to their kind. Ease or difficulty of perquisition in the case of estrays affects legal remedies rather than legal rights, just as formerly in the Isle of Man it was held to be no felony to take away an ox or an ass, but only a trespass, because of the difficulty in that little territory of either concealing or carrying off such big quadrupeds; while to steal a pig or a fowl was punishable with death, because the facility with which that crime could be committed seemed to require a strong deterrent.\*

To hold that the *animus revertendi* of Alaskan seal herds is sacred from assault within three miles from the shore, but is open to marauders' violence at a distance one mile further (while the *animus revertendi* remains just as strong in the remoter as in the nearer stretches of their migrations), is to play fast and loose with this rule of right, and so to convert it into a delusion and a snare. The seal husbandman who should learn that the *animus revertendi* of bees will protect the owner's right in them indefinitely, even when it runs on land where another has the *ius dominii*, but that in the case of seals it will not run on salt water more than three miles, though outside of that limit nobody has a *ius dominii* to plead against it, (and though, too, it is just as strong at a distance of four miles or four hundred miles outside of that limit as at a distance of one mile inside of the limit), might be sorely tempted to commit even a worse irreverence than that of Mr. Bumble when, in his legal discomfiture, he exclaimed, "The Law is a ass, a idiot!"

For the purposes of this discussion it is not pretended that the Government of the United States, by its unilateral act, has the

---

\* 4 Stephen's Commentaries, 108.

right to declare, as a dictum of International Law, that the capture of pelagic seals is *contra bonos mores*. That maxim has a definite meaning in law, and cannot be stretched to cover newly emergent cases in international ethics. "Just as the legal obligations of an individual are defined, not by the moral ideal recognized in the society to which he belongs, but by the laws in force within it, so no State can have the right to demand that another State shall act in conformity with a rule in advance of the practical morality which nations in general have embodied in the law recognized by them."\* Nations in general have not pronounced the capture of seals on the high seas to be *contra bonos mores*. The reply of Lord Salisbury under this head seems to be conclusive, but it is a reply which moves, and was intended to move, in *static* law alone. The argument of Mr. Blaine moves in what we may call the *dynamics* of International Law, because it moves in the direction of that "moral ideal" which is the perpetual *point de mire* of an advancing civilization—a moral ideal accepted by Lord Salisbury himself when he says that "Her Majesty's Government would deeply regret that the "pursuit of fur-seals on the high seas by British vessels should involve even the slightest injury to the people of the United States."

That the capture of mother seals heavy with young is as morally barbarous as it is economically wasteful would seem to be clear in ethics. Under the Mosaic Law it was forbidden to take the mother bird with her young, if she were found sitting upon her fledglings or upon eggs "in a nest on the ground or in any tree."† The motive of the law was partly economic (to prevent the extinction of the bird species) and partly humanitarian (to prevent cruelty to animals and the human brutalization which such cruelty engenders). The economic motive of the law is so obvious that it was caught up and enshrined in the popular verse of the *Carmen Monitorium*, ascribed to the Greek poet Phocylides, but commonly supposed to have been written under his assumed name, in the fourth century of the Christian era.‡ The municipal law of the civilized world inhibits the slaughter of game during the breeding season.

---

\* Hall : International Law, p. 5.

† Deuteronomy, xxii, 6, 7.

‡ Gaisford : Poetæ Minores Græci, vol. i, p. 451 :

Μηδέποτε χρήστης πικρὸς ἀνδρὶ πένητι,  
Μηδέ τις ὄρνιθας καλιῆς ἄμα πάντα ἐλέσθω,  
Μητέρα δ' εκπρολίποις, ἢν' ἐχῇ πάλι τῇσδε νεοσσούς.



For the purposes of this discussion it is not pretended that an assimilated "action in trover" should lie in the forum of International Law against the American or Canadian seal hunter who spears an Alaskan seal on the high seas and converts it into his private property under color of the law of occupation; but it is hoped that the same property right which in the case of honey-bees has been vindicated by the Municipal Law of the civilized world, and the same property right which in a suit at Common Law has been vindicated even in the case of dog-whelps, musk-cats, and monkeys—"because they are merchandise"\*—may now be found capable of substantiation and protection under the ægis of international convention. The Alaskan seals find, for the time being, a partial safeguard under the shield of the *modus vivendi* concerted between the two governments. It is simply proposed to put that safeguard under the terms of a permanent and effective international arrangement.

As has been well said by the German jurist Jhering, "he who battles for constitutional and international law is none other than he who battles for private law; the same qualities which distinguish him when struggling for his rights as an individual accompany him in the battle for political liberty and against the external enemy. What is sowed in private law is reaped in public law and the law of nations. In the valleys of private law, in the very humblest relations of life, must be collected, drop by drop, so to speak, the forces, the moral capital, which the State needs to operate on a large scale and to attain its ends."†

As civilization advances, the law of occupation recedes.‡ That law finds to-day its highest theatre in the *occupatio bellica* of "grim-visaged war," but even grim-visaged war has learned to "smooth his wrinkled front" in the presence of private property. The jurisprudence of the world should keep pace with the prudence of the world. Among writers on the philosophy of law there is none who is more inclined to glorify the Law of Force than Adolph Lasson; yet Lasson is quick to acknowledge the diminishing sway of the Law of Occupation. To this effect he says that as the domain of positive law widens, the domain of the law of occupation must needs

\* 3 Levinz, 336.

† Jhering: *The Struggle for Law*, p. 93.

‡ See Glück: *Pandecten*, Ser. xli, xlii, pp. 29, 30, for an exposition of this self-evident thesis.

shrink into a narrower and narrower compass.\* And, at bottom, under the circumstances and conditions of the arbitration agreed upon, the question now pending between the United States and Great Britain with regard to the fur-seals of Alaska is this, Will the property rights of the civilized world and the interests of a growing civility among nations be better subserved by remitting the capture of seals on the high seas to the primeval law of occupation, or by putting that law under the restrictions of international equity and of a progressive humanity?

Let it here be noted, says my learned colleague, Prof. Henry E. Davis, that "this is the question only under the circumstances and conditions of the arbitration agreed upon; for, the arbitration out of the account, this statement of the question would yield too much on the part of the United States. The relation of the United States to the seals is really analogous to, if not identical with, that of the individual who by domestication of animals *feræ naturæ*, such as bees, has acquired in them a recognizable and admitted property. In the case of animals *feræ naturæ* domesticated by man the property-right is clear. In the case of the seal we have an animal juridically *feræ naturæ* in a qualified sense only: for its *animus revertendi* is matter of nature, not of art, and is, besides, territorially circumscribed in operation; that is to say, in the case of the seal the *animus revertendi* has and can have operation only in respect of a territory the admitted property and in the conceded dominion of the United States. It is as though we had a species of the bee engendered, and capable of being engendered, upon a given spot only, and by force of its nature ineradicably instinct with the disposition—nay, under the necessity—of returning to that spot. In such a case the *ius hominis* really gives place to the *ius domini*, and the animal may justly be said to be no more *res nullius* than the tree and its fruit grown and growing on the soil of an individual proprietor.

"The question, arbitration apart, might then fairly be put thus: "Given the seal, with its territorially circumscribed *animus rever-*

---

\*Lasson: Rechtsphilosophie, 606: "Mit dem Rechtszustande erst tritt die Forderung ein, dass fortan alle Eigenthumsveränderung auf rechtliche Weise zugehe, und dass Eigenthum erworben und verloren werde nur in den vom Rechte ausdrücklich vorgeschriebenen Formen, die sich dem Principe der Gerechtigkeit möglichst anzunähern trachten. Auf engsten Raum beschränkt bleibt fortan die Occupation, die blosse Aneignung der Sache aus eigenem Belieben."

"*tendi* as part of its nature,—indeed, part of the animal, as much "so as its instinct to maintain its life by food—is such an animal "juridically *feræ naturæ*? or is it not, by force of this very part of "its being, a subject of property *per se*?"

"But, as above stated, the question, in view of the arbitration, "may, for the purposes of the argument, be conceded to be as first "expressed. And, the question thus put, what is its answer?"

It is not understood that the Government of the United States has waived any of its property rights in Alaskan seals preliminarily to the impending arbitration. It has simply agreed to take the judgment of a mixed commission on the foundation, nature, and extent of its rights, and expects, of course, to abide by that judgment. It is certain that the author of this paper has not intended to abate those rights when, to the extent of this argument, he seeks to identify them with the obligations and interests of that closer intercourse among civilized nations which seems to call for their free acknowledgment.

The *ius fruendi* of property in land carries with it a right to the products of the land. The *ius fruendi* of property in animals carries with it a right to the natural increase of such animals; and not to the *natural* increase alone, but also to any increase which may come from what the Roman lawyers have called the right of "Accession." The maxim of Accession is "*Accessio cedat principali*"—"Let the accessional thing follow the principal thing."\* The doctrines of Accession, says Blackstone,† "are implicitly copied and adopted by our Bracton in the reign of King Henry III, and have since been confirmed by many resolutions of the courts." Wild pigeons joining a flock of inclosed pigeons and wild bees joining a swarm of inclosed bees, says Ortolan, are gathered to the inclosed animals under the law of accession, and are no more open to occupation than the animals originally inclosed.‡ The law of accession, we see, runs with the law of occupancy, with the rule of *animus revertendi*, and with the law of usufruct, while the comment of

\* Digest, xxxiv, 2, 19, § 13.

† 2 Blackstone, 404.

‡ 1 Ortolan : Explication Historique des Instituts, Liv. ii, 366, 367 : "Ainsi, que des pigeons, que des abeilles sauvages, attirés par mes pigeons, par mes abeilles domestiques, viennent se joindre à eux et s'établir dans mon colombier, dans mes ruches, même à mon insu, ces animaux, et le produit qu'ils y donneront, m'appartiennent; celui qui viendrait les y prendre commettrait un vol."

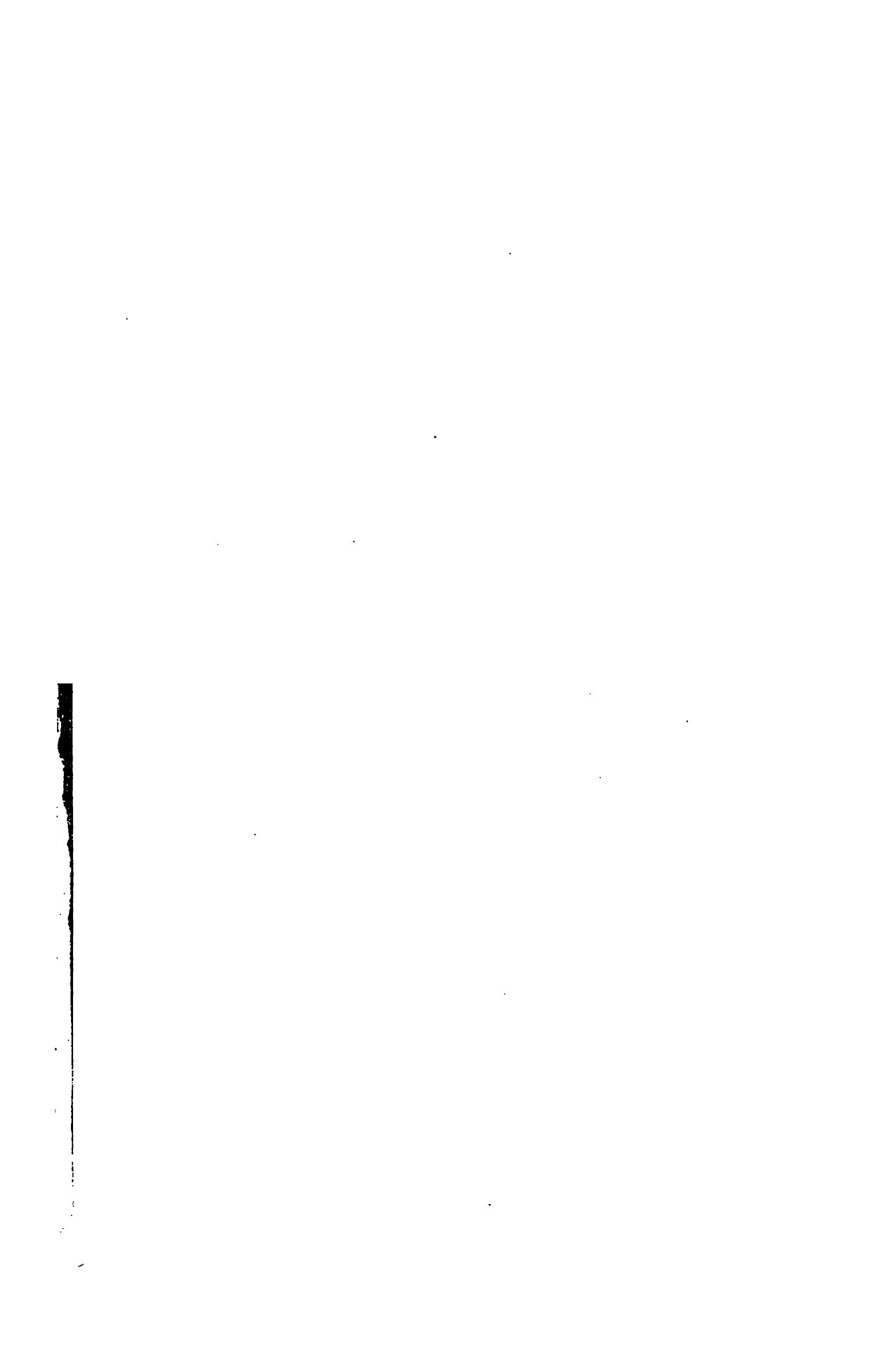
Ortolan meets very neatly the plea of the fur-seal hunter who should allege that the seal which he speared in the Bering sea was probably a "foreign" seal. There are, it is understood, no foreign fur-seals in the waters covered by the pending arbitration, and if there were they would, when found in the company of the Alaskan seal herds, be gathered to those herds, and would be as much the property of the Alaskan seal husbandman as the members of the brood which originally started out from the Pribyloff islands. And, when we consider the tie which binds the Alaskan seal herds to the Alaskan soil, it seems proper to ask whether these herds are more appurtenant to the land in which they have their native home and to which they have a fixed habit of return, or whether they are more appurtenant to the seas in which they make excursions? And whether, too, in point of public and of private economy, the petty interest of the pelagic sealer or the vast interest of the United States in the seal herds should be held "the principal thing" in this great concernment? To ask such questions is to answer them. The seal husbandry of the pelagic hunter is vagrant, casual, and desolating. The seal husbandry of the United States is stable, provident, and conservative, because it is based on property rights resulting from ownership of the soil on which the seals breed, from ownership of the herds on that soil, from control over the herds within "the three-mile zone," and from the legal rule of *animus revertendi*, which ties them juridically to that soil. The primeval law of occupation does not extend, as has been already said, to animals which are the subjects of prior, though qualified, occupation. To place amphibious animals, like seals, on the same level as creatures *feræ naturæ* born and living in the sea, is as illogical and unscientific as in point of juristic reason it is violent and inequitable.

It is at once a truism and a commonplace to say that progress in the social, economical, and political relations of the human race must of necessity work with a constant reformatory power on the body of law from age to age. It is this dynamic conception of the evolutionary process involved in the world's law-making which gives such a practical value to the study of the world's historical and comparative jurisprudence; for it is only by such a philosophical study that we can attain to the grounds of a scientific forecast where new social, civil, and international situations seem to call for new jurial arrangements. The civilized nations of the earth form to-day a close society. *Ubi societas ibi ius*. . *Ubi ius ibi obligatio*. The Law of Nations, it is true, has neither law-giver nor supreme

judge; but it has its own peculiar genius and its own peculiar sanctions. "Its organ and regulator is Public Opinion. Its supreme tribunal is History, which forms at once the rampart of justice and the Nemesis by which injustice is avenged." In the moral preparations which precede it, the Law of Nations comes slowly and comes from afar, but critical conjunctures are often the birth-pangs of its new deliverances; for though national morality is but the modified reflex of private morality, and though international morality is but the modified reflex of national morality, it is important to observe that when ameliorations of moral conduct are demanded among civilized nations they may often be more readily and speedily secured than the ameliorations of moral conduct which are demanded among individual men in the figure of civil society. So various, divergent, and mutable are the free wills of individual men that it is impossible to concert among them a forward moral movement, along the whole line, in the bosom of any large civil community. The community of civilized nations, on the other hand, is small in its membership; the relations of independent states to each other are comparatively simple; their actions and interactions move on the broader lines of public policy, and move, too, in the sunlight of publicity. Where new moral and legal departures are required in international intercourse, they may come suddenly with the opportunism which paves the way for them. And they will come to stay in a Christian civilization, because they represent the sovereignty of moral ideas, and because they spring from a growing faith in the moral order of the universe.

It will be seen that this whole discussion has revolved around a single point of law, which, if well taken, would seem to be determinative of the main issue joined in the "Bering Sea Arbitration." A doctrine of law does not vary with the magnitude of the issues that turn on it. If it is sufficient to reclaim a flock of pigeons it *ought* to be sufficient to reclaim a herd of seals. If it be good as between neighbors under municipal law, it *ought* to be good as between neighbor nations under international law. No attempt has here been made to argue the American case or to traverse the British case at any other point. Indeed, the student of International Law has nothing to do with the *American* case as such or with the *British* case as such. He seeks simply to find in the pending litigation the rule of right which should obtain in a government of the nations, by the nations, and for the nations, to the end that righteousness may be as much the law of the sea as the law of the land.





# The Columbian University,

WASHINGTON, D. C.

---

Collegiate and Professional Instruction is given in the Columbian University in five departments: The COLUMBIAN COLLEGE, the NATIONAL MEDICAL COLLEGE, the SCHOOL OF DENTISTRY, the COLUMBIAN UNIVERSITY LAW SCHOOL, and the CORCORAN SCIENTIFIC SCHOOL.

Besides the foregoing higher departments, the University has under its management a Preparatory School, in which students are prepared for College, for the Military Academy at West Point, or for the Naval Academy at Annapolis.

For catalogues address The Registrar of the University.

For other information address The President of the University.



# The Columbian University,

## WASHINGTON, D. C.

---

### THE LAW FACULTY.

JAMES C. WELLING, LL.D., PRESIDENT,  
And Professor of Public and Private International Law.

THE HON. JOHN M. HARIAN, LL.D.,  
(Associate Justice of the Supreme Court of the United States.)  
Professor of the Constitutional Jurisprudence of the United States, of  
the Law of Domestic Relations, of Commercial Paper, and of Torts.

THE HON. WALTER S. COX, LL.D.,  
(Associate Justice of the Supreme Court of the District of Columbia.)  
Professor of the Law of Real and Personal Property, of Contracts, and  
of Crimes and Misdemeanors.

THE HON. WILLIAM A. MAURY, LL.D.,  
(Assistant Attorney-General of the United States.)  
Professor of Equity Jurisprudence, of Common Law and Equity Plead-  
ing, and of the Law of Evidence.

THE HON. DAVID J. BREWER, LL.D.,  
(Associate Justice of the Supreme Court of the United States.)  
Professor of the Law of Corporations.

PROF. G. H. EMMOTT, A.M., LL.M.,  
(of the Johns Hopkins University.)  
Lecturer on the Civil Law.

HENRY E. DAVIS, A.M., LL.M.,  
(Sometime Assistant Attorney of the District of Columbia.)  
Lecturer on the History of Law.

THE HON. AUGUSTUS S. WORTHINGTON, LL.B.,  
(Sometime District Attorney of the United States.)  
Lecturer on Legal Bibliography and the Use of Authorities in Court.

WILLIAM F. MATTINGLY, Esq.,  
(of the Washington Bar.)  
Lecturer on Practical Commercial Law,

THE HON. WILLIAM EDGAR SIMONDS, A.M., LL.B.,  
(United States Commissioner of Patents.)  
Professor of the Law of Patents.

THE HON. ANDREW C. BRADLEY,  
(Associate Justice of the Supreme Court of the District of Columbia.)  
Lecturer on Criminal Law, and on Criminal Pleading and Practice.

WILLIAM G. JOHNSON, LL.M.,  
(of the Washington Bar.)  
Professor of Legal Catechetics, and Judge of Moot Court.

